LES ARTICLES DU JOUR .COM
"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"

VENDREDI 7 MARS 2025

NOTRE CERVEAU NE PEUT COMPRENDRE LA RÉALITÉ; IL NE PEUT COMPRENDRE QUE SA PROPRE RÉALITÉ - Jean-Pierre

► Pas d'échappatoire au pays imaginaire (The Honest Sorcerer) p.2
► L'Amérique : Finie pour toujours (Sarah Connor) p.7
► « Lidl ferme à cause de la violence. Effondrement économique par l'insécurité ». (Charles Sannat) p.10
► La galerie des miroirs (Tom Murphy) p.14
► La différence entre l'espoir (la peur) et le courage (l'absence de peur) (Erik Michaels) p.17
► L'énergie géothermique peut-elle remplacer les combustibles fossiles en déclin ? (Alice Friedemann) p.23
► Énergies, Économie, Pétrole et Peak Oil: Revue Mondiale Février 2025 (Laurent Horvath) p.33

SECTION POLITIQUE # p.43

► L'Europe annonce son plan pour la guerre… Zelensky s'écrase et préfère la paix de Trump (C Sannat) p.43
► Trump licencie Zelensky et demande un dirigeant ukrianien capable de traiter avec les États-Unis et la Russie (Charles Sannat) p.52
► Le deuxième acte de Trump : Pouvoir, résistance et limites de la gouvernance (Richard Heinberg) p.54
► Le nouveau monde. Le « virage » radical de l'administration Trump. (Par Quark) p.65
► Trump, l'inévitable (Ugo Bardi) p.70
► Le piégeage des cochons sauvages (Jeff Thomas) p.73
► Quoi qu'en pense Elon Musk, le gouvernement ne peut et ne doit pas être géré comme une entreprise (Kurt Cobb) p.75
► Sans issue (James Howard Kunstler) p.78
► La paix par l'humiliation (Dmitry Orlov) p.80

SECTION ÉCOLOGIE # p.82

► LE COIN A JEAN-MARC JANCOVICI p.82

- L'administration Trump ne veut plus considérer les émissions de gaz à effet de serre comme un danger
- Les combustibles fossiles ont engendré une "impulsion carbone"
- La consommation de fruits et légumes frais toujours en recul malgré la détente sur les prix
- Vidéo : Les sens du Monde - Jancovici/Rial : le choc des idées sur la décarbonation

SECTION ÉCONOMIE # p.87

► La fois où un État souverain a fait faillite (Tim Watkins) p.87
► Imposition massive de droits de douane, le précédent de la loi Smoot-Hawley (Par Quark) p.
► Inflation en baisse… attention à la hausse que personne ne voit encore venir (Charles Sannat) p.
► Ne pas dormir sur l'Inde (James Rickards) p.105
► Réduction de la masse grasse : neuf agences gouvernementales américaines vont réduire leurs dépenses de 50 %. (David Stockman) p.109

► Terre de rêves et d'ombres (Bill Bonner) p.122

► Économie farfelue (Bill Bonner) p.126
► La politique des grands (Bill Bonner) p.129

▲RETOUR▲

<<>><<>><<>><<>> (0) <<>><<>><<>><<>>

.Pas d'échappatoire au pays imaginaire

The Honest Sorcerer 2 mars 2025

*Le plan industriel européen : zéro émission, zéro pollution, **zéro travailleur.***

La classe dirigeante européenne, ainsi qu'une majorité encore considérable de ses électeurs, vit depuis bien trop longtemps dans un pays imaginaire, et les récents résultats des élections en Allemagne montrent que le réveil n'est pas encore arrivé... Le continent poursuit son chemin, somnambule, vers un désastre économique majeur. La montée en flèche des prix du gaz et de l'électricité, associée à des mesures désespérées pour gérer les fluctuations de prix causées par les « énergies renouvelables », risque d'arracher les derniers éléments vitaux de l'écosystème industriel de l'UE, entraînant une crise économique sans précédent depuis un siècle. L'Europe est devenue malgré elle une étude de cas classique d'effondrement systémique, que nous avons désormais le « privilège » d'étudier de l'intérieur alors qu'il se déroule au ralenti.

Une situation désespérée

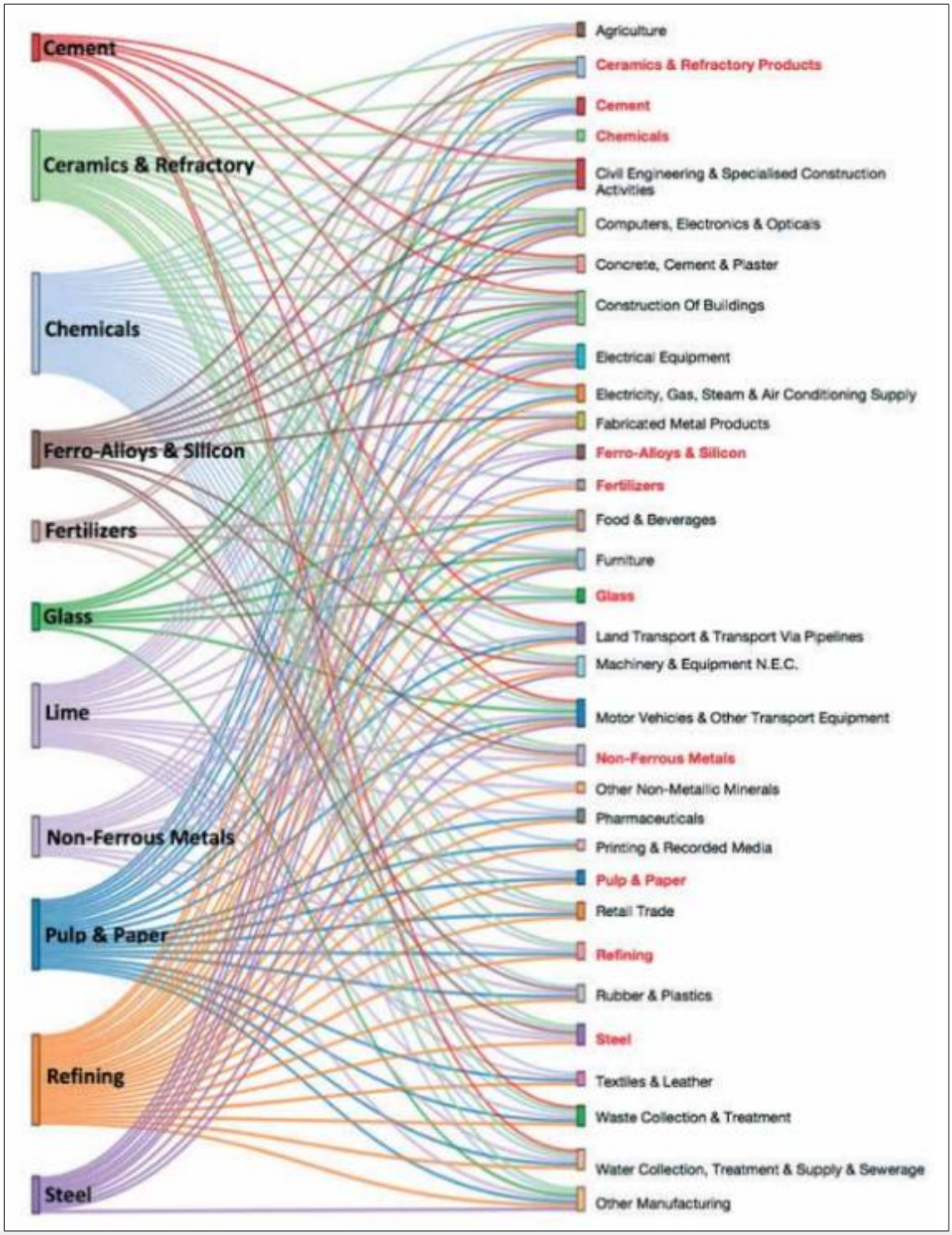
L'idée de cet essai est née d'un récent rapport publié par le Centre for International Energy Policy (CIEP), qui met en lumière les nombreux problèmes auxquels est confronté le continent. Citation : « *L'UE a adopté une vision institutionnalisée de l'économie à court terme et la conviction que ses pouvoirs réglementaires et d'intervention peuvent être utilisés pour discipliner le reste du monde et l'obliger à suivre sa voie vers la neutralité climatique. Le document explique également comment l'UE est exposée à la prochaine bataille entre les États-Unis et la Chine, et « comment les moyens d'empêcher l'industrie européenne de devenir un dommage collatéral dans ce conflit peuvent être limités ».* Les États-Unis et l'UE sont devenus structurellement dépendants des lignes d'approvisionnement chinoises et, comme l'affirme l'auteur, « *il faudra du temps pour les diversifier* ». Le plus grand problème de l'économie de l'UE, cependant, comme l'identifie correctement le rapport, est la hausse structurelle des prix de l'énergie sur le continent.

Le gaz naturel, indispensable à de nombreuses applications industrielles (à la fois comme matière première et comme source de chaleur), joue un rôle crucial dans les difficultés de l'UE. Malgré tous les discours sur le fait qu'il n'est qu'un combustible de transition, il reste le moyen le plus efficace de produire de l'électricité, auquel les panneaux solaires et les turbines éoliennes n'offrent pas de véritable alternative. La hausse des prix qui a suivi la guerre des sanctions avec la Russie a non seulement rendu la production d'électricité très coûteuse, mais a également augmenté les coûts de production des produits chimiques, des engrais, du papier, de l'acier, de l'aluminium, du cuivre, du verre, des denrées alimentaires et de bien d'autres choses encore.

Il convient ici de faire un petit détour. Alors que les experts économiques ont tendance à rendre la guerre responsable de la crise énergétique en Europe, ce sont les sanctions, les poursuites judiciaires, les confiscations d'actifs, les refus de paiement et les retraits abrupts de permis initiés par les pays de l'UE - ainsi qu'une série d'explosions « mystérieuses » d'oléoducs - qui ont provoqué la crise actuelle. Pour situer le contexte : avant le début de la guerre économique, l'Allemagne importait de Russie 50 % de son charbon, 55 % de son gaz naturel et 31 % de son pétrole brut, ce qui représentait 33 % de la consommation totale d'énergie du pays. Cette perte soudaine d'énergie a poussé de nombreuses entreprises à arrêter leur production et à délocaliser leurs activités gourmandes en énergie. Malgré la destruction de la demande qui en a résulté au cours des trois dernières années, et en dépit des discours sur le remplacement du gazoduc par le GNL [sic], les niveaux de stockage du gaz sont tombés bien en dessous de la moyenne cette année, ce qui indique un nouveau choc de l'offre (1) et signale le début d'un nouveau cycle de désindustrialisation et de désinvestissement. Mais il y a un hic. Comme l'explique succinctement l'auteur du rapport :

> *« Une fois que les désinvestissements commencent, la tour de Jenga d'apparence solide s'affaiblit et provoque d'autres désinvestissements, ce qui entraîne l'effritement et l'effondrement des écosystèmes industriels. Cette 'Jengafication' peut entraîner une désindustrialisation irréversible et une diminution de la capacité à réaliser la transition énergétique industrielle, la sécurité d'approvisionnement et l'autonomie stratégique ».*

En clair, cela signifie qu'en dessous d'un certain niveau d'activité industrielle, le déclin économique devient non seulement permanent, mais aussi auto-entretenu (2). Voilà pour le redémarrage de l'économie européenne ou le réarmement du continent par l'intensification de la fabrication d'armes. (La fabrication d'obus, de chars, de canons, de fusées, d'avions de chasse et autres nécessite littéralement des tonnes d'acier, d'aluminium et d'explosifs. Des matériaux dont la production, en revanche, nécessite une industrie à forte intensité énergétique).



Les maillons de la chaîne de valeur des industries à forte intensité énergétique. Laisser dépérir des éléments essentiels de cette chaîne est à vos risques et périls. Source

L'écologie industrielle rencontre la politique

Le concept clé à comprendre ici est la façon dont les industries se comportent effectivement comme des écosystèmes. Selon le domaine scientifique de l'écologie industrielle (IE), l'économie matérielle mondiale peut être modélisée comme un réseau de processus industriels qui extraient des ressources de la Terre et les transforment en produits et services (3). Les diverses relations entre les acteurs clés présentent les mêmes caractéristiques émergentes et auto-organisatrices que celles observées en biologie. Dans cette optique, les flux de matières, l'énergie, les ressources ou les usines de fabrication ne peuvent être analysés isolément, mais seulement en tant qu'éléments d'un système complexe auto-adaptatif. Ainsi, penser que le marché peut résoudre n'importe quel

problème - qu'il s'agisse d'une soudaine interruption de l'approvisionnement en gaz ou du remplacement du charbon par l'énergie éolienne et solaire - n'est pas seulement illusoire, mais aussi très dangereux. Le problème est que personne parmi les élites actuelles ne semble capable de comprendre la complexité de l'économie d'un bloc continental, et encore moins de comprendre les effets secondaires ou tertiaires des décisions politiques.

Les trois dernières années, cependant, devraient avoir été suffisantes pour apprendre aux politiciens et à leurs électeurs qu'on ne peut pas mener une guerre d'usure contre son plus grand fournisseur d'énergie bon marché et espérer remporter le concours. Dans le même ordre d'idées, il devrait être clair que le remplacement des flux stables de combustibles fossiles par de l'électricité intermittente provenant des « *énergies renouvelables* » n'est pas non plus une voie vers le succès économique. Les fluctuations sauvages de la disponibilité de l'électricité qui en résultent ont poussé l'opérateur du réseau allemand à intervenir plusieurs milliers de fois par an pour éviter les pannes, et ont provoqué des fluctuations importantes des prix de l'électricité, qui atteignent 900 euros par mégawattheure pendant les heures de pointe.

Des mesures drastiques sont désormais envisagées pour réduire la demande les jours nuageux et sans vent. L'Agence fédérale des réseaux a demandé aux 400 consommateurs industriels les plus exigeants d'adapter leurs programmes de production à la disponibilité de l'énergie éolienne et solaire. Il va sans dire que cette proposition ruinerait la viabilité économique des entreprises restantes, car la main-d'œuvre devrait rester inactive dans de nombreux cas. Sans parler du fait que les fours électriques et autres machines à forte consommation d'énergie ne peuvent fonctionner économiquement que 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. (Pendant leur phase de chauffe, qui peut durer des heures, ces machines ne peuvent rien produire et consomment pourtant beaucoup, à la fois en termes de temps de travail et d'énergie).

Pourtant, la folie se poursuit, alors même que l'Amérique a décidé de mettre en avant ses propres exigences : 5 % du PIB consacrés aux dépenses militaires, plus d'achats de GNL (à un prix bien plus élevé que le gaz de pipeline en provenance de Russie), et maintenant des droits de douane de 25 % sur les importations en provenance de l'UE. À tout cela s'ajoute le « découplage » à venir avec la Chine, qui sonnera le glas de l'économie de l'UE. On ne peut s'empêcher de se demander comment l'élite européenne a pu ne pas voir la tournure que prenait ce processus. Le monde est désormais pris dans un jeu de chaises musicales, où des alliés supposés se tirent la bourre. Paul Newman avait peut-être raison :

> ***« Si vous jouez au poker, que vous regardez autour de la table et que vous ne pouvez pas dire qui est le pigeon, alors le pigeon c'est vous.***

La situation ressemble beaucoup à celle d'un véritable écosystème, qui s'est retrouvé privé d'intrants essentiels. Les entreprises, tout comme les organismes vivants, sont animées par un flux constant de matériaux et d'énergie. Si l'on supprime un élément clé, des déficiences apparaissent. Certes, l'adaptation se fait avec le temps, mais si les contraintes s'accumulent, l'écosystème commence à montrer des signes de détresse : des espèces disparaissent et la biodiversité s'effondre. Si l'on supprime suffisamment de composants, les espèces clés (dont dépendent de nombreuses autres espèces) commencent à s'étioler... Jusqu'à ce que, tout à coup, l'ensemble de l'écosystème subisse un changement de phase massif, tel qu'un incendie de forêt débarrassant une zone entière et la transformant en prairie arbustive - de manière permanente. Il est important de noter ici qu'il n'est pas nécessaire de supprimer tous les éléments constitutifs pour provoquer l'effondrement : il suffit de supprimer ceux qui ont le plus de liens entre eux.

Et alors que beaucoup pensent que de telles catastrophes se produisent sans avertissement préalable, l'effondrement d'un écosystème est toujours précédé d'années de détresse grave. **L'économie européenne** se trouve exactement dans cette situation. En apparence, elle semble fonctionner, mais ses fondements sont complètement brisés. L'énergie fossile, qui a été le moteur de toute l'économie jusqu'à présent, est devenue rare et très chère. L'énergie éolienne et l'énergie solaire n'ont pas réussi à fournir un remplacement fiable pour un certain nombre de raisons techniques allant de l'intermittence à leur forte intensité matérielle et à leur très faible densité énergétique. De nombreuses installations de traitement des matières premières à forte intensité énergétique ont été fermées en

conséquence, et avec un nouveau cycle de désindustrialisation en vue, beaucoup d'autres pourraient bientôt cesser leurs activités. On ne peut que se demander quelle sera la dernière brique à tomber avant que l'ensemble de l'édifice ne commence à s'écrouler.

Le succès économique de l'UE repose sur trois facteurs clés. Des combustibles fossiles russes bon marché pour alimenter ses secteurs industriels à forte intensité énergétique, des importations de produits semi-finis à forte intensité de main-d'œuvre en provenance de Chine et l'exportation de produits finis vers l'Europe du Sud et de l'Est (ainsi que vers la Chine). Cette dynamique aurait pu faire de l'UE un allié naturel des pays du BRICS, ce qui est totalement inimaginable dans l'environnement politique actuel. Avec les résultats des élections allemandes et l'élection d'un ancien dirigeant de société d'investissement au poste de chancelier, les dés semblent jetés. Si la situation semble désespérée, la deuxième loi de Paul Newman pourrait peut-être éclairer un peu les choses :

> ***« Au moment où les choses paraissent les plus sombres, elles deviennent noires ».***

Post-scriptum

Bien que ces problèmes puissent sembler propres à l'Europe et qu'il soit tentant de croire que ces vieux cons sont devenus les victimes de leur propre folie, je dois rappeler à tout le monde que le grand jeu de poker ne s'arrêtera pas après l'élimination de l'Europe. En poussant le concept d'écologie industrielle jusqu'à sa conclusion logique, on s'aperçoit que notre technologie - qui repose entièrement sur des réserves finies de combustibles fossiles et sur des gisements de minerais qui s'épuisent rapidement - est par définition non durable et donc impossible à sauver. En conséquence, **l'écosystème industriel mondial continuera à s'effondrer** même si l'Europe ne consomme plus autant qu'avant. Une étude publiée en 2023 et signée par les écologistes les plus éminents de notre époque a mis le doigt sur la principale cause de l'échec de la technologie industrielle :

> *« les interventions actuelles sont essentiellement physiques, intensives en ressources, lentes et axées sur le traitement des symptômes du dépassement écologique (comme le changement climatique) plutôt que sur la cause distale (les comportements inadaptés) ».*

Dans ces conditions, l'écologie industrielle ne peut servir que de cadre pour comprendre **l'effondrement de l'économie industrielle mondiale** (et non de guide pour l'éviter). Malheureusement, une trop grande partie du débat sur la « durabilité » est encore centrée sur les émissions de CO2, réduisant une question complexe à un stupide débat entre les combustibles fossiles et les panneaux solaires. Cette vision étroite ne tient pas compte de la situation dans son ensemble : tout comme l'économie industrielle, l'ensemble de la biosphère est en train de s'effondrer. Il s'agit d'un système interconnecté d'une complexité inouïe.

> ***Nous nous faisons la guerre non seulement les uns aux autres, mais aussi à la nature elle-même.***

Un document de recherche datant de 2002 indique que « *la demande humaine pourrait bien avoir dépassé la capacité de régénération de la biosphère depuis les années 1980* ». Selon cette évaluation préliminaire et exploratoire, la charge de l'humanité correspondait à 70 % de la capacité de la biosphère mondiale en 1961, et est passée à 120 % en 1999 ». En d'autres termes, nous vivons aujourd'hui une richesse naturelle accumulée beaucoup plus rapidement qu'elle ne se régénère. C'est pourquoi les forêts, les pêcheries, les réserves d'eau souterraine et les sols fertiles continuent de disparaître, quelle que soit la technologie utilisée pour les obtenir. (Sans parler de l'épuisement rapide de tous les gisements de minerais et de pétrole bon marché et faciles à obtenir, qui ont mis des millions d'années à se former). Ce processus conduira inévitablement à des pénuries, puis à des conflits et enfin à des guerres si nos dirigeants en décident ainsi. Ne pas reconnaître ce qui se passe et s'en tenir à une version fantaisiste de la réalité ne fera qu'engendrer une destruction bien plus rapide et bien plus radicale qu'elle ne devrait l'être.

> ***Jusqu'à la prochaine fois...***

.L'Amérique : foutue pour toujours

Il n'y a pas de retour possible

Publié par Sarah Connor 3 mars 2025

Ce n'est pas moi qui l'ai écrit. Mais c'était trop beau pour ne pas le partager.

Il explique pourquoi le concept d'Amérique est presque, voire déjà, mort. En supposant qu'il y ait une élection en 2028, il est impossible de réparer les dommages causés aux capacités internes et à la position internationale de l'Amérique.

Voici le commentaire complet de l'utilisateur Reddit r/Some-band2225 :

Les choses vont vraiment mal. C'est différent de la dernière fois. Les dommages causés ici sont **permanents** pour plusieurs raisons.

*** Perte des capacités institutionnelles.** Lorsque vous fermez complètement une institution, il y a un effet d'entraînement, vous ne pouvez pas simplement changer d'avis et la rouvrir dans quatre ans. Prenons l'exemple des analystes de politique étrangère de la CIA. Les analystes débutants passent une décennie à travailler au sein d'une structure existante, à acquérir des compétences, à nouer des contacts dans leur domaine, à s'intégrer dans l'écosystème du renseignement au sens large. Si vous fermez une division parce que vous trouvez que ce qu'elle dit est politiquement gênant, l'administration suivante ne peut pas simplement la rouvrir, car le personnel est parti, les relations n'existent plus, la base de compétences a été perdue. C'est le cas pour la gestion de l'eau, la lutte contre les maladies, la réponse aux catastrophes, la planification agricole, l'application de la FDA, le CPFB, le service météorologique, la NASA, la cybersécurité, le renseignement, en fait toutes les choses que nous considérons comme allant de soi et qui sont faites par le gouvernement.

*** Perte d'infrastructures économiques et sociales.** C'est à peu près la même chose que ce qui précède, mais d'un point de vue économique et social. Si l'on supprime les prestations du gouvernement, ou si l'on ferme une base aérienne dans une région, le magasin Walmart qui dessert cette communauté ferme ses portes. L'administration suivante peut rétablir les prestations, mais le magasin Walmart ne va pas rouvrir ses portes, d'autant qu'il risque de

fermer à nouveau deux ans plus tard. De plus, les employés auront probablement quitté la région de toute façon, les gens ne peuvent pas rester longtemps dans des zones où il n'y a pas d'emploi. Il en va de même pour les dispensaires, les centres communautaires, les écoles, les services aux anciens combattants, etc. L'infrastructure se développe organiquement au fil du temps dans un environnement stable. Si vous l'arrachez par les racines, vous ne pouvez pas simplement la replanter, l'environnement a été endommagé.

*** La perte des partenariats économiques internationaux et de l'intégration.** Il s'agit plus ou moins du même problème. Les États-Unis ont démontré qu'ils n'étaient absolument pas disposés à respecter leurs accords, même ceux rédigés par l'actuel président, comme l'USMCA. Les investissements à long terme dans les infrastructures et les partenariats stratégiques ont été construits sur la base de la stabilité, c'est-à-dire que ce que le gouvernement s'engage à faire est ce qu'il fera. On construit un oléoduc de l'Alberta à la côte du Golfe du Mexique parce que les relations sont stables. Vous vous spécialisez dans vos forces économiques locales parce que vos partenaires veulent ce que vous pouvez faire et que vous voulez ce qu'ils peuvent faire. Tout cela est foutu. Peu importe que Trump continue de reporter les droits de douane du **Canada** tous les 30 jours pendant les quatre prochaines années, ce qui compte, c'est que l'Amérique est instable, que l'administration ne tiendra pas sa parole et n'honorera pas ses accords. Les personnes ici présentes qui travaillent dans l'industrie peuvent vous parler du travail qu'elles ont dû effectuer sur l'analyse de crise de la chaîne d'approvisionnement. Si vous êtes une entreprise canadienne et que vous cherchez à acheter quelque chose, vous n'accepterez pas l'offre la moins chère si elle provient d'une entreprise américaine, car il n'y a aucune garantie qu'elle puisse fournir le service à l'avenir. Si vous êtes une entreprise de transformation américaine, vous n'allez pas investir des capitaux dans l'expansion pour transformer des matières premières canadiennes parce que votre propre gouvernement peut intervenir au hasard, sans préavis et sans recours, pour vous empêcher d'acheter ces matières premières.

*** Perte d'alliances internationales.** Il s'agit plus ou moins du même problème. Les États-Unis ont démontré qu'ils n'étaient absolument pas disposés à respecter leurs accords. L'OTAN est morte, la garantie inébranlable que les États-Unis sont prêts à intervenir si un mètre du sol de l'OTAN est envahi a disparu. Peut-être qu'ils le feraient, peut-être qu'ils ne le feraient pas, mais si vous planifiez la survie de votre nation comme le font les États baltes, **vous ne pouvez pas compter sur un « peut-être »**. Il faut envisager le pire des scénarios. Et encore une fois, il s'agit de planification à long terme, le prochain président ne peut pas défaire cela et déclarer que tout est redevenu normal, car le prochain président ne peut pas parler au nom de celui qui le suivra. Lorsque les États-Unis demandent au Danemark s'ils peuvent construire une base au Groenland pour des opérations dans l'Arctique, le Danemark doit se demander si un président ultérieur utilisera cette base pour des opérations contre lui. Lorsqu'une armée alliée planifie sa stratégie de défense aérienne, elle doit se demander si l'utilisation d'un patriote permettra à une future administration de tirer parti de la fourniture de missiles de défense aérienne pour lui nuire.

*** Perte de crédibilité internationale.** Les États-Unis ont toujours respecté les accords conclus par les administrations précédentes, même s'ils ne les apprécient pas. Le retrait de Biden d'Afghanistan après la capitulation de Trump face aux talibans en est un exemple. Trump a peut-être réduit à néant 20 ans de travail et 2 milliards de dollars de dépenses cumulées lorsqu'il a accepté de cesser de soutenir le gouvernement afghan soutenu par les États-Unis contre les talibans en échange de la libération de milliers de combattants talibans, mais l'accord a été signé. Lorsque vous concluez un accord avec les États-Unis, ceux-ci le respectent. Il n'y a pas d'énormes revirements géopolitiques chaque semaine. La prochaine fois qu'un président américain dira à un aspirant paria nucléaire qu'il lèvera les sanctions si le paria nucléaire accepte d'abandonner ses ambitions en procédant à des inspections, etc., cet État paria saura que les sanctions peuvent revenir au hasard, qu'il respecte ou non le traité. Les États-Unis ne sont tout simplement pas fiables.

*** Perte de puissance et de prestige.** Les Canadiens, qui participent régulièrement à la lutte contre les incendies aux États-Unis, etc., huent l'hymne national américain. L'Europe considère les États-Unis avec un mélange de pitié et de mépris. L'idée que le Royaume-Uni suivrait les États-Unis en Irak, comme Blair a suivi Bush, est aujourd'hui risible. Une grande partie de l'hégémonie mondiale des États-Unis s'est construite sur le soft power, c'est-à-dire que si l'on se retournait contre l'ordre mondial dirigé par les États-Unis, on ne perdait pas seulement l'accès à la technologie, aux marchés et aux financements américains, mais aussi aux marchés japonais, coréen, taïwanais,

australien, européen et canadien. Il y a là un effet de réseau qui est un énorme multiplicateur de force. Les alliés de l'Amérique ne peuvent pas suivre l'exemple de l'Amérique, pas quand il s'agit de menaces d'invasion contre le Canada et de capitulation devant Poutine. Ils ne peuvent certainement pas coopérer sur des sujets tels que le renseignement et la sécurité avec Gabbard à la tête de la NSA. Les États-Unis ont ouvertement adopté une position d'opposition à leur propre structure d'alliance et le prochain président ne peut pas simplement dire « *désolé* » et défaire cela parce qu'il ne peut pas parler au nom de celui qui lui succédera.

*** La perte de l'ordre international fondé sur des règles.** Ce qui a permis d'éviter la troisième guerre mondiale, c'est l'accord général sur le fait qu'il n'y a plus d'accaparement de terres et que nous n'avons donc pas tous besoin d'armes nucléaires. Si un pays tente de s'emparer d'un territoire, la réponse des États-Unis et de leurs alliés l'écrasera de manière à ce que ce pays perde et que tous les autres pays retiennent la leçon. La Russie, qui fonctionne toujours sur un modèle de grande puissance impérialiste de sphères d'influence du 19e siècle, a défié les États-Unis et ces derniers abandonnent maintenant l'Ukraine et l'ensemble de l'ordre international fondé sur des règles. Le tabou est brisé. La Chine peut attaquer Taïwan. La Russie peut attaquer l'Estonie. La Turquie peut s'emparer de la Chypre grecque. Tous les pays qui n'ont pas d'armes nucléaires examinent la distance qui les sépare d'une puissance impérialiste hostile, ce qui, d'une certaine manière, inclut désormais le Canada qui regarde les États-Unis, et tentent de décider s'ils doivent s'en doter. La probabilité qu'une crise qui s'aggrave de manière incontrôlée dégénère en guerre générale est plus élevée qu'elle ne l'a jamais été depuis 1962 et il n'y a absolument aucun moyen de la freiner. Si vous avez de jeunes enfants, le risque qu'ils meurent en tant que jeunes adultes dans une guerre est monté en flèche.

*** Perte du contrat social et des valeurs.** Comme nous le découvrons chaque jour, le principal garde-fou contre des actes tels que le simple fait d'ignorer les lois du Congrès ou d'accepter ouvertement de l'argent de sources étrangères non divulguées en tant que fonctionnaire du gouvernement est une culture qui consiste à ne pas le faire. Rien ne vous empêche de le faire, vous pouvez tout à fait menacer les fonctionnaires électoraux de conséquences personnelles s'ils ne fabriquent pas les votes dont vous avez besoin, mais traditionnellement, nous nous sommes tous mis d'accord pour ne pas le faire. Cela s'est construit au fil des générations. Les habitants des pays où la corruption est élevée ne sont pas plus mauvais en tant qu'individus, ils évoluent dans une culture où c'est le mode de fonctionnement normal. Si votre patron accepte des pots-de-vin, vous en acceptez, car c'est en acceptant des pots-de-vin qu'il a obtenu suffisamment d'argent pour verser les pots-de-vin nécessaires pour devenir votre patron, c'est l'état naturel des choses. L'une des grandes forces des États-Unis est que, dans l'ensemble, les Américains croient au système qu'ils ont mis en place. Ils acceptent le verdict d'un juge qu'ils n'aiment pas parce qu'ils croient en l'idée d'une justice impartiale. Ils acceptent des lois avec lesquelles ils ne sont pas d'accord parce que ces lois ont été créées par un processus auquel ils croient. Cette croyance est intangible, mais c'est ce qui empêche l'ensemble de s'effondrer. Et sans vouloir trop ressembler à un auditeur interne, le ton au sommet est vraiment important pour la culture institutionnelle. Et une fois qu'une culture institutionnelle est brisée, il est incroyablement difficile de la réparer parce que les personnes qui profitent le plus du système brisé sont celles qui continuent d'abuser du système. Si la corruption n'est pas sanctionnée, les entrepreneurs publics qui effectuent les paiements appropriés seront absolument plus compétitifs que les entrepreneurs publics qui disposent de la chaîne de production la plus efficace et du meilleur produit. Il ne s'agit pas non plus d'un problème partisan, nous le constatons partout en Amérique. Les gauchistes qui applaudissent l'exécution d'un PDG du secteur de la santé sont tout aussi symptomatiques des dommages causés à la croyance dans les valeurs qui sous-tendent l'Amérique.

Même si vous ignorez le fait que des cadres supérieurs de la DOGE, comme Marko Elez, déclarent sur les médias sociaux : « *Pour mémoire, j'étais raciste avant que cela ne devienne cool... Vous ne pourriez pas me payer pour me marier avec une personne n'appartenant pas à mon ethnie.* » Même si vous ignorez que toutes nos données sont confiées à des oligarques qui n'ont aucun compte à rendre. Même si vous ignorez les saluts nazis. Même si vous ignorez le fait que le président soutient ouvertement la Russie au détriment de ses propres alliés. Même si vous refusez d'accepter le pivot inconditionnel vers une kleptocratie mafieuse fasciste modelée par la Russie, les États-Unis sont foutus. Pour des décennies.

▲ **RETOUR** ▲

« Lidl ferme à cause de la violence et c'est partout en France. Effondrement économique par l'insécurité ».

par Charles Sannat | 28 Fév 2025

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Vous trouverez dans cet article trois vidéos.

La 1ère concerne celle traitant de la fermeture d'un Lidl tout à fait rentable à Bondy mais où la sécurité n'étant plus assurée la direction a décidé de fermer le magasin. La 2ème concerne Rouen et le quartier de la Grand Marre où tous les commerçants ferment leurs rideaux en raisons des attaques à mains armées et autres braquages. La 3ème concerne ma vidéo intitulée "**Apocalypse sécuritaire = effondrement économique inévitable**" et le constat est dans son titre.

Il se trouvera évidemment des bonnes âmes pour m'expliquer qu'il ne faut pas faire du "Cnews", ou du "populisme", et je répondrais que ce n'est pas le sujet.

Le sujet pour ceux qui s'inquiètent sincèrement (je dis bien sincèrement) du populisme ou du fascisme, c'est que le populisme qu'ils craignent tant prospère uniquement sur la réalité, et la réalité est terriblement violente, partout en France. Vous n'aurez aucune économie développée et saine sans sécurité préalable à tout et je renvoie dans ma vidéo aux besoins fondamentaux et à la pyramide de Maslow.

Ceux qui ne veulent pas (sincèrement) que le "fascisme" s'installe, n'ont qu'une seule chose à faire. Soutenir partout des politiques sécuritaires justes mais dures, efficaces et démocratiques, mais dures avant tout pour faire passer l'envie à tous ceux qui détruisent nos cadres de vie de continuer à le faire. Cette permissivité n'a aucune excuse. Un méchant est un méchant, un brigand un brigand, un violeur un violeur, un voleur un voleur. Un effondrement est une simplification rapide de processus complexes. Nous y sommes.

Nous sommes dans cette phase d'effondrement où de grands chaînes comme Lidl ne peuvent plus maintenir leurs points de ventes ouverts, où des commerçants doivent fermer en raison de la violence et ou d'autres se font racketter par des mafias.

Mais que nous arrive-t-il pour être à ce point incapables d'appeler un chat un chat, et d'avoir peur de réclamer la sécurité qui est le droit le plus légitime de tous les citoyens, qui fonde notre contrat social et aussi la levée de l'impôt par l'État qui nous assure la sécurité.

Nous marchons sur la tête.

Mais "rassurez-vous", cela ne va plus durer très longtemps. L'effondrement de la France a commencé et la phase avalancheuse approche dangereusement. Prenez vos précautions.

Si vous comprenez l'importance de ce message vous êtes la résistance à l'effondrement de notre pays qui est notre maison commune. Nous n'en avons pas d'autre, nous n'avons pas 5 millions de dollars pour nous offrir la nationalité américaine de Donald Trump !

• • •

.Effondrement sous la complexité.

La preuve par la SNCF qui arrête ses trains en gare… mais sans prendre de passagers !

Voilà un reportage qui résume la situation dans notre pays à tous les niveaux, à tous les étages.

Voilà qui résume ce que j'appelle ***l'effondrement sous la complexité et les normes.***

Ici les trains s'arrêtent dans une gare (et ce n'est pas la seule) mais ne prennent pas de passager car la gare n'est pas "ouverte".

La gare n'est pas ouverte parce qu'elle a été fermée.

Un type normal dirait vous n'avez qu'à tourner le panneau et dire "ouvert" et comme ça se sera ouvert…même si les locaux de la gare sont fermés d'ailleurs, cela n'empêche pas de monter dans un train.

Oui… mais non.

Non, car le passage à niveau piéton n'est pas aux normes.

Il est toléré dans les gares qui n'ont jamais été fermées mais si vous voulez ouvrir une gare (qui a été fermée) il faut qu'elle soit aux dernières normes avec soit un souterrain soit une passerelle à 5 millions d'euros + ascenseurs (toujours en panne) et très moche de vous à moi.

Plutôt que de faire confiance aux gens, plutôt que d'éduquer les gens et de mettre des barrières légères par exemple on part dans des installations aux coûts délirants et qui ne fonctionnent en plus pas et dégradent le service rendu.

Nous nous effondrons sous ces âneries, sous cette absence de bon sens, sous cette idéologie de la perfection en oubliant que le mieux est toujours l'ennemi du bien.

Nous croulons sous 3 400 milliards d'euros de dettes et c'est normal quand on passe son temps à construire des passerelles qui ne servent à rien.

Cela suffit.

• • •

.François Hollande veut faire mal à l'économie américaine !

François Hollande nous fait une "Lemairedite" aiguë. Oui, après Bruno Le Maire qui voulait mettre l'économie russe à genoux, voici François Hollande qui veut taper Trump là où ça fait mal. Pour Hollande, Trump ne comprend que le langage de l'argent alors il faut lui faire mal, très mal…

Je ne sais pas si vous vous rendez compte de la portée de tels propos de la part d'un ancien président de la république.

Nous sommes en "guerre" avec la Russie.

Ils ne trouvent pas mieux ni plus intelligent que de vouloir nous faire mener une guerre également contre les États-Unis, même si c'est une guerre économique.

Nous parlons de la France.

Pays sans croissance, sans industrie, pays qui danse sur un volcan ethnique et qui sombre dans la délinquance, nous parlons de la France, pays croulant sous 3 400 milliards d'euros de dettes, incapable de maîtriser son déficit budgétaire avec un premier ministre qui est aussi *déphasé* que Joe Biden et qui ne dispose même plus de sa propre banque centrale.

Nous n'avons aucune chance.

Aucune.

Et sur deux fronts encore moins de chance…

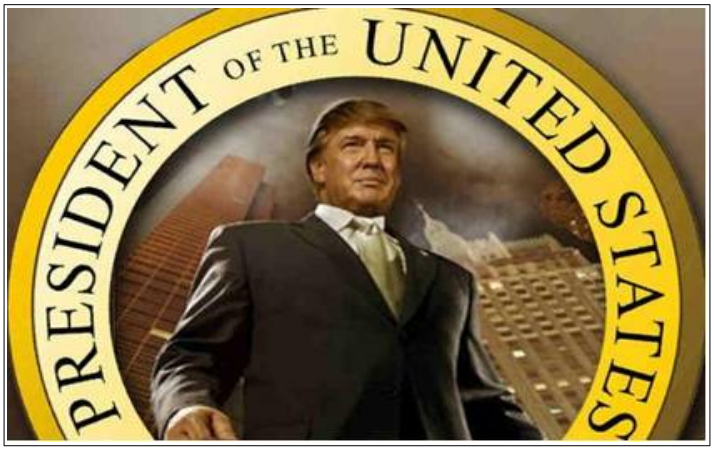
Ces déclarations sont de la folie géopolitique pure et dure car je ne crois même pas qu'il s'agisse de fanfaronnade.

Nous allons vers une crise monumentale.

La France, pas plus que l'Union Européenne, n'ont les moyens de défier la Russie à l'Est et les États-Unis à l'Ouest.

• • •

.Droits de douane : Nicolas Doze pense que l'on va négocier… Il se trompe. Explications.



Le 17 février j'étais sur Ecorama justement sur le sujet des droits de douane. Vous retrouverez la vidéo et tous les chiffres du commerce franco-américain et euro-USA dans cet article ci-dessous.

Je voulais partager avec vous aujourd'hui la réaction de Nicolas Doze dont j'apprécie les analyses économiques. C'est un garçon aussi sympathique que compétent, donc je ne vais pas me livrer à une critique de ses propos mais vous partager les raisons et l'analyse qui me conduisent à penser qu'il se trompe comme la majorité des Européens et surtout des Français que nous sommes.

L'approche économique du milliardaire Trump entre en confrontation directe avec "*l'âme française*" et une forme de détestation de l'argent roi que nous avons chez nous, de cet argent "sale" qui peut tout acheter… Je ne critique pas cela, j'ai la même approche, je suis français aussi donc je "souffre" des mêmes biais cognitifs que mes compatriotes, mais j'essaie de me soigner pour pouvoir analyser.

Je ne pense pas que ces droits de douane soient "économiques".

Ils n'ont rien à voir avec l'économie.

Je vous laisse écouter Nicolas Doze.

https://twitter.com/i/status/1895002618931360037

Si notre biais d'analyse consiste à croire que Trump raisonne uniquement pognon, fric, dollars et sous-sous comme Oncle Picsou, alors nous ne pouvons pas voir l'essentiel, et **l'essentiel ici est géopolitique.**

Trump est en pleine négociation avec les Européens pour la paix en Ukraine et les Européens ne veulent pas cette paix. Ils veulent que la guerre se poursuive.

Trump et Poutine veulent que cette guerre se termine et que l'Ukraine se range.

C'est dans ce contexte que Trump augmente les droits de douane, à peine quelques heures après voir reçu le président français et lui avoir publiquement fait des mamours pour les images télé.

Autant vous dire qu'il y a ce qui se voit, et ce qu'il se passe derrière les rideaux et dans les alcôves du pouvoir.

Trump veut faire plier l'Union Européenne.

Pour les industriels européens c'est une catastrophe comme le dit très justement Nicolas Doze. Nous ne vendrons plus rien aux USA avec une hausse de 25 %… et encore, ce n'est que le début, si nous ne plions pas, Trump peut augmenter les droits de douane **à 50 %, à 75 %.**

Ici le mobile n'est pas l'argent, c'est la géopolitique, la raison d'État, et dans ces cas-là l'économie n'est que de l'intendance. Rien de plus.

Soyez prudent, une énorme crise peut se déclencher à n'importe quel moment, car le problème n'est pas économique mais bien politique.

Vous aurez tous les détails dans mon dossier ci-dessous "Yalta 2.0". Pour vous abonner vous pouvez cliquer directement sur l'image de la couverture ci-dessous.

▲RETOUR▲

.La galerie des miroirs

Tom Murphy Publié le 2025-03-04

Le choc vécu à Washington D.C. depuis le 20 janvier fait apparaître des trous béants dans les fantasmes que l'on s'imaginait être des vérités solides comme le roc, et ce pour des générations entières (haletant) ! Il est également important d'admettre que la démocratie fonctionne comme prévu : une majorité populaire a dit oui, et - soyons réalistes - pourrait bien le faire à nouveau si un vote avait lieu demain.

Plusieurs de mes récents billets ont souligné les aspects de réalité virtuelle de la modernité et notre tendance à nous réfugier dans **des modèles mentaux fragiles déconnectés de la réalité biophysique et écologique.** Un billet précédent mettait en garde contre le piège de la perfection politique fantasmée. Ici, nous allons nous pencher sur les failles qui s'ouvrent.

Alors que l'administration Trump fait trembler les cages et met les choses sens dessus dessous, je n'arrête pas de voir des titres qui posent effectivement la question suivante : « ***Est-ce au moins légal ?*** »

Le simple fait que le statut juridique soit incertain n'est-il pas un indicateur flagrant que notre système juridique n'est guère plus qu'un bolus de petits cailloux maintenus ensemble par quelques fils de toile d'araignée ? Non ? Cette image ne vous convient pas : trop aléatoire et trop spécifique ? Peu importe. Vous avez compris.

L'imposture de la réalité

Sur la question de la légalité, l'attitude de l'administration Trump est la suivante : « *Si vous devez poser la question, alors nous dirons simplement : oui - c'est légal quand nous le faisons. Pendant que vous faites tourner les roues dans la boue juridique, nous allons simplement changer le pays de manière irréversible. Amusez-vous bien !* » Le fait est que personne ne sait vraiment, parce que tout cela n'est que de la poudre aux yeux. **C'est dire à quel point notre système artificiel de village Potemkine est vide de sens.** Contrairement à une écologie richement tissée, il est issu de cerveaux de viande, n'a pas résisté à l'épreuve du temps et ne tient que par des crachats. C'est ce que mon cher oncle disait des grandes roues et autres attractions qui arrivaient du jour au lendemain dans sa petite ville de Géorgie et s'installaient sur un parking (en gros : « *Non, je ne vous laisserai pas monter dessus* »). Notre

système juridique me rappelle les épicycles de Ptolémée : des rustines byzantines sur des rustines, des artifices sur des artifices.

Les juges sont censés statuer sur la légalité d'une question, comme si elle était sans ambiguïté. Remarquez qu'**un juge** n'a jamais assez d'intégrité intellectuelle pour dire : indéterminé ; impossible à trancher ; au-delà des limites de la loi ou de nos capacités mentales à trancher. Nous acceptons de prétendre que des décisions correctes sont non seulement possibles, mais légitimes, alors qu'elles sont souvent plutôt arbitraires.

La Cour suprême des États-Unis l'illustre très bien, puisqu'un panel de neuf juges se prononce sur une question, en se divisant souvent de manière très prévisible selon des lignes idéologiques. Qu'est-ce que cela nous apprend ? Les interprétations d'un système artificiel manifestement imparfait seront elles-mêmes manifestement imparfaites et artificielles. Il est assez facile pour des personnes intelligentes de tisser un voile de langage fantaisiste pour masquer l'empereur nu. C'est une compétence qui s'acquiert avec l'expérience universitaire. Deux personnes peuvent jouer le jeu de l'interprétation littérale de la Constitution pour arriver à des opinions diamétralement opposées. C'est un vide que l'on prétend solide.

Fiat Reality

C'est un bon exemple de ce que j'ai voulu dire lorsque j'ai répété à maintes reprises que les constructions dérivées du cerveau - grossièrement décontextualisées de la myriade de relations qui composent une écologie - sont essentiellement vouées à l'échec à long terme. Les idées reçues perdent rapidement de leur efficacité, à des échelles de temps écologiquement pertinentes.

Dans le cas présent, lorsqu'un dirigeant démocratiquement élu du pouvoir exécutif affirme que quelque chose est légal par fiat, que le pouvoir législatif ne prend pas la peine de clarifier la situation avec de nouveaux pansements explicites (ahem, des lois), et que le système judiciaire statue - après de nombreuses décisions contradictoires, des appels, des renversements et des retards - que l'action est effectivement déclarée légale, cela montre que l'ensemble du système est un système de fiat.

En effet, comment une monnaie, un État-nation ou un système juridique pourraient-ils être fondés sur autre chose que du fiat ? Ces choses n'ont jamais été rien de plus que des constructions notionnelles branlantes dont la solidité n'est assurée que par l'accord collectif, l'acquiescement ou même l'apathie. Nous commençons à comprendre à quel point tout cela est superficiel et insubstantiel (tout en étant existentiellement destructeur). Nous nous trouvons dans une galerie des miroirs, admirant des reflets déformés de reflets déformés - nos lignes de vue sur le monde extérieur réel éclipsées et détournées par nos couches superficiellement imposées que nous prenons pour la réalité.

L'engagement

Pour ceux qui ne le savent pas, de nombreux États américains exigent que les écoliers récitent **le serment** quotidiennement, généralement debout, la main sur le cœur (à un moment donné, le geste qui l'accompagnait ressemblait beaucoup à un salut nazi). Les paroles sont les suivantes :

> *Je prête allégeance au drapeau des États-Unis d'Amérique et à la République qu'il représente, une nation sous Dieu, indivisible, avec liberté et justice pour tous.*

Voici ma traduction :

> *Je jure fidélité à un symbole d'une fiction, et à l'abstraction sur laquelle il flotte, une notion sous une divinité imaginée, indivisible parce que nous le disons, avec un détachement et des idéaux inatteignables pour des membres choisis de l'espèce humaine seulement.*

Comme nous aimons la théorie ! Un travail cérébral délicieux, sans un iota de contact avec le substrat écologique. Volez haut !

L'ultime tribunal

Quoi qu'il en soit, si un gouvernement décide que quelque chose est légal, quelle autorité supérieure est reconnue par ce gouvernement pour lui dire le contraire ? Bien sûr, je connais une autorité ultime qui finira par rendre un jugement. Aucune quantité de « mais je pensais que... » n'aura d'importance. Nos idées erronées ne sont pas pertinentes : ce sont des petits pas de chaussures sans importance dans la grande danse.

L'énorme et impressionnant spectacle de rotation d'assiettes auquel se livre la modernité est manifestement insoutenable et ne sera pas autorisé à se poursuivre indéfiniment. Les assiettes ne continueront pas à tourner. Maintenant, je préférerais une approche qui pose calmement et délibérément chaque assiette doucement au cours des prochaines décennies (ou siècles) avec des mots de gratitude (un geste d'hospice). L'approche de Trump pourrait être plus proche d'une charge sur la scène, d'une mise en échec des tourneurs d'assiettes et d'un sourire narquois alors que les assiettes s'écrasent et volent en éclats tout autour d'eux. Je ne peux pas dire que je suis fan de cette approche, mais je ne peux pas non plus prétendre que le spectacle était capable de durer plus longtemps, étant donné que les arrangements de filage étaient devenus d'une complexité insoutenable.

Je demande donc aux tritons et aux mésanges nidifuges ce qu'ils pensent des manigances actuelles du gouvernement. Ils possèdent une sagesse qui dépasse la mienne, et je m'inspire de leur indifférence. Même si elle est destructrice et menaçante pour la vie, la modernité n'est qu'un bref éclair, qu'il vaut peut-être mieux ignorer pour ceux qui ont l'intention d'y rester longtemps. Ne vous laissez pas abattre.

▲RETOUR▲

.La différence entre l'espoir (la peur) et le courage (l'absence de peur)

Erik Michaels 05 mars 2025

Tôt le matin d'octobre au parc d'État de Hills Creek

Comment se fait-il que tant de gens soient toujours occupés à prétendre que nous avons besoin d'espoir ? Un article récent que j'ai lu parle d'« *espoir actif* », comme s'il s'agissait d'une différence par rapport à l'« espoir » ordinaire. L'espoir est un espoir, qu'il s'agisse d'un espoir actif, d'un espoir normal, d'un espoir passif ou d'un espoir résigné. Mettez presque tous les mots que vous voulez (sauf « faux ») devant le mot ***espoir***, et vous me ferez supposer que vous vendez quelque chose. Quelque chose qui sent la connerie.

Avant d'entrer dans les détails de l'espoir et d'approfondir l'analyse que je fais fréquemment, je suis tombé sur cet article de Jan Andrew Bloxham et Steve Pyke, qui résume plus ou moins succinctement ce que je dis depuis une dizaine d'années. Les courtes citations ne rendent pas vraiment justice à l'article, car il faut le lire en entier, mais je vais en donner un aperçu ici :

> ***« Effondrement de la biosphère : Nous sommes en phase terminale***
>
> *La sixième extinction de masse n'est pas un risque futur - elle se produit maintenant, et l'activité humaine en est la seule cause.*
>
> ***Taux d'extinction :*** *Les taux actuels sont 100 à 1 000 fois plus élevés que le taux « de fond » de l'ère cénozoïque. Bien que le chiffre souvent cité de « 250 à 300 espèces par jour » soit discuté (en raison de la sous-estimation des invertébrés et des microbes), des estimations prudentes suggèrent toujours une perte d'environ 150 espèces par jour. À titre de comparaison, l'extinction du Permien et du Trias (« la grande mort ») a fait disparaître 90 % des espèces en 60 000 ans. Nous sommes en train d'égaler ce rythme en quelques décennies.*
>
> ***Destruction de l'habitat :*** *75 % de la surface terrestre est dégradée par l'activité humaine. Les forêts (puits de carbone essentiels) disparaissent au rythme de 10 millions d'hectares par an. Les zones océaniques mortes (régions hypoxiques) ont quadruplé depuis 1950.*
>
> ***Effondrement de la chaîne alimentaire :*** *Le phytoplancton (la base des chaînes alimentaires marines) a diminué de 40 % depuis 1950. La biomasse des insectes diminue de 2,5 % par an, ce qui menace la pollinisation et la santé des sols.*
>
> ***Conclusion :*** *La biosphère s'effondre plus vite que l'évolution ne peut s'adapter. L'homme n'est pas épargné : nous sommes des prédateurs au sommet d'un réseau alimentaire en train de s'effondrer ».*

Derrick Jensen nous a parlé de l'espoir il y a près de vingt ans et a expliqué que la raison pour laquelle les gens pensent que nous avons besoin d'espoir est le conditionnement culturel, et voici comment il décrit l'espoir, je cite :

> *« L'espoir est en fait une malédiction, un fléau. Je ne dis pas cela uniquement en raison de l'adorable dicton bouddhiste « **L'espoir et la peur se poursuivent mutuellement** », ni uniquement parce que l'espoir nous éloigne du présent, de qui et où nous sommes en ce moment, pour nous diriger vers un état futur imaginaire. Je dis cela à cause de ce qu'est l'espoir.*
>
> *Nous parlons tous plus ou moins sans fin de l'espoir. Vous n'imaginez pas - ou peut-être que si - le nombre de rédacteurs en chef de magazines qui m'ont demandé d'écrire sur l'apocalypse et qui m'ont ensuite enjoint de laisser aux lecteurs un sentiment d'espoir. Mais qu'est-ce que l'espoir, au juste ? Lors d'une conférence que j'ai donnée au printemps dernier, quelqu'un m'a demandé de le définir. J'ai retourné la question à l'auditoire et voici la définition que nous avons tous trouvée : l'**espoir est une aspiration à une condition future sur laquelle vous n'avez aucune influence ; cela signifie que vous êtes essentiellement impuissant** ».*

Pour en revenir à mon premier article, la première chose à faire est de déterminer si la situation examinée est un problème ou un prédicament (une situation difficile). Un problème, par définition, a une réponse ou une solution. Une situation difficile est souvent désignée par différents noms, tels que dilemme, mais Wikipédia l'appelle « wicked problem » (problème pervers). Sous le mot dilemme se trouve une définition moins complexe, où l'on retrouve à nouveau le mot « predicament » dans la section « See Also ». Voici l'entrée du mot dilemme sur Wikipédia.

Quelque chose qui est un problème sur lequel on peut agir, ce qui signifie qu'il y a une solution qui est à la fois réalisable et faisable. Par conséquent, l'espoir empêche en fait d'atteindre cet objectif, je cite :

> ***« Lorsque vous abandonnez l'espoir, vous vous détournez de la peur. »***

En réalité, pour presque tous les problèmes, ce n'est pas d'espoir dont nous avons besoin, **mais de COURAGE** !

Bien sûr, beaucoup de choses ont changé au cours des 19 années qui se sont écoulées depuis la rédaction de cet article, et les situations difficiles auxquelles nous sommes confrontés se sont considérablement aggravées. Pourtant, rien n'a vraiment changé en ce qui concerne les efforts réels de la société pour abandonner l'utilisation de la technologie et la civilisation. Lorsque je dis ce genre de choses, je suis souvent critiqué parce qu'on suppose que je veux « *vivre comme un homme des cavernes* », que je suis « *malthusien* » ou que je veux simplement « *abandonner* ». C'est précisément pour ces personnes que j'ai écrit ***Le cycle de la vie***.

Passons maintenant aux mauvaises nouvelles : les situations difficiles n'ont pas de solutions, elles n'ont que des résultats. Oui, mes lecteurs habituels sont probablement très fatigués de lire ce même message encore et encore et encore. Mais il y a un hic : le courage est aussi très utile dans les situations difficiles ! Un article de Frank Moone nous donne des détails sur ce qu'il faut faire. Il y dit que : « *Se cacher, abandonner ou ne rien faire n'est pas une réponse acceptable* ».

Bien sûr, malheureusement, il y a des gens qui font exactement cela. Il ne suffit pas de dire aux gens ce qu'est une réponse acceptable pour qu'ils s'y conforment. Il existe littéralement des centaines de livres qui décrivent exactement la même chose, mais encore une fois, seules les personnes qui veulent le faire le feront. Il n'y a absolument aucune différence entre les personnes qui lisent mes articles et celles qui ne sont pas du tout intéressées. Pas d'intérêt = pas de conformité, sans que les lecteurs s'y conforment non plus (bien sûr, je n'ai jamais demandé à quiconque de faire quoi que ce soit - je n'ai fait que des recommandations générales). Il y a littéralement des millions de personnes qui ne s'intéressent tout simplement pas à la question. Est-ce par ignorance ? C'est douteux, car on leur a dit ce qu'il fallait faire ; ils ont choisi de ne pas croire. Bien entendu, la croyance n'a rien à voir avec le fonctionnement du système. Il continuera à fonctionner de la même manière, que l'on y croie ou non, ce qui est l'avantage des faits. Ne pas y croire ne les change pas.

La partie la plus importante de l'article de Frank sur « *l'acceptation active* » est ce qu'il ne dit pas. Malheureusement, l'article est basé en partie sur la peur. Vous avez remarqué qu'il parle de survie ? Voici la partie avec laquelle je ne suis pas d'accord, je cite : « *Laissez un héritage de sagesse et d'attention aux générations futures.* »

Les articles sur « *comment survivre* » sont littéralement omniprésents. Les manuels de préparation, la préparation et le stockage des aliments, les livres sur les armes, les livres sur la construction de bunkers, les Earthships, les Transition Towns, le Projet Venus, et tout autre type de manuel de préparation, de livre, de concept et d'arrangement de vie sont disponibles dans votre bibliothèque ou librairie la plus proche ou en ligne. J'ai écrit sur d'innombrables idées toutes basées sur la même prémisse. La peur de la mort. Mais qu'en est-il si la survie est surestimée ? Et s'il n'y avait PAS de générations futures ? Et si la génération qui naît aujourd'hui était la dernière ? Inutile de dire que tout le monde ne sera pas intéressé par l'accomplissement de quelque chose dont il ne voit pas l'utilité parce qu'il considère que c'est une perte de temps alors qu'il pourrait faire quelque chose qui le passionne.

Se concentrer sur la survie, ce n'est pas *vivre maintenant*. Se concentrer sur la survie revient plus ou moins à se concentrer sur la mort. Il faut choisir comment on veut vivre - veut-on courir vers la vie ou s'éloigner de la mort ?

L'article de Frank est bon - ne vous méprenez pas. Mais il répète le même message que tant d'articles promouvant la survie : ***nions la réalité et promouvons de faux espoirs.*** On peut craindre la mort et choisir de se concentrer sur la tentative de l'éviter, mais c'est vraiment la définition de la folie parce que les humains ont un instinct naturel de survie pour commencer (donc on n'a pas besoin de passer tout son temps à se souvenir de survivre) ET on n'y échappera toujours pas. Maintenant, si quelqu'un veut vraiment passer son temps à faire cela, alors il n'y a pas de mal, il n'y a pas de faute. En revanche, si une personne n'a pas peur de la mort et n'est pas intéressée par ce genre d'activités, elle ne devrait pas être humiliée pour quelque chose qui ne la motive pas ou qui ne lui apporte aucune satisfaction.

Ce n'est pas parce que je suis passionné par la réduction de la quantité d'énergie et de ressources que j'utilise que je pense qu'il est acceptable d'essayer de faire honte aux autres pour qu'ils fassent de même dans un effort malencontreux pour réduire l'empreinte écologique de la planète. Cela n'arrivera tout simplement pas. Les milliardaires se fichent éperdument de ce que je fais, d'une manière ou d'une autre, et ils ne vont certainement pas changer leur mode de vie pour s'adapter à ce que je pense être important. Mon message est que les gens acceptent notre situation pour ce qu'elle est, qu'ils découvrent ce qui les passionne vraiment et qu'ils travaillent dans ce sens, tout en profitant de la vie et de la nature et en étant reconnaissants de ce qui existe encore aujourd'hui.

Pour comprendre cela un peu plus en profondeur, il faut comprendre les valeurs personnelles par rapport aux traits de caractère et la psychologie qui les sous-tend. **Nate Hagens** décrit en détail les traits de personnalité de la triade sombre et de la tétrade sombre. Une personne peut revendiquer des valeurs spécifiques mais avoir des traits de personnalité qui s'opposent à ces valeurs, ce qui indique instantanément que la personne est un menteur (et potentiellement un menteur pathologique, ce que les narcissiques ont tendance à être). Quoi qu'il en soit, **les traits de caractère l'emportent sur les valeurs dans presque toutes les circonstances.** Les traits et les valeurs de la plupart des gens sont beaucoup plus proches les uns des autres, mais nous connaissons tous des personnes qui correspondent aux schémas de la triade et de la tétrade sombres.

Je comprends ce que de nombreux membres de la communauté overshoot souhaitent pour le développement d'une communauté durable. C'est ce que j'aimerais beaucoup moi-même. En fait, j'ai sérieusement envisagé de me lancer dans la construction d'une telle communauté (en suivant les traces de nombreux autres individus qui l'ont fait). Mais j'ai lu d'innombrables récits de difficultés rencontrées par d'autres et d'entreprises qui se sont transformées en quelque chose de bien moins grandiose que prévu. Beaucoup de ces projets ont échoué et même ceux qui ont réussi n'ont pas vraiment répondu aux attentes initiales. Le PPM fonctionne aussi bien dans ce domaine que dans la société en général. Je connaissais également des endroits dans mon propre État qui avaient été développés à l'origine comme des sociétés utopiques, comme la communauté de Kristeen, New Harmony et Padanaram Settlement, qui ont tous échoué dans leur mise en place initiale. La Padanaram Settlement est toujours en activité, mais pas comme elle l'a été pendant de nombreuses années. Comme la plupart des établissements dont l'initiateur ou le fondateur est décédé, les changements intervenus au sein de la communauté l'ont rapprochée d'une ville normale.

J'ai tenté de souligner à plusieurs reprises que l'attachement aux résultats est souvent associé à la fixation d'objectifs et qu'il est généralement déconseillé dans l'avenir que nous allons connaître, **car de nombreux objectifs/résultats, si ce n'est la plupart, deviendront impossibles à atteindre.** Certains objectifs seront bien plus réalisables que d'autres, en particulier les objectifs à court terme par rapport aux objectifs à long terme. Mes conseils découlent en partie de ma propre expérience. J'ai toujours été une personne plutôt orientée vers les objectifs. Pour comprendre le dépassement, il faut accepter la réalité : littéralement, tout ce qui nous entoure change et les objectifs qui étaient autrefois réalisables ne le sont plus, simplement en raison du déclin de l'énergie et des ressources, du changement climatique et de bien d'autres facteurs symptomatiques. Cela a été difficile à accepter.

Il ne s'agit certainement pas de dire qu'il faut abandonner les objectifs qui nous passionnent, mais de recommander d'être flexible en ce qui concerne les objectifs. Soyez conscient qu'il est fort possible que votre vie s'écroule au moment où vous vous y attendez le moins. Pourquoi ? À cause du **Technate de l'Amérique du Nord**. Tout ce que vous pensiez savoir est sur le point de changer, si ce n'est déjà fait sous la surface (ou même à la surface). Je ne suis pas d'accord avec tout ce qui est écrit dans l'article (il semble être aveugle au dépassement), mais les systèmes qui nous entourent ici aux États-Unis sont en train d'être démantelés, un par un. Il est vrai que l'effondrement ne se produit généralement pas de manière contrôlée parce qu'il n'est pas sous le contrôle d'une seule personne ou entité. Je suis tout à fait d'accord avec cette évaluation.

Entre-temps, une nouvelle étude montre que le pic de séquestration du carbone a été atteint en 2008 et que, depuis lors, la quantité de dioxyde de carbone absorbée par les plantes a diminué en moyenne de 0,25 % par an. Un autre article montre qu'en 2023, le taux de croissance du CO2 était de 3,37 ± 0,11 ppm à Mauna Loa, soit 86 % de plus que l'année précédente et un record depuis le début des observations en 1958, alors que les émissions mondiales de CO2 provenant des combustibles fossiles n'ont augmenté que de 0,6 % ± 0,5 %. Cela implique un affaiblissement sans précédent des puits terrestres et océaniques, et soulève la question de savoir où et pourquoi cette réduction s'est produite. La vitesse à laquelle le changement climatique s'opère augmente de façon spectaculaire. Cela avait été prédit avec précision il y a de nombreuses années, mais c'est ce qui se produit aujourd'hui. Voir aussi *Les puits de carbone deviennent des sources de carbone.*

Bien entendu, un autre phénomène, qui ralentit [la circulation thermohaline] depuis un certain temps, pourrait facilement mettre fin à l'agriculture dans certaines parties de l'Europe. Voici la citation qui illustre tout ce qui précède dans l'article d'aujourd'hui :

> *« On discute beaucoup de la façon dont l'agriculture devrait se préparer à cela », a-t-il déclaré. Mais un effondrement de la circulation thermohaline qui transporte la chaleur est un scénario de fin d'activité pour l'agriculture européenne, a-t-il ajouté. « On ne peut pas s'y adapter. Il existe des études sur ce qui arrive à l'agriculture en Grande-Bretagne, et c'est comme essayer de cultiver des pommes de terre dans le nord de la Norvège ».*

C'est le thème dominant que j'essaie d'expliquer depuis quatre ans ici. On ne peut pas s'adapter à cela. Nous ne parlons pas seulement de la Grande-Bretagne, de l'Europe ou de n'importe quel autre pays. Leon Simons dit ceci à propos du taux de réchauffement global :

> *« Pour autant que nous puissions le déterminer, il s'agit du rythme de réchauffement le plus rapide de l'histoire de notre planète.*

Le rythme des changements dépassera celui de l'évolution, qui ne pourra plus suivre. Plutôt que de tomber dans le déni de la réalité, d'utiliser le biais de l'optimisme et d'essayer de négocier pour maintenir la civilisation, il faut comprendre qu'il n'y a pas d'échappatoire et que nous n'avons pas de pouvoir (qui est « nous » exactement ?), malgré les affirmations non fondées du contraire par ceux qui sont occupés à essayer de vous vendre une fantaisie qui n'existera pas. Ne tombez pas dans le piège de l'espoir - recherchez plutôt le courage.

Une nouvelle étude sur les oiseaux met en évidence un autre symptôme que j'ai mentionné à plusieurs reprises, en particulier récemment : **la charge polluante**. Voici la partie poignante de l'article, je cite :

> *« Idéalement, vous ne voulez pas de ces substances dans votre corps, mais en pratique, il est pratiquement impossible pour les humains et de nombreux autres organismes vivants de les éviter.*
>
> *Les recherches récentes et une nouvelle méthode de détection des **PFAS** apportent à la fois de bonnes et de mauvaises nouvelles. La mauvaise nouvelle, c'est que nous trouvons des PFAS dans des endroits où nous ne les avions jamais trouvés auparavant. La bonne nouvelle, c'est que cela signifie que nous sommes devenus meilleurs pour détecter ces substances.*

> *« L'augmentation la plus importante concerne le foie des échassiers. Nous avons trouvé jusqu'à 180 fois plus de PFAS qu'auparavant », a déclaré M. Zhang.*

La charge polluante est peut-être la raison pour laquelle la grippe aviaire HPAI H5N1 a été si mortelle pour les oiseaux et maintenant pour les mammifères, ce qui indique les raisons potentielles pour lesquelles les humains deviennent de plus en plus malades à mesure que ces produits chimiques, composés et toxines s'accumulent dans nos corps. Cette situation est extrêmement préoccupante en raison des implications qu'elle a pour ceux qui pensent que l'agriculture régénératrice ou la permaculture permettront de renforcer la résilience et de reconstruire les sols. Reconstruire le sol est une belle idée, et il semble relativement facile d'y ajouter des nutriments grâce au paillage et à d'autres amendements. Mais comment débarrasser le sol des microplastiques, des PFAS, des PFOS, des dioxines, des sels et d'un millier d'autres produits et composés chimiques ? Tous ces polluants sont en constante augmentation et le sont de plus en plus rapidement en raison de l'augmentation des incendies de forêt, des vents, des phénomènes météorologiques extrêmes et des pluies et inondations extrêmes.

Pour conclure cet article, je présente un autre excellent article de **Dave Pollard** qui résume la toile de fond et les prémices des fiasco qui se déroulent actuellement aux États-Unis, mais aussi dans de nombreux autres pays. En définitive, la réalité est un maître cruel, et nombre des illusions auxquelles nous avons choisi de croire n'existaient pas en réalité. Pourtant, à l'instar des singes qui se sont battus dans la centrale électrique du Sri Lanka et qui ont provoqué une panne d'électricité à l'échelle nationale, le même scénario est en train de se dérouler aux États-Unis, je cite :

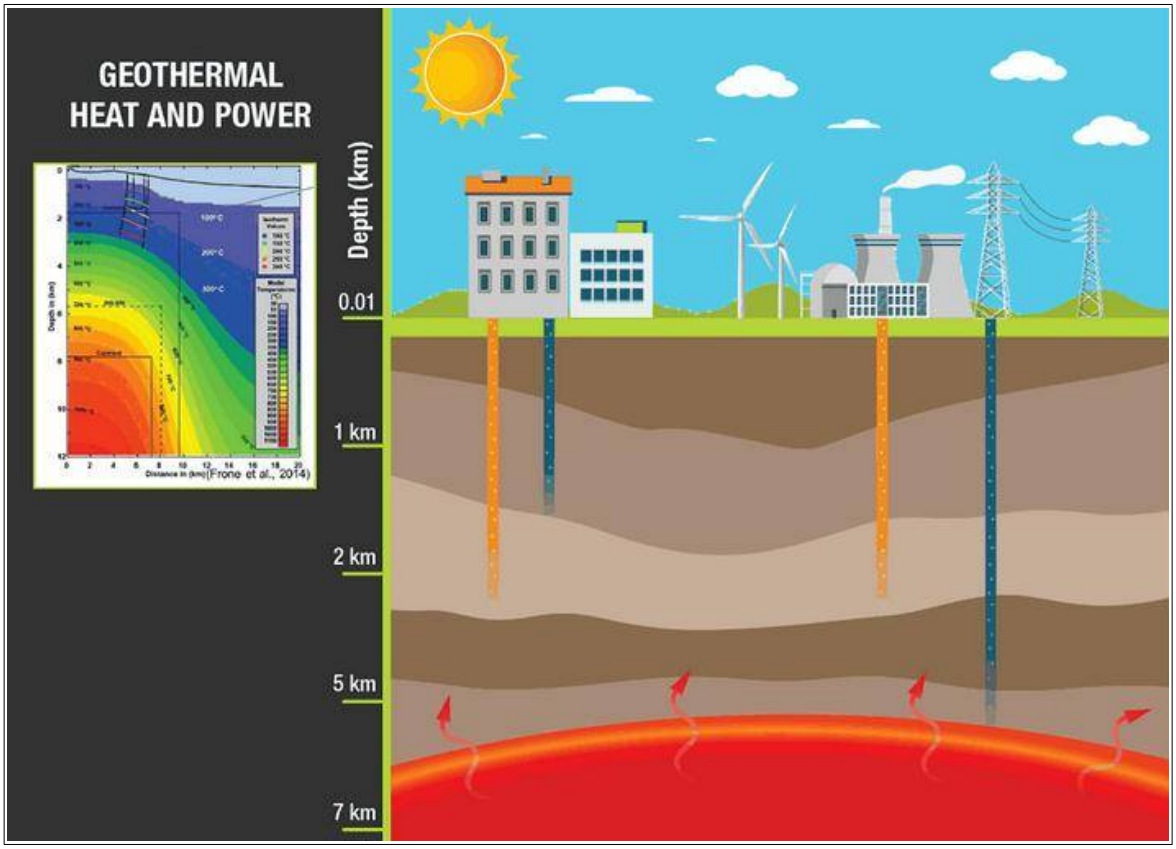
> *« Et pour tout cela, ces systèmes bureaucratiques massifs, d'une complexité stupéfiante, sont si faciles à briser ! Il suffit de quelques singes !*
>
> *Peut-être qu'en regardant notre civilisation épuisée, frauduleuse et dirigée avec incompétence s'effondrer tout autour de nous, nous pourrons enfin ouvrir les yeux et voir qu'elle n'a jamais été ce que nous croyions qu'elle était, avec tous nos beaux discours sur la « liberté » et la « démocratie ». Il s'agit d'une imposture depuis le début, mais nous avons cru les sornettes qu'on nous a racontées à ce sujet parce que nous voulions y croire. Enlevez-nous tout ce que nous avons, mais vous ne nous enlèverez jamais notre croyance en notre supériorité humaine, notre destinée manifeste, le mythe du progrès perpétuel à mesure que nous nous répandons dans l'univers et, par-dessus tout, notre certitude que nous serons sauvés.*
>
> ***Nous avons donc DOGE, peut-être la bande de singes la plus ouvertement incompétente que le monde ait jamais vue, lâchée dans la « fabrique du pouvoir » par l'enfant-roi, l'homme d'affaires le plus incompétent de l'histoire de la civilisation, et qui fait des ravages dans tous les services publics essentiels des États-Unis.***
>
> *Et nous avons les technophiles incompétents, mal éduqués, rêveurs de science-fiction, avec leurs idées folles et non testées de sauvetage de nos écosystèmes à la manière des bandes dessinées Marvel, lâchés pour jouer à la géoingénierie, aspirant des milliards de la lie des trésors mondiaux qui s'effondrent rapidement pour jouer à faire de l'énergie de fusion, et la capture du carbone, l'IA en tout, la quantique en tout, les vaisseaux spatiaux pour aller n'importe où, mais pas sur cette putain de planète, et les échanges de quotas de carbone (et maintenant d'eau) (pour ceux qui ont échoué en science). Il doit bien y avoir un peu de salut là-dedans ! C'est ordonné ! »*

Regarder ce qui se passe est assez écœurant, seulement atténué par le fait que la plupart d'entre nous, dans la communauté du dépassement, savaient que l'effondrement se produirait tôt ou tard. Je pense simplement que la plupart d'entre nous avaient souhaité gagner quelques années de plus.

▲ RETOUR ▲

L'énergie géothermique peut-elle remplacer les combustibles fossiles en déclin ?

Alice Friedemann Posté le 27 février 2025 par energyskeptic



Préface. Aujourd'hui, le réseau électrique fonctionne grâce à des mois d'énergie de secours provenant du gaz naturel, du charbon et de l'uranium. Le gaz naturel est surtout utilisé parce qu'il permet d'équilibrer rapidement les énergies éolienne et solaire lorsqu'elles apparaissent ou disparaissent soudainement. Le gaz naturel fournit également de l'énergie de pointe pendant les périodes les plus chaudes et les plus froides de l'année, et augmente massivement la production lorsque le soleil se couche, puisque cela se produit avant le pic de demande du soir. L'énergie géothermique ne peut pas assurer cet équilibre, elle ne peut être utilisée, comme le charbon et le nucléaire, que pour fournir une énergie de base régulière. Néanmoins, l'énergie éolienne et l'énergie solaire ont besoin de toute l'aide possible, en particulier en Californie où tous les meilleurs sites éoliens et solaires ont été construits.

Comment fonctionne la géothermie et où elle se trouve : Un cours accéléré et visuel sur l'énergie géothermique

***

Qui se soucie de la géothermie ? Forer n'importe où sur terre

L'idée est qu'au lieu de limiter la géothermie aux quelques réservoirs géothermiques naturels d'eau chaude près de la surface, il faut aller n'importe où dans le monde en forant suffisamment profondément pour atteindre les roches chaudes.

L'une des raisons pour lesquelles cette idée gagne du terrain est que l'industrie pétrolière et gazière a mis au point des techniques de forage avancées pour trouver des hydrocarbures de schiste « fracturés ».

Défis techniques

Mais le forage géothermique est différent et beaucoup plus coûteux. Plus la roche est dure, plus il faut de temps et d'énergie pour la percer. Les roches sédimentaires à partir desquelles les compagnies pétrolières et gazières obtiennent des hydrocarbures sont beaucoup plus tendres que les roches forées pour les puits géothermiques. Le diamètre du trou pour la géothermie est également plus de deux fois supérieur à celui des puits de pétrole et de gaz, ce qui nécessite encore plus de tubage et de ciment lors de la construction.

Plus le puits est profond, plus la température est élevée, de sorte que les trépans et les tuyaux des puits de chaleur sèche et de géothermie nécessitent des alliages coûteux contenant des quantités importantes de chrome, de manganèse, de cobalt et de titane pour faire face à la situation.

Mais on ne peut pas forer n'importe où. L'emplacement doit être situé là où il y a du fluide pour transporter la chaleur vers la surface, et suffisamment d'eau pour que les turbines génèrent de la chaleur sous forme de vapeur pour produire de l'électricité.

De l'eau est également nécessaire pour refroidir le matériel de forage afin qu'il dure plus longtemps.

Il n'est pas non plus possible de le faire de manière économique dans le granit et dans de nombreux autres types de roches dures.

Les tuyaux sont très coûteux, quel que soit l'endroit où le forage a lieu, car un puits profond peut contenir un million de livres de tuyaux. Ils doivent être épais et lourds pour résister à des pressions de pompage de 40 à 50 livres par pied. Le simple poids peut briser le tuyau s'il n'est pas de bonne qualité, et il est finalement difficile de trouver un équipement de levage suffisamment puissant pour le soulever.

Même si tout s'est bien passé jusqu'à présent, si les roches ne sont pas stables, le trou peut s'effondrer ou exploser sous l'effet des fluides sous pression qui remontent des profondeurs. En outre, les roches profondes libèrent des matériaux toxiques et radioactifs qui augmentent le coût de l'élimination et sont dangereux au toucher.

Si la recherche de chaleur se fait à une profondeur inférieure à 4 900 pieds (1 500 mètres), le risque de tremblement de terre augmente (Minetto 2020).

Une énorme quantité de roche doit être retirée du trou et placée quelque part, ce qui coûte encore plus d'énergie, d'argent et de temps.

Le forage est difficile et coûteux, et la recherche d'un site est encore plus difficile

Plus la roche est dure, plus il faut d'énergie pour la broyer et de temps pour la forer. Les roches sédimentaires dans lesquelles les compagnies pétrolières et gazières forent sont plus tendres que les roches dans lesquelles sont forés les puits géothermiques. Le diamètre du trou est également plus de deux fois supérieur à celui des puits de pétrole et de gaz, ce qui nécessite plus de tubage et de ciment lors de la construction. De plus, en raison de l'environnement hostile, les puits géothermiques nécessitent des alliages plus coûteux contenant des quantités importantes de chrome, de manganèse, de cobalt et de titane pour faire face aux températures élevées. Les installations commerciales se trouvent toutes sur des sites où un fluide existe pour transporter la chaleur vers la surface. Ces

sites sont très limités et se trouvent tous dans l'ouest des États-Unis. Ils sont également très difficiles à trouver, comme des aiguilles dans une botte de foin (Young 2019).

La géothermie fournit moins d'un demi pour cent de l'énergie électrique américaine.

Le NREL (2016) a récemment cherché à savoir si les 3,8 GWe actuels pouvaient être doublés pour atteindre 7,6 GWe d'ici 2020. Seuls 0,784 GWe étaient probables, 0,856 GWe supplémentaires étant possibles en cas de développement accéléré (ces projets prennent souvent 5 ans), et 1,722 GWe supplémentaires si des financements pouvaient être trouvés et des permis accordés. Le rapport conclut qu'il est peu probable que la capacité de production d'électricité géothermique puisse doubler d'ici à 2020.

Il n'y a pas assez de géothermie pour faire une entaille (Murphy 2012).

Abondant, puissant ou de niche ? Hmmm. C'est complexe. Sur le papier, nous venons de voir que la croûte terrestre contient de l'énergie thermique en abondance, avec un temps d'épuisement très long. Mais l'extraction nécessite un effort constant pour forer de nouveaux trous et partager la chaleur dérivée. Au niveau mondial, nous utilisons 12 TW d'énergie. La chaleur libérée par l'ensemble des terres est de 9 TW, mais il est impossible de l'utiliser en pratique. D'une part, l'efficacité avec laquelle nous pouvons produire de l'électricité réduit considérablement le plafond à l'échelle de 2 TW. D'autre part, pour chauffer une seule maison, il faudrait capter la chaleur d'une zone de 100 mètres de côté. Il est clair que l'énergie géothermique fonctionne bien dans certains endroits (points chauds géologiques). Mais elle est trop faible pour fournir une part significative de notre électricité, et l'utilisation thermique directe nécessite des volumes/zones souterrains substantiels pour atténuer l'épuisement. Tout cela s'ajoute à la nécessité de placer de nombreuses infrastructures de tubage à des kilomètres de profondeur dans la roche (est-ce que j'entends l'EROEI gémir ?). Et la géothermie ne vient certainement pas à la rescousse de la pénurie imminente de combustibles liquides.

La géothermie ne peut pas équilibrer l'éolien et le solaire pour maintenir le réseau en état de marche.

La géothermie ne peut pas non plus être augmentée ou réduite rapidement pour équilibrer les énergies éolienne et solaire intermittentes, variables et peu fiables, et le réseau doit être maintenu dans une fourchette très étroite pour éviter les pannes.

Les sites géothermiques peuvent entraîner la disparition d'espèces et endommager des sites sacrés pour les Amérindiens

Le crapaud de la vallée de Dixie, une espèce menacée, et un procès intenté par une tribu amérindienne voisine (la centrale détruirait des sources thermales sacrées) empêchent la construction d'une centrale géothermique dans le désert du Nevada. Le Center for Biological Diversity souligne que dans le Grand Bassin, les sources d'eau chaude et les sources d'eau thermale sont des oasis de biodiversité, fournissant de l'eau dans l'endroit le plus sec d'Amérique du Nord et un refuge thermique dans le désert le plus froid d'Amérique du Nord (Chung 2022).

La géothermie consomme des quantités massives d'eau et d'énergie

Les centrales géothermiques consomment beaucoup d'énergie pour maintenir l'eau suffisamment chaude afin d'éviter que les minéraux ne précipitent et n'obstruent les tuyaux et les échangeurs de chaleur. Certaines étaient mal gérées et se sont épuisées après avoir manqué d'eau. Les coûts de maintenance sont élevés en raison de la corrosion due aux gaz et aérosols corrosifs, etc.

« Comme pour les centrales à combustibles fossiles et l'énergie solaire concentrée, l'augmentation des températures de l'air et de l'eau peut réduire l'efficacité avec laquelle les installations géothermiques produisent de l'électricité, selon l'évaluation du DOE de 2013. Les centrales géothermiques peuvent également prélever et consommer des

quantités importantes d'eau, selon le DOE, ce qui les rend sensibles aux pénuries d'eau causées par des changements dans les précipitations ou le réchauffement des températures » (USGAO 2014).

94 % de toutes les ressources géothermiques connues aux États-Unis sont situées en Californie.

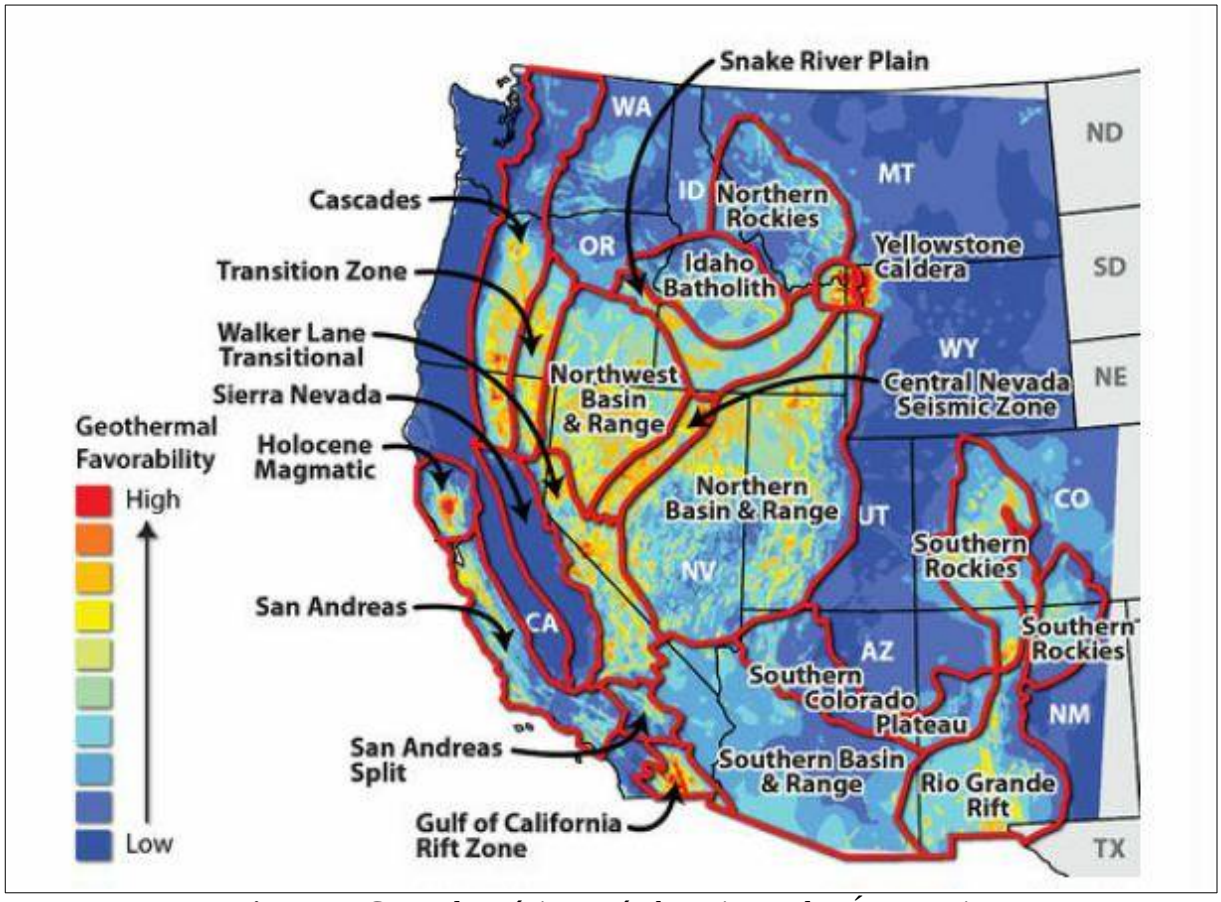


Figure 1. *Carte des régions géothermiques des États-Unis.*

Source : NREL 2016 : NREL 2016. Capacité totale estimée des projets géothermiques aux États-Unis (en mégawatts) par région géothermique (2012-2015). Cette figure met en évidence les régions dans lesquelles des proportions importantes de projets ont été interrompus ou reportés : Idaho Batholith (100%), Gulf of California Rift Zone (77%), Alaska (45%), Northwest Basin and Range (47%), the Walker-Lane Transition Zone (44%), and the Northern Basin and Range (36%).

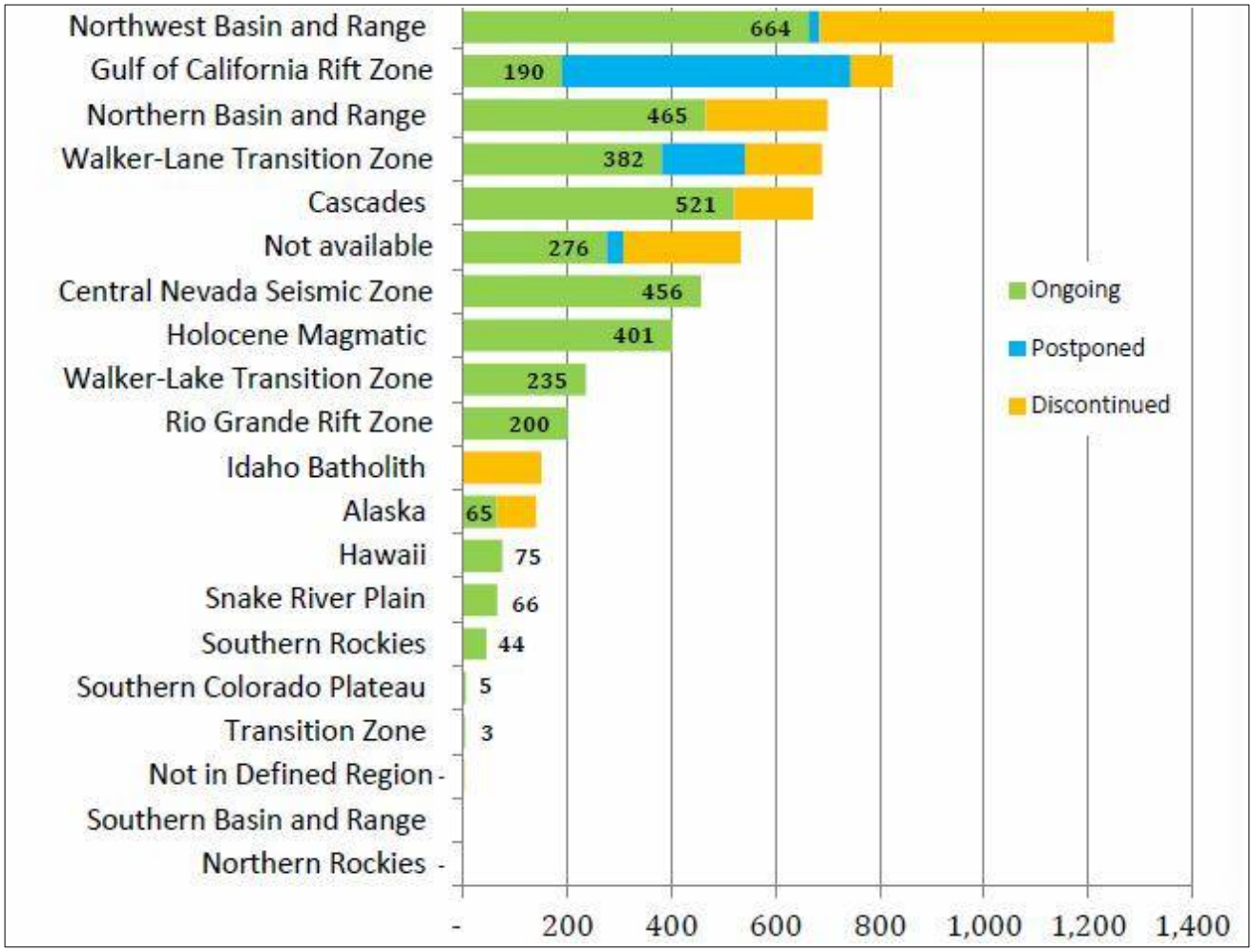


Figure 2. Source : NREL 2016 : NREL 2016. Capacité totale estimée des projets géothermiques aux États-Unis (en mégawatts) par région géothermique. Cette figure met en évidence les régions où une proportion importante de projets a été interrompue ou reportée : Idaho Batholith (100 %), Gulf of California Rift Zone (77 %), Alaska (45 %), Northwest Basin and Range (47 %), la zone de transition Walker-Lane (44 %), et Northern Basin and Range (36 %).

L'absence de lignes de transmission entrave de nombreux sites géothermiques

Seules quelques zones urbaines de Californie et d'autres États disposant de ressources géothermiques (volcans, sources chaudes et geysers) sont suffisamment proches pour pouvoir les exploiter. En effet, le coût de l'ajout de très longues lignes de transmission jusqu'à des geysers éloignés peut rendre une ressource géothermique trop onéreuse. Même les sites les plus proches des villes sont très coûteux à construire. En outre, à moins que la ressource géothermique ne soit très importante, une plus grande partie de l'énergie est perdue dans les lignes de transmission que dans les centrales électriques conventionnelles (CEC 2014 page 73).

Les marchés les plus importants et les plus potentiellement lucratifs sont généralement éloignés des meilleures zones de ressources géothermiques. De nouvelles lignes pourraient amener ces ressources sur le marché, mais l'économie de la construction de nouvelles lignes de transport est extrêmement problématique pour les petites centrales géothermiques. Une ligne longue distance dimensionnée pour une poignée de petits projets est coûteuse et perd beaucoup d'énergie en cours de route ; une ligne de grande capacité apporte une plus grande efficacité, mais seulement si la capacité qui y est connectée est suffisante pour maintenir le taux d'utilisation à un niveau élevé. Ces complications annulent l'avantage comparatif de la géothermie en ce qui concerne la fourniture d'énergie de base. Des milliards de dollars sont en jeu pour tout grand projet de transmission à longue distance, et sa réalisation peut

prendre sept ans ou plus. Ainsi, à moins que les centrales géothermiques n'aient déjà été construites, il est peu probable qu'une compagnie d'électricité construise les lignes vers des sites géothermiques éloignés, qui à leur tour ne peuvent pas les construire sans lignes de transmission (NREL 2012, Black 2010, BPA 2016, Driesen 2006, GEA 2007, Hurlbut 2010, MIT 2006, NAERC 2009, NREL 2010, Pletka 2009, RMOTC 2010, Senate hearing 2006, DOE 2010, WECC 2010, WGA 2009).

L'obtention du financement est difficile

L'environnement actuel pour le financement des projets d'énergie indépendants est difficile. Ces défis comprennent la faiblesse des bénéfices des entreprises, les changements d'orientation des entreprises et l'aversion accrue pour le risque. En conséquence, un certain nombre d'institutions financières qui étaient des souscripteurs principaux dans le passé se retirent du marché ou adoptent un profil plus bas dans le financement de projets.

Les prêteurs n'aiment pas les projets géothermiques parce que les coûts initiaux sont très élevés et qu'il faut plus de cinq ans pour que les bénéfices commencent à se faire sentir. La température et la perméabilité de la roche à trois kilomètres de profondeur ne sont pas prévisibles (Slav 2020). Les bailleurs de fonds préfèrent de loin prêter aux parcs éoliens et solaires, qui sont à la fois moins chers et rapidement opérationnels.

L'infrastructure de nouvelles routes, de nouvelles lignes de transmission, d'équipements de forage prend beaucoup de temps et d'argent.

Les projets de biomasse et de géothermie sont considérés comme plus risqués que les projets de gaz naturel, d'énergie solaire et d'énergie éolienne. Cela se traduit par un effet de levier plus faible, une tarification plus élevée et des DSCR plus élevés que pour les autres technologies de production. Le niveau de risque plus élevé des projets liés à la biomasse et à la géothermie est en partie imputable à la technologie et aux sources de combustible. Les centrales électriques à combustible solide nécessitent une infrastructure de projet plus importante que les autres types de combustibles. Les projets géothermiques ont des approvisionnements en vapeur intrinsèquement incertains, comme on l'a vu aux Geysers. Une partie du risque est également liée au nombre relativement faible de ces projets en cours de développement.

L'augmentation constante des redevances d'accès au réseau de transport que l'ISO de Californie prévoit de mettre en place au cours de la prochaine décennie représente un coût croissant et important pour les promoteurs de projets d'énergie renouvelable qui trouvent leurs meilleures ressources renouvelables dans des endroits éloignés de la demande.

Le développement de ces ressources peut être risqué, car elles ne fonctionnent pas toujours. En juin 1980, Southern California Edison (SCE) a commencé à exploiter une centrale électrique expérimentale de 10 MW dans le champ géothermique de Brawley, également situé dans le comté d'Imperial. Cependant, après quelques années d'exploitation, le développement de la centrale a été interrompu en raison de la corrosion, des incertitudes concernant les réservoirs et de la présence de saumures à forte salinité.

Les groupes géothermiques ont indiqué que la plupart des tentatives de développement des ressources géothermiques pour la production d'électricité sont infructueuses, que les coûts de développement des centrales géothermiques peuvent dépasser 100 millions de dollars et qu'il faut de 3 à 5 ans pour que les centrales commencent à produire et à vendre de l'électricité. Bien que certaines ressources géothermiques soient faciles à trouver parce qu'elles produisent des signes révélateurs tels que des sources chaudes, la plupart des ressources sont enfouies profondément dans la terre - à des profondeurs dépassant parfois 10 000 pieds - et leur découverte nécessite souvent une connaissance approfondie de la géologie de la région, des études géophysiques, des techniques de télédétection et au moins un puits d'essai. Les risques et les coûts initiaux élevés associés à l'exploration et au développement des ressources géothermiques limitent le financement. En outre, peu de prêteurs acceptent de financer un projet géothermique tant qu'un contrat d'achat de l'électricité prévue n'a pas été signé par

un service public ou un négociant en énergie. Les représentants de l'industrie géothermique décrivent le processus d'obtention d'un contrat de vente d'électricité comme étant compliqué et coûteux (Senate Hearing 2006).
La géothermie peut être saisonnière

Elle produit souvent moins d'électricité en été (NREL 2016).

Problèmes liés aux installations géothermiques

Les ressources géothermiques sont composées de deux éléments : l'hydrothermie (eau chauffée par la terre) qui existe jusqu'à une profondeur d'environ 3 km, et les systèmes géothermiques améliorés (EGS) associés à des roches chauffées à faible perméabilité ou à faible porosité à des profondeurs allant jusqu'à 10 km.

L'Académie nationale des sciences a conclu que les ressources hydrothermales sont trop faibles pour avoir un impact global majeur sur la production totale d'électricité aux États-Unis - au mieux 13 GW de capacité électrique dans les ressources identifiées (NAS 2009).

La plus grande installation géothermique au monde est celle de Geysers, dans le nord de la Californie, qui occupe 30 miles carrés. Les 15 centrales électriques ont une capacité de production nette totale d'environ 725 MW d'électricité, soit suffisamment pour alimenter 725 000 foyers (Heinberg).

- Les centrales géothermiques émettent souvent du sulfure d'hydrogène, du CO2 et des boues toxiques contenant de l'arsenic, du mercure, du soufre et des composés de silice.
- Des terrains supplémentaires peuvent être nécessaires pour éliminer les déchets et les sels excédentaires.
  les eaux souterraines et l'eau douce peuvent être un facteur limitant, car les systèmes hydrothermaux et les systèmes de roches sèches ont tous deux besoin d'eau
- Les coûts de maintenance sont élevés car la vapeur est corrosive et dépose des minéraux qui obstruent les tuyaux et détruisent les vannes.
- Lorsque l'on extrait de l'énergie d'à peu près n'importe quoi, elle diminue, et il en va de même pour l'énergie géothermique. Il faut donc sans cesse chercher de nouvelles perspectives. Par exemple, la zone des « Geysers » en Californie du Nord est passée de 2000 MWe à 850 MWe depuis qu'elle a été exploitée pour la première fois. J. Coleman. 15 avril 20001. Running out of steam : Geothermal field tapped out as alternative energy source. Associated Press.
- Nous avons besoin d'une percée dans les matériaux qui ne fondent pas pour forer assez profondément pour obtenir une énergie significative dans les zones non géothermiques.
- Vous pouvez perdre une quantité importante de vapeur parce que l'eau que vous versez dans le trou est si chaude qu'elle fracture les roches et s'échappe dans des fissures avant de pouvoir remonter par l'évent. Au fil du temps, on produit de moins en moins de vapeur pour la production d'électricité.
- Si l'on veut exploiter la chaleur sans activité géothermique, cela demande beaucoup d'énergie, car il faut forer beaucoup plus profondément (les sources géothermiques sont déjà proches de la surface), la roche sous-jacente doit être fracturée (ce qui est déjà le cas dans les régions géothermiques) pour libérer de la vapeur, et la fracturation et le maintien de la fracturation de la roche demandent beaucoup plus d'énergie en continu que le forage initial.
- Personne n'a encore trouvé comment exploiter économiquement les roches chaudes et sèches.
- Même si Geodynamics parvient à transformer ses expériences en une véritable centrale géothermique, cela sera dû en grande partie à l'emplacement : « C'est le meilleur endroit au monde, un monstre géologique », a déclaré Bertus de Graaf, directeur général de Geodynamics, à Reuters. « C'est vraiment un heureux hasard que les éléments - température, tectonique, roches isolantes - soient réunis ici.

Ce serait formidable si nous pouvions accéder à la chaleur à 3 ou 10 km sous la terre, mais de telles exploitations se refroidiraient tellement qu'elles devraient être fermées dans les 20 à 30 ans, et les puits de production devraient être forés à nouveau tous les 4 à 8 ans entre-temps. De toute façon, nous ne savons pas comment faire. Malgré les

forages pétroliers et gaziers, nous n'avons pas beaucoup d'expérience pour aller aussi profond et nous ne savons pas comment améliorer les performances de transfert de chaleur pour les fluides à basse température dans la production d'énergie. Un autre défi consiste à améliorer les techniques de stimulation des réservoirs afin d'obtenir une connectivité suffisante dans la roche fracturée. La France s'efforce d'y parvenir depuis plus de vingt ans, alors ne retenez pas votre souffle (NAS 2009).

Coûts de la technologie géothermique

Les technologies géothermiques restent viables en Californie, bien qu'elles soient soumises à un certain nombre de limitations qui sont susceptibles de réduire le nombre de sites développés en Californie.

Les coûts des ressources géothermiques sont en grande partie déterminés par les coûts très variables et importants du forage et du développement des puits. Ces coûts sont propres à chaque site et représentent un risque important pour le développeur. Alors qu'un puits réussi peut produire de l'électricité à faible coût, d'autres puits dans la même zone peuvent nécessiter un investissement beaucoup plus important en temps et en ressources avant de produire efficacement. Les coûts des nouvelles centrales géothermiques devraient augmenter légèrement au cours des prochaines années. Il est peu probable que les limitations en matière de localisation et de forage s'améliorent en Californie, alors qu'au niveau national, très peu de projets géothermiques sont en cours de développement.

Facteurs influençant le développement futur de la géothermie

L'abondance relative des ressources géothermiques en Californie par rapport au reste des États-Unis ne signifie pas que la production d'énergie géothermique serait viable ou rentable partout dans l'État. Les développeurs doivent prendre en compte de multiples facteurs de coût et de viabilité lorsqu'ils décident de l'emplacement de nouvelles centrales géothermiques. À leur tour, ces considérations déterminent les estimations des coûts futurs des nouvelles centrales géothermiques en Californie. Si tout se passe bien, des douzaines d'entités doivent délivrer des permis, un processus long et complexe qui peut prendre plusieurs années. Les éléments à prendre en compte pour le développement de centrales géothermiques dans des ressources à dominante liquide sont les suivants (Kagel, 2006) :

- Coûts d'exploration - L'exploration et la cartographie des ressources géothermiques potentielles est une activité essentielle et parfois coûteuse. Elles permettent de définir les caractéristiques de la ressource géothermique.
- Coûts de confirmation - Il s'agit des coûts associés à la confirmation du potentiel énergétique d'une ressource en forant des puits de production et en testant leur débit jusqu'à ce qu'environ 25 % de la capacité de la ressource nécessaire au projet soit confirmée.
- Coûts de développement du site : ils couvrent toutes les activités restantes nécessaires à la mise en service d'une centrale électrique : Forage - Le taux de réussite du forage de puits de production pendant le développement du site est en moyenne de 70 à 80 % (Entingh et al 2012). La taille du puits et la profondeur du réservoir géothermique sont les facteurs les plus importants pour déterminer le coût du forage.
- Location et autorisation du projet - Comme tous les projets énergétiques, les centrales géothermiques doivent se conformer à une série d'exigences légales liées aux préoccupations environnementales et aux critères de construction. Des impacts tels que l'affaissement du sol et la libération de gaz à effet de serre dans le sous-sol peuvent arrêter un projet dans son élan.
- Réseau de canalisations - Le réseau de canalisations est nécessaire pour relier la centrale électrique aux puits de production et d'injection. Les puits de production amènent le fluide géothermique (ou saumure) à la surface pour qu'il soit utilisé pour la production d'électricité, tandis que les puits d'injection renvoient le fluide utilisé dans le système géothermique pour qu'il soit à nouveau utilisé.
- Conception et construction d'une centrale électrique - Lors de la conception d'une centrale électrique, les développeurs doivent trouver un équilibre entre la taille et la technologie des matériaux de la centrale, d'une part, et l'efficacité et la rentabilité, d'autre part. La conception et la construction de la centrale

dépendent du type de centrale (binaire ou flash) ainsi que du type de cycle de refroidissement utilisé (refroidissement par l'eau ou par l'air).

- Transport - Comprend les coûts de construction de nouvelles lignes, d'amélioration des lignes existantes ou de nouveaux transformateurs et sous-stations.

Un autre facteur important contribuant aux coûts globaux est constitué par les coûts d'exploitation et de maintenance, qui comprennent tous les coûts encourus pendant la phase d'exploitation de la centrale électrique (Hance 2005). Les coûts d'exploitation comprennent la main-d'œuvre, les dépenses pour les biens consommables, les taxes, les redevances et d'autres frais divers.

Les coûts de maintenance consistent à maintenir les équipements en bon état de fonctionnement. En outre, la maintenance du champ de vapeur, y compris l'entretien des puits de production et d'injection (pipelines, routes, etc.) et le forage de puits d'appoint, entraîne des dépenses considérables.

Les facteurs de développement ne sont pas constants pour chaque site géothermique. Chacun de ces facteurs peut varier de manière significative en fonction des caractéristiques spécifiques du site.

Le forage d'appoint vise à compenser la baisse de productivité naturelle des puits de démarrage du projet par le forage de puits de production supplémentaires. Les coûts d'entraînement des centrales géothermiques (qui ne sont pas mentionnés directement ci-dessus car ils sont très spécifiques au projet) sont les retards du projet, la température de la ressource et la taille de la centrale.

La température de la ressource est un paramètre essentiel qui influence le coût de l'équipement de la centrale. Chaque centrale est conçue pour optimiser l'utilisation de la chaleur fournie par le fluide géothermique. La taille, et donc le coût, des différents composants (par exemple, les échangeurs de chaleur) est déterminée par la température de la ressource. Plus la température de la ressource augmente, plus l'efficacité du système électrique augmente, et plus le coût spécifique de l'équipement diminue, puisqu'une plus grande quantité d'énergie est produite avec un équipement similaire. Étant donné que les systèmes binaires utilisent des températures de fonctionnement de la ressource plus basses que les systèmes à vapeur instantanée, on peut s'attendre à ce que les coûts des systèmes binaires soient plus élevés. La figure 33 fournit des estimations de l'écart de coût dû à la température de la ressource. Comme le montre la figure, les coûts des systèmes binaires varient de 2 000 $/kWh à un peu plus de 4 000 $/kWh, tandis que ceux des systèmes à vapeur instantanée varient de 1 000 $/kWh à un peu plus de 3 000 $/kWh (Hance, 2005).

Considérations relatives au développement technologique

En plus des facteurs de coût énumérés dans la section précédente du rapport concernant les centrales géothermiques binaires, pour certaines centrales de flash, un fluide géothermique corrosif peut nécessiter l'utilisation de tuyaux et de ciment résistifs. L'ajout d'un revêtement en titane pour protéger le tubage peut augmenter considérablement le coût du puits. Ce type d'exigence est rare aux États-Unis et n'existe que dans la région de Salton Sea, dans le sud de la Californie (Hance, 2005).
Qu'en est-il de l'utilisation des puits de pétrole abandonnés pour produire de l'énergie thermique ?

Dans la pratique, ce n'est pas si simple. Tout d'abord, les débits de ces puits sont beaucoup plus faibles que ceux des puits géothermiques nouvellement forés. Deuxièmement, il y a la question de la chaleur : la plupart des puits de pétrole ne sont tout simplement pas assez chauds pour avoir un sens économique si l'on parle de production d'électricité. Troisièmement, il est peu probable qu'ils durent longtemps, même pas 20 à 40 ans, car la plupart des puits existants souffrent de problèmes d'intégrité. Plutôt que de produire de l'électricité, ces puits de pétrole pourraient être utilisés pour produire de la chaleur, mais cela nécessite un rafraîchissement constant avec de l'eau, et il faut beaucoup de temps pour que l'eau se réchauffe suffisamment, ce qui n'est pas une option viable. De plus, l'injection d'eau et la construction d'équipements de transfert de chaleur sont coûteuses. La plupart des anciens puits sont éloignés des villes, et il serait donc coûteux de pomper de l'eau depuis le sous-sol pour l'acheminer dans

une canalisation avec de l'eau chaude afin de chauffer les habitations. Le remplissage d'anciennes mines de charbon avec de l'eau pour les chauffer ou produire de l'électricité se heurte aux mêmes problèmes (Slav 2021).
De nombreuses ressources géothermiques sont suffisamment chaudes

Seules les ressources géothermiques les plus chaudes, généralement supérieures à 200 degrés Fahrenheit, sont adaptées à la production d'électricité (Senate Hearing 2006).
La géothermie améliorée a un long chemin à parcourir (Selvans 2013, Trainer 2012, Ziagos 2013, DOE 2008).

Il est clair que si nous pouvions forer la terre n'importe où et y verser de l'eau pour alimenter des turbines à vapeur, une énorme quantité d'énergie pourrait être générée. C'est ce que l'on entend par systèmes géothermiques « améliorés » (EGS).

Le processus de forage pour y parvenir est très similaire à la fracturation, mais des techniques beaucoup plus avancées doivent être développées pour les systèmes géothermiques améliorés. Plus le trépan est profond, plus il est coûteux et plus il risque d'être détruit par des températures élevées ou d'être usé.

Des tentatives de forage à 2 km de profondeur ou plus sont en cours depuis le début des années 1970. Mais les mêmes problèmes qui se posaient à l'époque se posent encore aujourd'hui :

- Des pertes d'eau considérables (70 à 90 % de l'eau disparaît).
- Problèmes de perméabilité. Des minéraux tels que la silice et le lithium précipitent dans les canaux d'écoulement, réduisant ainsi la perméabilité des fractures. L'élimination des minéraux est un processus long et coûteux qui limite l'utilité de la récupération géothermique assistée.
- Court-circuit entre les puits d'injection et de production
  défaillances mécaniques,
  une connectivité insuffisante entre les puits pour répondre aux exigences économiques de productivité du réservoir pendant toute sa durée de vie, etc.
- Certains des rares projets de démonstration sont « trichés » en ce sens qu'ils se situent à la périphérie des systèmes hydrothermaux existants.
- Les « enseignements tirés » peuvent ne pas s'appliquer aux nouveaux puits, car la géologie de chaque région est unique.
- La plupart des zones envisagées sont des lignes de faille entre le bassin et la chaîne de montagnes, où il y a très peu d'eau à déverser dans les trous de forage.
- Dans la plupart des régions du pays, les profondeurs de forage, les types de roches à traverser ou l'absence d'énormes quantités d'eau à déverser dans le trou peuvent exclure de nombreuses zones.
- Absence de modèles permettant d'améliorer les techniques de forage en simulant le mouvement des fluides à travers les roches dans des conditions critiques et supercritiques
- Les riverains s'opposent à ces tentatives en s'inquiétant notamment des tremblements de terre et des produits chimiques injectés.

La profondeur à laquelle il faut forer est telle qu'il est probable que cette technologie sera toujours trop coûteuse et qu'elle utilisera plus d'énergie pour forer qu'elle n'en obtiendra. L'EROI des centrales géothermiques est difficile à estimer puisqu'il n'existe pas d'installations commerciales, et on ne sait donc pas à quel point une centrale géothermique imaginaire sera (in)productive. Il dépend d'une profondeur de réservoir inconnue, d'une température inconnue, d'un taux de déclin de la température inconnu, d'une quantité d'énergie inconnue pour corriger les problèmes d'imperméabilité, d'une quantité d'énergie inconnue pour déplacer l'eau de la source abondante la plus proche pour la déverser dans les entrailles de la terre, et ainsi de suite.

▲RETOUR▲

Énergies, Économie, Pétrole et Peak Oil: Revue Mondiale Février 2025

Laurent Horvath 1 mars 2025

Le 1er de chaque mois, retrouvez un tour du monde des Energies.
A l'agenda:
- USA: Crash dans le bureau ovale entre Trump, Vance et Zelensky
- Europe : Face aux facéties et aux taxes douanières américaines et l'Ukraine
- Norvège : La compagnie pétrolière renonce en partie aux renouvelables
- Chine: Une nouvelle manière de faire de l'acier avec moins de charbon
- Chili : Gros blackout électrique dans tout le pays
- Japon : Le pays met ses réserves de riz sur le marché
- Arabie Saoudite : MbS pourrait accueillir Trump et Poutine sur l'Ukraine
- Venezuela : Chevron a été mis dehors par Donald en personne.

Le mois de février ne compte que 28 jours et c'est une chance. Avec le bronx actuel dans ce monde, les mois de 31 jours vont être très très longs. Durant l'écriture de cette revue, Trump et DJ Vance ont réussi à dépasser tous les scénarios les plus fous de Netflix en envoyant balader Zelensky devant le monde entier à la Maison Blanche.

Alors que l'on croyait être gouverné par des fous, la réalité dépasse la fiction ! On ne va passer toute la revue sur ce retournement de situation car le monde continue de tourner bien que la terre soit plate !

Asseyez-vous dans votre fauteuil, car ça va démarrer. Juste le temps de vous dire que le pétrole ne sait plus ce qu'il faut faire. On verra également la tête des marchés boursiers lundi matin. Bref, est-ce que l'économie va se casser la figure ou exploser se questionne le pétrole ? A Londres, le baril de Brent recule à $73.18 ($76.87 fin janvier) et à New York, le WTI, il se réfugie sous les $70 à $69.78 ($72.88 fin janvier).

Un grand Merci à Pascale pour la relecture car avec le chamboulement de la nuit dernière (je ne parle pas du départ de Cyril Hanouna sur M6, mais de Trump-Vance)... regarder les infos et changer la revue en même temps, il faut plus que 10 doigts et 2 yeux.

La vidéo du mois

Clash en direct avec Trump et l'autre génie de DC Vance face à Zelensky.
Incroyable séquence qui va entrer dans l'histoire,
Trump pense que cela fera de la "bonne télé."

Gaz-Méthane

Les prix du gaz sont au plus haut depuis 2 ans à €55 MW. Les réserves européennes sont relativement basses à 47% et les taxes de Trump inquiètent. Le gazoduc qui traverse l'Ukraine a été fermé par Kiev pour faciliter les choses, sinon ce serait trop facile. Des négociations sont déjà en cours pour augmenter les livraisons de méthane russe pour l'Europe après le cessez le feu en Ukraine. Dès qu'il y a de l'argent à se faire, la main invisible du business n'est pas loin.

La demande mondiale de gaz méthane liquéfié devrait augmenter de 60% d'ici 2040 "en raison de l'accélération de la croissance économique en Asie et de la course à la décarbonation de l'industrie," selon Shell.

Shell, comme BP, tournent le dos aux énergies renouvelables pour revenir dans le monde fabuleux des hydrocarbures. Les deux amis ont tout intérêt à faire de grandes annonces dès fois qu'un investisseur potentiel hésite à investir dans une major pétrolière. S'il est vrai que le gaz-méthane génère moins de CO2 que le charbon, les émissions de méthane dans le merveilleux "gaz naturel" sont 80 fois plus nocives pour le climat que le CO2.

Climat

Alors que El Nino (courant chaud) a été remplacé par La Nina (courant froid), le mois de janvier 2025 a battu les records de chaleur à +1,75 degrés avec une température de l'air moyenne de la planète à 13,23 degrés Celsius selon Copernicus. A n'y rien comprendre ! Là, les deux premiers mots qui viennent à l'esprit sont : orchestre et Titanic.

Encore plus fort. Trump a viré 800 employés de la **National Oceanic and Atmospheric Administration** qui traquent les **ouragans et cyclones** et prédisent leurs cheminements quand ils arrivent sur le sol américain avec la mission de protéger des vies et les infrastructures. On verra dès le mois d'août, le résultat de ces licenciements.

Graphique : Financial Times. Source ERA%

Uranium

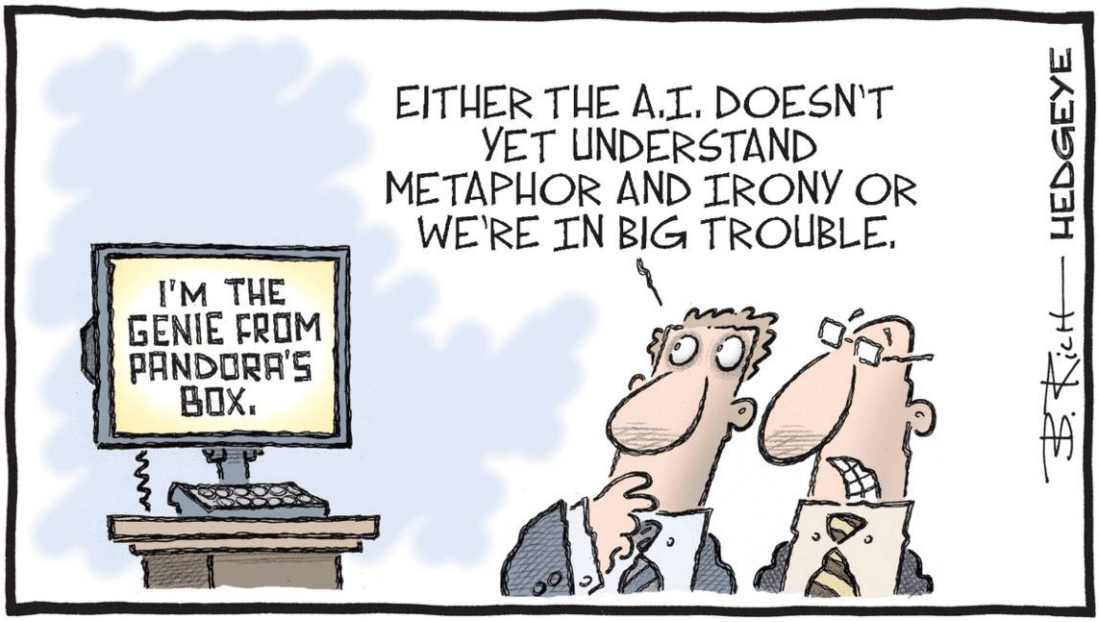
Le Kazakhstan, 40% de parts de marché, augmente ses livraisons d'uranium à la Chine et à la Russie alors que les Européens et Américains se retrouvent fort dépourvus. A plus de 30% il y a 5 ans, ils n'ont accès qu'à 23% d'uranium. De plus, les mines du Kazakhstan ont atteint leur pic. Les Chinois et Russes ont assuré leurs arrières avec des contrats à long terme.

Kazatomprom, la plus grande société d'extraction d'uranium au monde, et le groupe Axpo basé en Suisse ont annoncé avoir signé le "tout premier contrat de fourniture de concentré d'uranium naturel kazakh pour les besoins énergétiques des centrales nucléaires suisses de Beznau et de Leibstadt." Axpo a eu de la chance de trouver de l'uranium pour ses centrales alors que leur contrat de livraison du précieux carburant arrivait à terme en 2026.

Armement

Les investissements dans l'intelligence artificielle se font dépasser par le militaire. Les discussions menées à travers la planète pour essayer de ramener la paix en Ukraine déclenchent la plus grosse vague de dépenses en matériel militaire depuis des décennies.

Thales a pris 7.83%, Dassault +6.49%, Rheinmetall +14%, Renk Group en hausse de 18%, Saab +16%, BAE Systems +9%. Depuis 5 ans, les investissements militaires ne font qu'augmenter. Ca va faire plaisir la Banque Nationale Suisse et les fonds comme BlackRock qui adorent se faire de l'argent avec un business aussi éthique que la mort.



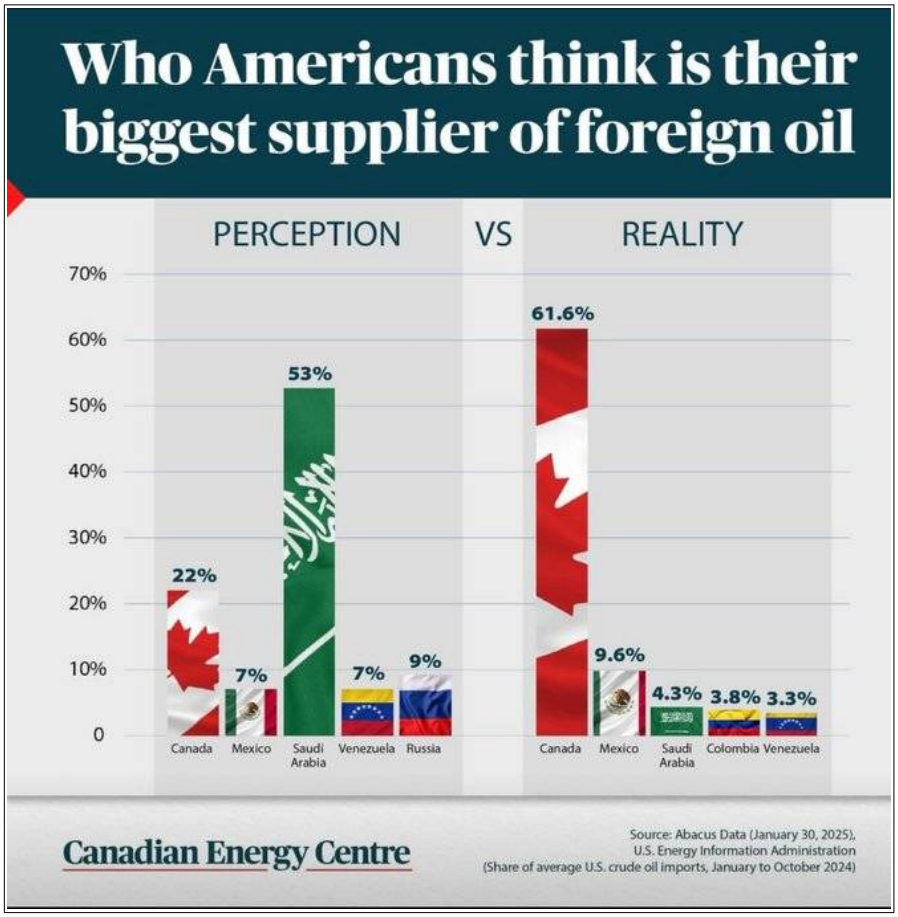
Intelligence

La France a organisé un raout pour dire que l'Europe existe dans le monde de l'intelligence artificielle. Comme l'IA est surtout utile pour l'armée, la stratégie militaire européenne pourra financer son développement.

DeepSeek, l'AI Chinoise a été adoptée par une multitude d'entreprises, dont les fabricants automobiles chinois.

JD Vance, vice-président du centre du monde, a déclaré "Dans le monde l'intelligence artificielle, nous devons faire très attention à ne pas s'allier à un régime autoritaire car cela reviendrait à enchaîner nos nations à des fous qui cherchent à infiltrer, s'installer et s'emparer de nos infrastructures d'informations". Vous notez que cette mise en garde n'est pas claire. Fait-il référence à la Chine ou à l'équipe de Musk ?

Ce que pensent les Américains vs la réalité
D'où importent-ils leur pétrole ?



Le Canada est le plus grand partenaire pétrolier des USA avec 60%
Coller une taxe de 10% là-dessus, ça ira certainement encore mieux.

Dans le hit-parade du mois

Ukraine

Tout ce qui a été dit sur la guerre en Ukraine durant ce mois a été effacé en dix minutes lors de la rencontre entre Zelensky, Trump et le cinglé de vice-président JD Vance. Devant les caméras, un spectacle qui restera dans l'histoire et qui souligne le chaos dans lequel se trouvent les USA et les pays occidentaux.

La réunion a tourné court et Trump a envoyé le message sur Truth : "Le président Zelensky n'est pas prêt pour la paix si l'Amérique est impliquée, parce qu'il pense que notre implication lui donne un grand avantage dans les négociations. Il a manqué de respect aux États-Unis d'Amérique dans leur cher bureau ovale. Il pourra revenir quand il sera prêt pour la paix."

La dispute s'est envenimé alors qu'on devait finaliser une signature d'accord sur les terres rares, le lithium et les minerais importants. Zelenskyy espérait obtenir le soutient des USA face à la Russie. En réalité, l'accord était un hold-up des USA sur les matières premières de l'Ukraine. On notera que cette semaine, le président Macron avait également demandé d'avoir accès aux terres rares en échange d'une aide militaire française. Au final, l'accord n'a pas été signé.

Est-ce que l'équipe de Trump cherche à se séparer de Zelensky et trouver un nouvel interlocuteur ? L'histoire le dira.

Du côté de l'Europe, un diplomate a résumé la scène avec un "nous sommes livrés à nous-mêmes" et a décrit l'administration Trump comme "déséquilibrée". Nous devons enfin nous réveiller et nous rendre compte que nous en sommes là."

Ce fut un spectacle à couper le souffle, retransmis au monde entier depuis le bureau ovale, comme nous n'en avons jamais vu. Les partisans de l'Ukraine doivent en être horrifiés. On peut facilement imaginer Vladimir Poutine observant la scène au Kremlin avec une coupe de Champagne.

A l'écriture de cette revue, quelques heures avant minuit, aucun doute que du côté des présidents européens les téléphones crépitent de manière discontinue afin de s'adapter face à ce rebondissement inattendu. Il faut espérer qu'ils ont des forfaits qui comprennent le roaming, sinon cela risque de coûter un bras.

En tout cas, ce n'est qu'une étape dans ces négociations qui seront encore longues.

Zelensky est parti immédiatement de la Maison Blanche et a publié ce message sur Twitter.

Russie

Suite au spectacle télévisé de la Maison Blanche, la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova a dit "la façon dont Donald Trump et Vance se sont contenus et n'ont pas giflé cette ordure relève du miracle de retenue." On appréciera le langage délicat et posé de la dame.

Les négociations de paix du côté de l'Arabie Saoudite avaient débuté entre Marco Rubio qui croit aux extra-terrestres et Lavrov qui croit en Poutine. Aucun doute, il y a de l'espoir de voir une issue positive dans ces négociations. Plus on y regarde de près, plus on comprend l'intérêt américain pour les ressources énergétiques de la Russie. Lire **Avec l'Ukraine, Trump rebrasse les cartes de l'énergie mondiale.**

Il faudra observer comment l'Europe va se positionner après la passe d'armes au bureau ovale.

Zelensky voulait laisser dans les mains de Trump une partie des terres rares, des minerais et d'hydrocarbures. Stratégiquement, c'était bien joué car cela aurait forcé les Etats-Unis a défendre leurs butins de guerre face à la Russie. Actuellement le 20% de ces ressources, dont du charbon, sont sous le contrôle russe dans le Dombas.

Retournons dans les nouvelles normales. Durant ce mois, la Russie a capturé la ville charbonnière de Toretsk dans la région de Donetsk.

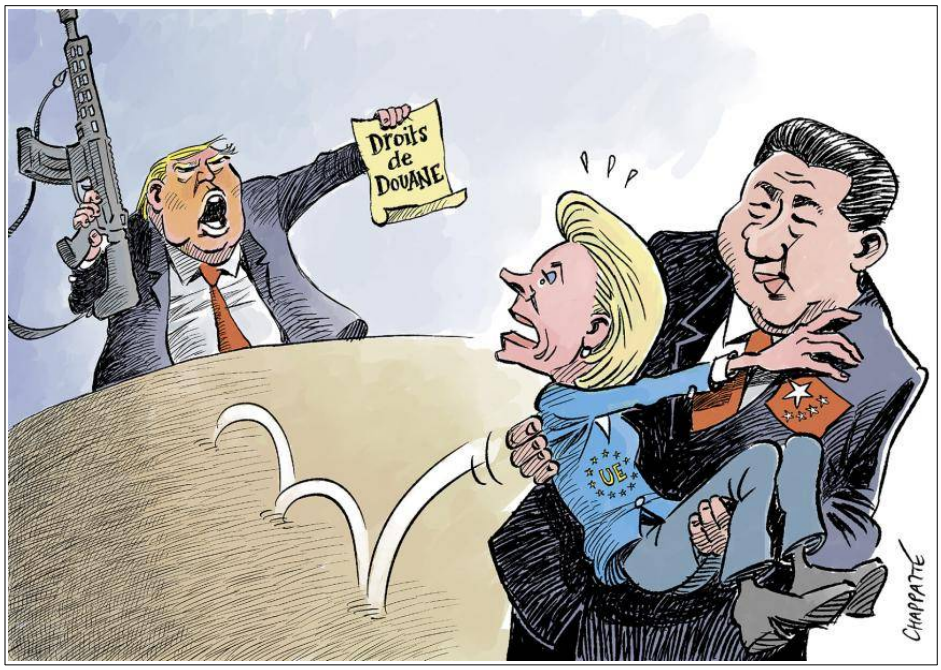
Les importations de pétrole brut russe vers l'Europe sont passées d'environ 4,7 millions de b/j en 2021 à moins de 2 millions aujourd'hui.

Trump drague Poutine afin de divertir une partie des minerais et énergies qui sont actuellement expédiées en Chine. Ca sent tellement fort, que Xi Jinping a téléphoné à Vladimir pour souligner les liens très fort entre Moscou et Pékin "des liens qui ne peuvent pas être remplacés". Xi a également du regarder la rencontre entre Zelensky et Trump et se dire qu'il va falloir être convainquant avec Poutine pour avoir accès au grenier énergétique russe.

Comme le téléphone a été rendu public, ça sent le marquage de territoire. Du coup, Vladimir se retrouve en meilleure position pour négocier les exportations à des prix (très bas) en direction de la Chine.

Alors que les USA, l'Inde et la Chine se battent pour avoir une part des hydrocarbures et minerais russes, l'Europe vient d'annoncer un embargo supplémentaire pour se bloquer l'accès aux énergies russes. Il y a des décisions qui s'expliquent et d'autres pas.

Un bateau cargo chinois s'est échoué dans la région de Sakhaline. Dans son ventre 700 tonnes de mazout et 1000 tonnes de charbon.



Les Amériques

Le centre du monde

On passe sur l'épisode Ukraine déjà abordé.

Trump a aboli une loi anti-corruption qui empêchait les entreprises américaines de corrompre des représentants de gouvernements étrangers pour gagner des marchés. Cela tombe assez bien car le pétrole, le gaz et le nucléaire carburent à la corruption.

Après l'acier, les USA vont introduire une taxe de 25% sur les automobiles européennes ainsi que les produits industriels. Selon Donald, l'Europe a été créé pour nuire aux USA.
Dès le début mars, les taxes douanières de 25% vont s'appliquer pour le Canada et le Mexique.

Joe Biden avait créé un fonds afin d'aspirer aux USA les compagnies européennes dans le domaine des cleantech. La Maison Blanche vient de supprimer ce fonds. Total a mis sur pause un projet éolien offshore et Engie annonce que les investissements pourraient être réalisés en hors des USA.

Via un ordre exécutif, Trump a arrêté la réalisation d'une ferme d'éoliennes dans le New Jersey (New York).

Un petit livre de 20 pages fait un tabac aux USA: **Simple Sabotage Field Manua,** histoire de bloquer Elon Musk et Trump dans leurs tentatives de détruire les institutions.

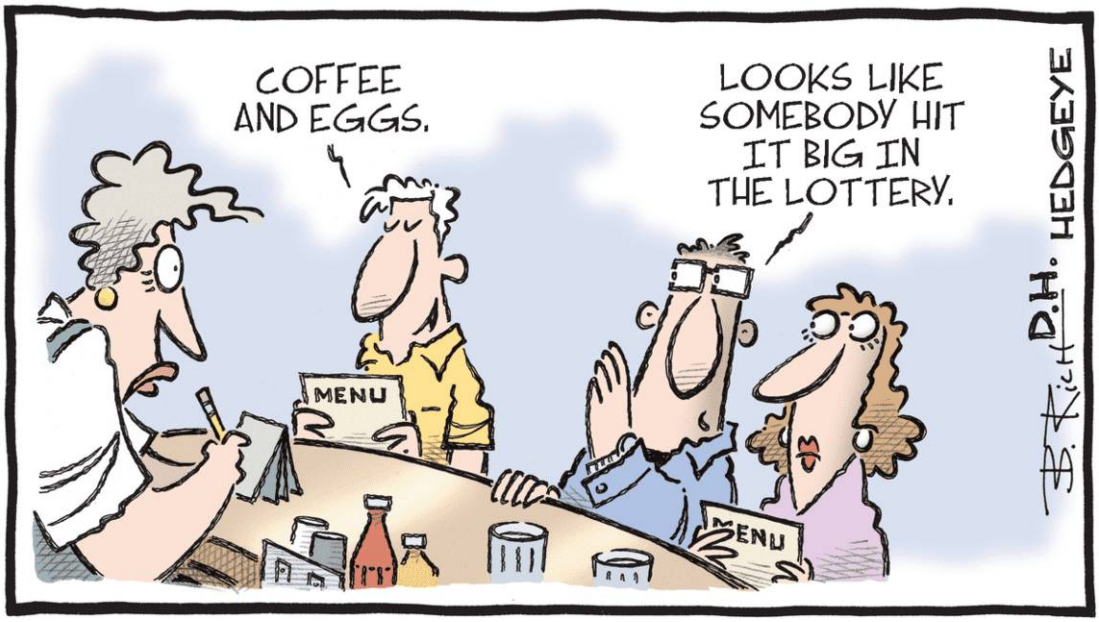
Du côté de Musk et du Doge on continue de s'attaquer aux institutions. Musk a viré la moitié du staff qui s'occupait de la surveillance et de la sécurité des véhicules autonomes. Ca n'a sûrement rien de personnel et aucun conflit

d'intérêt avec ses Tesla. On devrait pouvoir compter les morts sur les routes grâce au pilote automatique dans les mois qui viennent.

D'ici à ce que les surveillants des nouvelles mini centrales nucléaires se fassent virer afin de livrer une électricité bon marché à Facebook, X, Amazon ou Microsoft, nous ne sommes qu'à une explosion près. Comme l'impression que quelque chose va partir en vrille.

On continue avec Elon Musk. En Europe, les ventes de voitures Tesla ont été divisées par 2 depuis le début de l'année.

160 millions de poules ont été tuées à cause de la grippe aviaire H5N1. Le prix des œufs a pratiquement doublé à $5 pour 12 œufs contre $2 en août 2023. Cela devient une histoire d'état.



Chili

Un blackout électrique de presque 1 journée a touché tout le pays et 20 millions de personnes. Le gouvernement avait décrété l’état d’urgence et instauré un couvre-feu dans une grande partie du pays, notamment dans la capitale Santiago. Une panne technique et pas un sabotage.

Colombie

Le président colombien Gustavo Pedro a ordonné à la compagnie pétrolière nationale de vendre ses opérations aux majors pétrolières américaines. Il suggère que l'argent récolté servira à des projets d'énergies propres. L'histoire ne dit pas s'il a changé d'avis depuis qu'il a vu le traitement réservé à Zelensky et ses terres rares.

Venezuela

Trump a suspendu la concession du pétrolier américain Chevron pour l'extraction de pétrole au Venezuela. La perte d'accès aux diluants de Chevron pour le pétrole bitumineux vénézuélien pourrait poser problème au pays de Nicolas Maduro.

Les extractions atteignaient 900'000 b/j et pourraient être divisées par 2. Le pétrole lourd du Venezuela convient parfaitement bien aux raffineries américaines et Chevron comptait sur ce pétrole pour renflouer ses caisses.

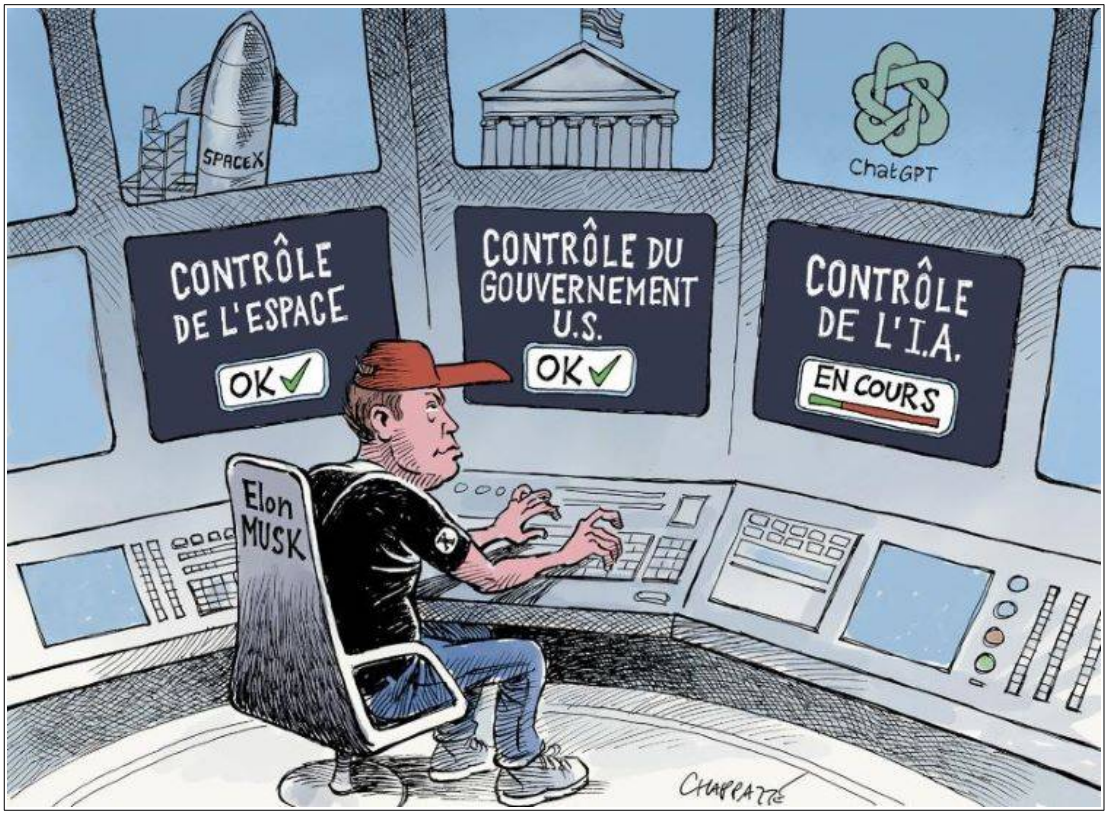
Plus de 7 millions de vénézuéliens ont quitté le pays.

Washington a confisqué un jet privé Dassault Falcon de l'entreprise pétrolière PdVSA du Venezuela. Le jet se trouvait dans la République dominicaine, qui n'est pas encore une propriété des Etats-Unis. En septembre 2024, un autre jet du président Maduro avait été saisi par les Américains. Je pose ça là à vous de voir ce que vous voulez en faire.

Argentine

Grand supporter de Trump, le président Milei a sabré dans les emplois publics et attaqué les institutions. Pour l'instant, l'économie va mieux avec une inflation qui diminue. Cependant, la pauvreté a fait un bond dans le pays. La suite de l'histoire sera intéressante à voir car les USA reproduisent ce même scénario.

Pour faire comme Trump, Milei, le Président Argentin, est dans la tourmente pour avoir soutenu un "meme coin" le Libra une sorte de Bitcoin. Il a soutenu ce truc en demandant aux gens de l'acheter. Certains se sont précipités et les petits malins ont tout revendu au sommet et la boîte a fermé comme un avion qui s'écrase.



Europe

Gros défis de Bruxelles face aux taxes douanières de Trump ainsi que l'évolution de la guerre en Ukraine. Une rencontre est prévue le 2 mars à Londres. Les lignes devraient bouger, ou pas.

Bruxelles impose un 16ème train de sanctions contre la Russie notamment augmente de 73 le nombre de tankers pétroliers visés, qui passe à 153 au total. Bruxelles étend les sanctions à d'autres secteurs d'exportation à fort volume et à forte rentabilité pour la Russie, notamment l'aluminium, le chrome et les produits chimiques de grande valeur.

Le chômage dans la zone euro en très légère hausse à 6,3%, +.01 en décembre par rapport à novembre. L'inflation est à 2,5% sur les 12 derniers mois.

Norvège

En 2018, l'entreprise pétrolière nationale Statoil s'était renommée Equinor pour refléter son virage dans les énergies propres. Et bien, virage à droite, l'entreprise va diminuer ses investissements dans les énergies propres et revenir à plein gaz dans le pétrole et le méthane. Elle veut extraire 2,2 millions b/j d'ici à 2030 +10% par rapport à 2025.

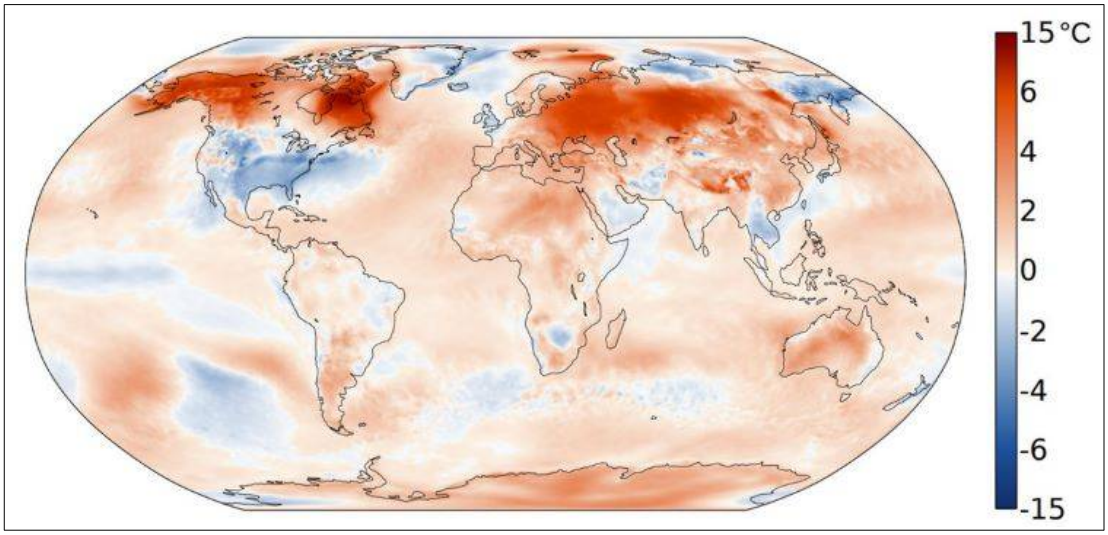
Les investissements dans les énergies propres vont diminuer de $5 milliards entre 2025-2027 soit le 50% du budget initial. Le big boss Anders Opedal veut "créer de la valeur pour les actionnaires pour les décennies à venir." Décennies, certainement pas, mais pour les années à venir, c'est fort possible.

Les ventes de voitures électriques en ce début d'année atteint les 95% de part de marché.

Angleterre

BP abandonne son engagement de réduire ses extractions de pétrole et de gaz, son directeur Murray Auchincloss luttant pour la survie du groupe. Le bénéfice de BP a reculé de 97% en 2024. 4'700 emplois seront supprimés.

Donald Trump ne va pas renvoyer Harry des USA pour faute dans son visa. "Je ne veux pas faire ça. Je vais le laisser tranquille. Il a assez de problèmes avec sa femme. Elle est terrible". Il sait de quoi il parle, le Donald a le même modèle à la maison.



Températures du mois de janvier 2025

Allemagne

Olaf Scholz a été remplacé par Friedrich Merz lors des élections. Ce dernier devra composer avec le parti de Scholz pour avoir la majorité.

Berlin a perdu 250'000 emplois dans l'industrie depuis le Covid mais surtout depuis la guerre en Ukraine. En 2023, 11'000 emplois avaient été perdus dans le secteur de l'automobile et la concurrence chinoise. Le syndicat Gesamtmetall pense que 300'000 emplois seront à nouveau perdus dans le secteur industriel dans les 5 prochaines années.

Un peu plus de 800'000 personnes travaillent dans le secteur de l'automobile en Allemagne. L'automobile est l'un des secteurs qui sera le plus impacté par les droits de douane de 25% imposés par Trump sur les voitures allemandes exportées aux USA.

Dans le pays, les nouvelles créations d'emplois se situent dans les secteurs de la santé, le public, la construction et les télécommunications.

Les ventes de Porsche en Chine a chuté de 28% l'année dernière et l'entreprise va licencier 1'900 employés d'ici à 2029 dans deux usines à Stuttgart, soit le 15% du personnel.

Tesla a racheté le spécialiste allemand Manz en faillite. Manz est actif dans les batteries et l'électronique embarquée.

France

Dans le monde merveilleux de l'électricité française, les compteurs d'électricité Linky peuvent être facilement truqués. Avec un simple fil de cuivre, il est possible de faire diminuer la facture de 90% en ne comptabilisant pas le courant. La fraude est tellement grande qu'elle impacte 100'000 compteurs et 2 térawattheure. Pour celui qui se fait attraper, l'amende peut grimper jusqu'à €45'000.

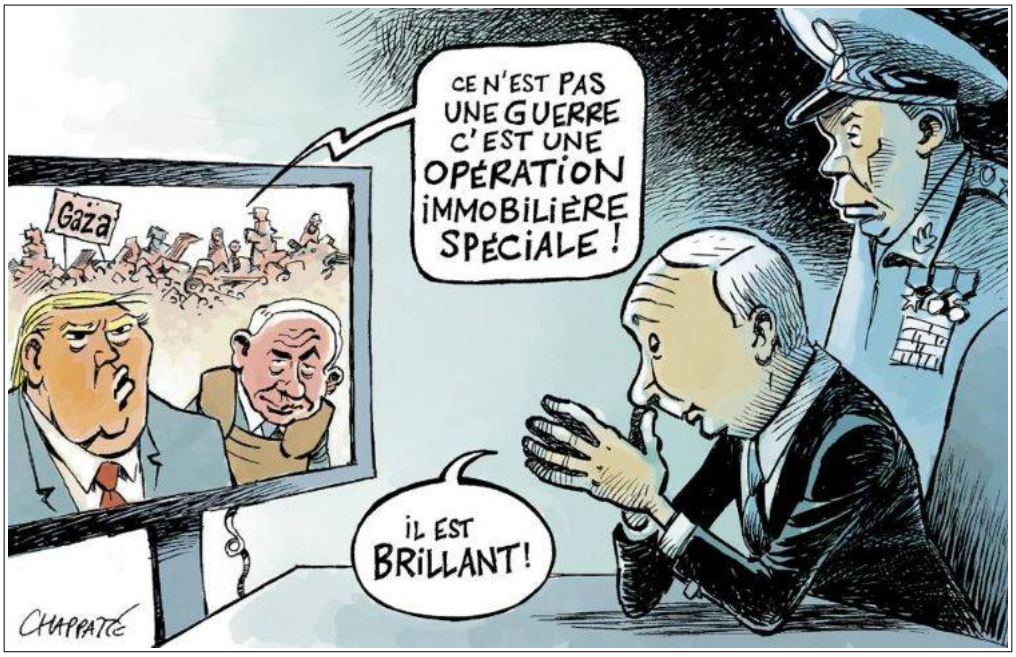
Le bénéfice annuel 2024 de TotalEnergies est de $15,8 milliards. Total va investir $17,5 milliards en 2025 et va réduire ses investissements dans l'éolien et le solaire à $4,5 milliards. Total désire aller surfer sur la bourse de New York pour lever des fonds et accessoirement payer moins d'impôts en France. Est-ce que Patrick Pouyanné, son directeur, ira au bureau ovale?

Macron aimerait trouver €109 milliards dans l'intelligence artificielle. Ne serait-ce pas une bonne idée que de d'abord trouver €100 milliards pour remplacer les vieilles centrales nucléaires et pour mettre à jour le réseau électrique selon une estimation de RTE ?

Suite au Drill baby drill de Trump, Macron invente le plug baby plug pour relancer l'industrie du nucléaire et l'économie électrique. L'intervention offre un timing intéressant. Le plus grand exportateur d'uranium au monde, le Kazakhstan annonce son pic uranium alors que ses ventes vont principalement vers la Chine et la Russie. Au moment où la France a moins d'accès à l'uranium africain, il va falloir que Paris mette ce sujet sur la table car ça commence à se voir.

Hollande

Le secrétaire général de l'OTAN et ancien premier ministre des Pays-Bas, Mark Rutte, a déclaré : "Il est temps de passer à un état d'esprit de temps de guerre et de donner un coup de fouet à notre production et à nos dépenses en matière de défense. Cela signifie également que la garantie d'un approvisionnement adéquat et durable en gaz-méthane liquide à partir d'autres sources que la Russie est une priorité pour la sécurité européenne."



Asie

Chine

Xi Jinping s'inquiète du possible rapprochement entre les USA et la Russie notamment pour le partage des énergies. Depuis 3 ans, la Chine et l'Inde bénéficient de tarifs préférentiels sur le pétrole et le gaz-méthane. Il n'est pas impossible que ces tarifs grimpent avec la concurrence américaine. Cependant tant Poutine que Xi seront toujours au pouvoir quand Trump partira dans 4 ans.

Depuis 2020, Pékin est en train de construire un laser géant dans la province du Sichuan afin de créer de la fusion nucléaire. L'énergie du laser fusionne l'hydrogène pour créer une explosion d'énergie.

Des chercheurs chinois auraient trouvé un moyen de fabriquer de l'acier avec 100 fois moins de charbon. Le béton, l'acier, le plastique et les engrais sont les 4 piliers de notre économie.

Le plus grand fabricant de batteries électriques pour véhicules va entrer à la bourse de Hong Kong. CATL livre ses batteries à VW et Tesla. CATL est également à la bourse de Shenzhen et espère recevoir un boost pour se développer. L'entreprise est sur la liste noire des USA.

L'Europe pourrait devenir une usine à assembler des batteries pour Pékin afin de contourner les sanctions. Pour rappel, Northvolt, le géant suédois, a fait faillite, avalé par les prix bas des Chinois ainsi qu'un management défaillant.

Le gouvernement chinois est en train de chercher des poux dans le business modèle de Tesla et sa technologie de conduite autonome. Le bras de fer avec les USA est dans le viseur. L'homologation de ce système devait avoir lieu en cette fin d'année.

Inde

L'émergence de la classe moyenne, 400 millions de personnes, fait augmenter de 20% le marché de la climatisation, symbole de statut social, mais surtout un outil pour vivre dans une certaine fournaise.

L'Inde est devenue la 4ème nation à poser une mission sur la lune en 2023. La suite sera d'envoyer des humains. En 2025, la navette spaciale Gaganyaan va faire séjourner 3 cosmonautes dans l'espace pendant 1 semaine. La navette va faire un premier test à vide dès le mois de mars.

420 millions de fidèles hindous ont participé à la Kubh Mela qui a lieu tous les 11 ans. C'est le plus grand rassemblement religieux au monde.

Ursula, la reine de l'Europe, s'est rendue avec une délégation à New Delhi pour déclencher des opportunités de business dans le pays et pour montrer aux américains, qu'il est possible de les remplacer. Informatique, Intelligence, armement étaient dans les discussions.

Cependant pour faire du commerce avec l'Inde, une certaine patience est de rigueur et le respect des contrats une vue d'esprit.

Taïwan

Les garde-côtes taïwanais ont déclaré avoir surpris un cargo chinois en train de couper un câble de communication sous-marin au large de la côte occidentale de l'île.

Japon

Honda est d’accord de reprendre les négociations pour la fusion avec Nissan, mais seulement si le boss de Nissan se casse d’abord. On sent qu’on est bien au niveau "jardin d’enfants", mais si c’est le prix à payer pour une fusion, pourquoi pas.

Le gouvernement a mis sur le marché 210'000 tonnes de riz de sa réserve stratégique pour freiner la hausse de 82% des prix du riz. Les mauvaises récoltes de 2023 en sont la cause.

Le Japon envisage d'augmenter ses importations de gaz naturel américain en prenant une participation dans un projet méthane liquide à $ 44 milliards en Alaska.
Le premier ministre, Shigeru Ishiba, a réussi à éviter les tarifs douaniers de Trump en promettant de réduire le déficit commercial.

De plus la société japonaise Nippon Steel ne va finalement pas racheter l'américain US Steel mais devenir actionnaire sans prendre le contrôle de l'entreprise en difficulté. "Il s'agira d'un investissement plutôt que d'un achat", a déclaré M. Trump. Son prédécesseur, Joe Biden, avait bloqué l'accord

Corée du Nord

Le FBI américain pense que la Corée du Nord est derrière le vol de $1,5 milliards de cryptomonnaie Ethereum via la plateforme Bybit. Le vol est attribué à TaderTraitor Lazarus Group du gouvernement. Ils ont rapidement converti une partie en Bitcoin.

Moyen-Orient

Arabie Saoudite

Le jackpot pour Mohammed bin Salman, le prince héritier devrait accueillir Poutine et Trump pour discuter de l'Ukraine. L'Arabie n'ayant pas reconnu le tribunal de justice international, Poutine n'est pas sous pression d'être arrêté.

Le Saudi Arabia Public Investment Fund, le fond d'investissement d'Arabie Saoudite va participer avec Donald Trump au sommet **FII PRIORITY Miami 2025.**

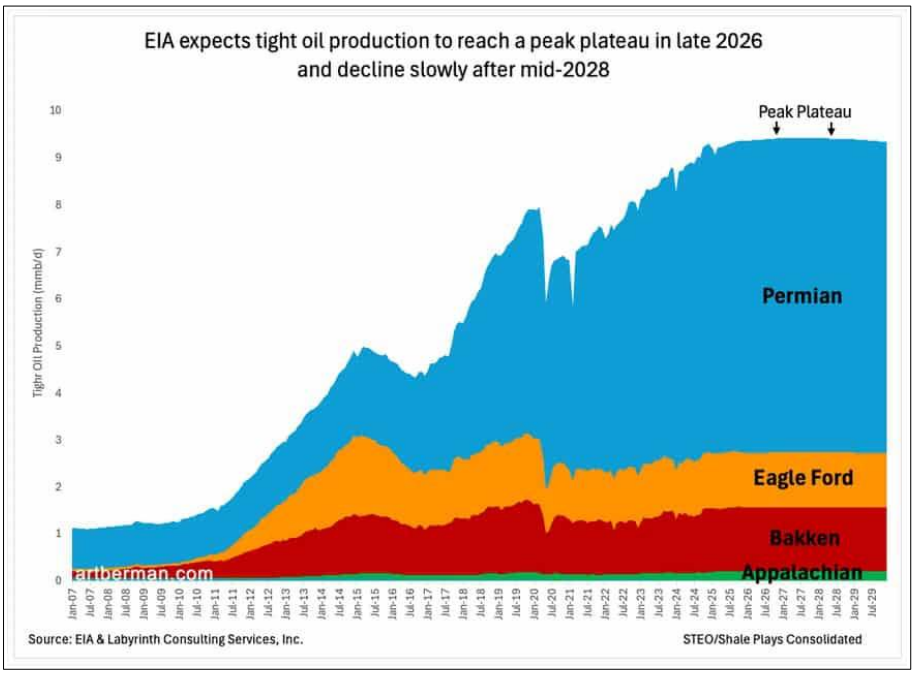
Iran

Malgré les sanctions américaines, les entreprises chinoises continuent à acheter du brut iranien. L'Iran possède 503 navires pétroliers qui continuent à livrer du brut ou des produits raffinés et les USA n'ont mis sur la liste que 123 tankers. Cela permet de ne pas trop bloquer le pétrole et faire flamber les prix.

Ca y est. Le bras de fer avec tonton Donald a débuté au sujet du nucléaire iranien. Durant la visite du premier ministre israélien Netanayou, Trump a laissé un message sur le réseau Truth "Avec Israël, nous allons réduire en miette l'Iran". Pour l'instant, Trump lance un maximum de pressions et de sanctions économiques contre l'Iran afin de réduire à zéro les exportations de pétrole et de méthane y compris les exportations vers la Chine.

La crainte de Téhéran est de voir l'armée américaine attaquer ses sites de traitement de l'uranium ainsi que des sites stratégiques. Israël a reçu une livraison de bombes américaines spéciales capables de percer des blindages assez profond.

Le président Khamenei a dit "avec un tel gouvernement, il ne devrait y avoir aucune négociation car il n'est ni sage, ni prudent, ni digne" à propos de Trump. Là aussi, la possibilité de faire monter l'ambiance existe.



Les extractions de schiste américaines devraient atteindre un plateau d'ici à 2026 et décroître dès 2028 soit avant le départ de Trump

Afrique

Mali

Allied Gold, société cotée à Toronto, a vendu 50 % de ses mines d'or maliennes à Ambrosia Investments Holdings des Emirats Arabes Unis, ce qui constitue le plus grand signe de confiance dans le secteur minier du Mali après des mois de conflit entre la junte militaire et les mineurs opérant dans ce pays.

Phrases du Mois

"L'histoire et la réalité montrent que la Chine et la Russie sont de bons voisins qui ne peuvent pas être éloignés et de vrais amis qui partagent le bonheur et le malheur. Les stratégies de développement et les politiques étrangères de la Chine et de la Russie sont basées sur le long terme." Xi Jinping

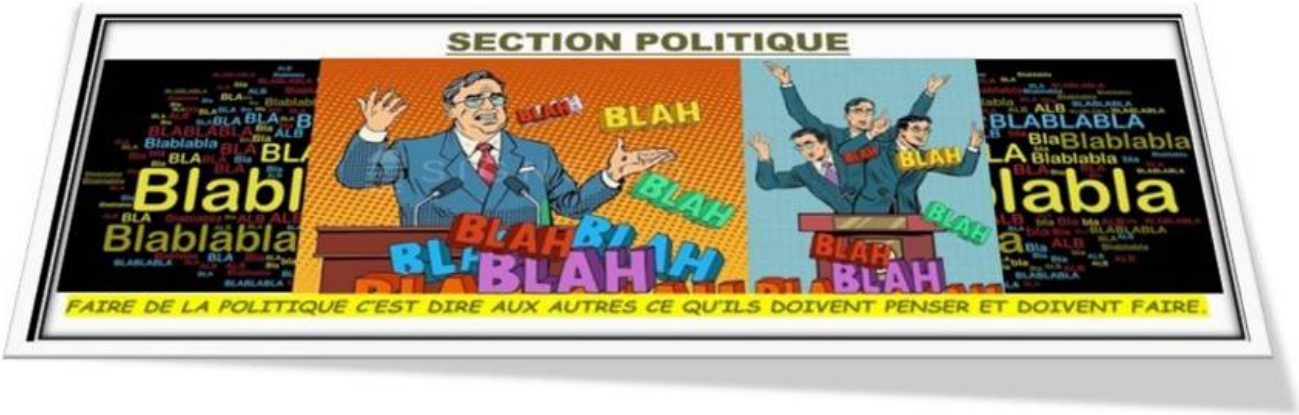
"Je pense que si on n'a jamais vu d'extra-terrestres de par chez nous, c'est pas que ça n'existe pas, c'est juste que les mecs sont venus nous observer et ils ont dû nous trouver trop cons et repartir." Thomas Veillet, investir.ch

"Les sociétés qui consomment beaucoup d'énergies intègrent leurs anciennes dépendances énergétiques dans de nouvelles pour résoudre davantage de problèmes. En conséquence, ils consomment de plus en plus d'énergie (vertes ou fossiles)." Jean-Baptiste Fressoz

"J'ai ordonné à l'armée israélienne de préparer un plan qui permettra à tout habitant de Gaza qui le souhaite de partir vers n'importe quel endroit du monde qui accepte de l'accueillir." Iaraël Katz, ministre de la Défense d'extrême de l'extrême droite.

Cette revue s'appuie sur de nombreuses sources à travers le monde, de l'Europe, au Japon, du Moyen-Orient, aux Etats-Unis, du FT.com, Bloomberg, au Temps, OilPrice.com, l'AIE ou l'IEA, d'un réseau d'amis passionnés et l'humour des chroniques matinales de Thomas Veillet Investir.ch. Bref, une pêche à l'information sur la planète bleue.

▲ RETOUR ▲



.L'Europe annonce son plan pour la guerre… Zelensky s'écrase et préfère la paix de Trump

par Charles Sannat | 5 Mars 2025

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

> « *Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes* ».

Jamais cette citation n'a été aussi cruellement d'actualité tant nous sommes dirigés par des minables, prétentieux, violents et surtout stupides stratégiquement et géopolitiquement parlant.

Pour bomber le torse, il faut avoir les moyens de ses ambitions et de ses indépendances.

Ceux qui aujourd'hui expliquent au pauvre Zelensky qu'ils vont le soutenir à la place des États-Unis d'Amérique sont les mêmes qui ont détruit depuis 30 ans toutes nos capacités industrielles, de production, militaires, ils ont détruit le patriotisme et les nations. Ils ont tout détruit et veulent partir en guerre s'imaginant qu'ils peuvent inventer des chars électriques imprimés en 3D et livrés en "prime" par Amazon.

Bande de tristes clowns méprisables.

Reprenons la chronologie passionnante des évènements.

> **1/** Zelensky poussé et piégé par ce qu'il reste de mondialistes en Europe s'oppose à Trump à la Maison Blanche.
>
> **2/** Les Européens s'agitent en Européens, nous allons voir ce que nous allons voir ! Macron en mâle Alpha bombe le torse sans jamais avoir posé son auguste postérieur dans une caserne et encore moins dans une tranchée ukrainienne.
>
> **3/** Ursula van der Leyen annonce son plan d'aide à l'Ukraine de 800 milliards d'euros.
>
> **4/** Face à cette aide Zelensky se précipite pour demander la paix à Trump en disant d'accord, comme vous voulez grand chef à plumes.

Pourquoi ce revirement ?

Simple.

Le plan européen est totalement bidon !

Voici ce que nous raconte Cruella von der Leyen.

https://twitter.com/i/broadcasts/1YpKkBrgRpAxj

Pour la faire courte nous vivons des temps dangereux houlalalala… Tremblez brave gens, taisez-vous, ne pensez pas, et obéissez.

Elle a donc annoncé un plan gigantesque de 800 milliards d'euros.

Ce plan est constitué des fonds que chaque pays européen voudra bien consacrer à sa défense et autorise 1.5 % de déficit du PIB qui ne seront pas compatibilisés dans la dette au sens du pacte de stabilité.

Le problème vous l'avez compris, c'est qu'il n'y a pas la queue d'un rond.

Le problème c'est qu'il n'y a pas la queue d'une usine.

Le problème c'est qu'il n'y a pas la queue d'un stock de munitions et on arrive à peine à relancer notre usine de poudre de Bergerac que j'ai vu tourner à plein régime quand j'étais gamin, fermer quand j'étais adolescent et vaguement rouverte à 50 ans.

Zelensky a compris qu'il n'y avait pas la queue d'une aide possible autre qu'américaine.

C'est aussi simple que cela.

Le problème des "***coupés du réel***" qui nous dirigent c'est qu'ils pensent dans une autre réalité et se pensent si brillants.

Vous vous souvenez quand ils ont voulu décaler les moissons pour fermer la Seine aux péniches pendant les JO ?

Et bien là c'est pareil.

Ils pensent pouvoir faire comme les Américains alors qu'ils ont eux-mêmes vendu toutes nos industries à ces mêmes Américains.

Ils pensent pouvoir imprimer des chars électriques en 3D dans un entrepôt Amazon avec un bilan carbone net zéro.

Alors Zelensky finira par se souvenir qu'il n'est qu'un modeste acteur jouant du piano debout avec son zizi ce qui n'est pas très Churchillien si vous voyez ce que je veux dire, il finira pas partir et sera accueilli comme un faux héro en France qui lui donnera asile.

Car, ne vous trompez pas mes amis.

Ce n'est pas la guerre de la France.

Ce n'est pas plus, contrairement à ce que tout le monde pense, la guerre de l'Ukraine contre la Russie.

La vérité.

La terrible, l'effrayant vérité, c'est que c'est la guerre des États-Unis d'Amérique contre la Russie par Ukrainiens interposés.

Cette guerre a été entamée par Biden, par l'Amérique mondialiste, agressive, la vraie Amérique méchante, celle des néocons qui apportent la guerre et les destructions partout dans le monde sous prétexte du 11 septembre 2001 et de sa guerre contre le terrorisme.

C'est cette guerre de l'Amérique contre le reste du monde que l'Amérique de Trump tente de finir.

Évidemment, la Russie, la Chine et tous les pays non infestés par la clique mondialiste et destructrice voient cela d'un bon oeil.

Vous savez donc désormais dans quel case ranger tous ceux qui bêlent pour la guerre. Soit des bougres d'ânes… soit des destructeurs.

▲ RETOUR ▲

.Trump licencie Zelensky et demande un dirigeant ukrianien capable de traiter avec les États-Unis et la Russie

par Charles Sannat | 3 Mar 2025

La paix ne pourra pas se faire avec Zelensky et les choses commencent à apparaître de plus en plus clairement.

J'ai toujours dit que Trump ne réussirait jamais à faire la paix en deux jours comme il le proclamait "bravache".

Contrairement à ce que les médias vous disent, cette guerre est une effroyable boucherie digne des tranchées de Verdun. C'est une guerre abjecte.

Avec plus d'un million de morts, maintenant les pertes sont telles pour chacun des belligérants qu'une paix ressemble à une perte "irrémédiable".

Personne n'en veut en réalité. Les Russes la souhaitent mais pas à n'importe quel prix. Les Européens n'en veulent pas du tout. Les Américains aimeraient pouvoir passer à autre chose et ne pas saigner leur budget pour une guerre déjà perdue par l'Ukraine. Bref, dans ce sac de nœud, la cible de Trump est désormais le président Zelensky.

L'administration américaine va tenter de faire partir Zelensky en faisant un chantage à l'aide militaire et aux renseignements satellite US.

Les prochains jours seront cruciaux et les jours de Zelensky sans doute comptés. Il trouvera refuge et asile en France sans nul doute.

.« Trump/Zelensky, la guerre secrète entre mondialistes et souverainistes pour le Nouvel Ordre Mondial ».

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Votre dossier Stratégie “*Yalta 2.0 et si Trump déclenchait le grand Reset avec la Russie et la Chine* “ est en ligne dans vos espaces lecteurs ici. 37 pages pour vous analyser et vous expliquer la différence entre le Nouvel Ordre Mondial Mondialiste et le Nouvel Ordre Mondial Souverainiste et les conséquences très différentes. Pour vous abonner et accéder directement à ce dossiers et aux 120 dossiers déjà publiés tous les renseignements se trouvent ici.

Vous avez forcément vu ou entendu parler de l’échec de la négociation entre Trump et Zelensky à la Maison Blanche, c’est un évènement géopolitique majeur. Derrière ces fâcheries il se passe de très nombreuses choses, mais quoi ? Quel est cet affrontement que l’on ressent mais que l’on a parfois tant de mal à expliquer ?

La clef de lecture nous a été confirmée officiellement par le maire de Porto lorsqu’il a reçu samedi dernier le président français. Prenez quelques secondes pour l’écouter mais asseyez-vous avant !

C’est une lutte entre mondialistes et souverainistes pour le Nouvel Ordre Mondial que chacun souhaite imposer à la planète.

Vous n’avez rien demandé, mais vous en êtes tout de même les victimes. Vous êtes, nous sommes les dégâts collatéraux.

Ici tout est en jeu.

Deux visions du monde, de la démocratie, du contrôle des peuples, des libertés, de la diversités, deux visions civilisationnelles.

Ce qui se joue est un combat à mort qui conditionnera la manière dont nous vivrons dans les 50 prochaines années.

Les positions, comme vous le voyez, se radicalisent.

Les propos deviennent complètement fous.

Les affrontements autrefois cachés dans les alcôves discrètes du pouvoir et hors caméras se transforment en règlement de comptes en place publique télévisée.

Le monde se déchire. Les alliances se brisent sous vos yeux, ce qui faisait l'ordre mondial dans le lequel nous avons vécu jusqu'à présent se fissure.

Je vous le redis. C'est la clef de lecture.

Sous vos yeux, un Nouvel Ordre Mondial est en train de s'écrire et l'on ne sait pas encore, à ce stade, celui qui va l'emporter… en espérant que ce conflit de nous emporte pas tous.

Vous vivez, nous vivons l'Histoire. La Grande Histoire. Et la grande histoire s'accompagne toujours de boîtes de pâtés et de raviolis parce que la grande histoire est généralement tragique. Violente. Destructrice.

Vous assistez à la destruction de l'ordre mondial hérité de la Seconde Guerre mondiale et qui a vécu.

Le nouveau se construit sous vos yeux, la question étant de savoir s'il émergera avant une troisième guerre mondiale ou s'il sera la conséquence de la troisième guerre mondiale.

Je vous explique tout dans cette nouvelle vidéo du JT du haut de mon grenier normand.

Pour télécharger gratuitement la présentation c'est ici.

https://www.youtube.com/watch?v=WIwNSLVNCw0&ab_channel=LeGrenierdel%27%C3%A9co

▲RETOUR▲

.Le deuxième acte de Trump : Pouvoir, résistance et limites de la gouvernance

Par Richard Heinberg, initialement publié par Resilience.org 25 février 2025

Dans mon livre de 2021, *Power : Limites et perspectives pour la survie de l'humanité*, j'ai retracé comment le pouvoir social est apparu chez les humains et comment il a été utilisé dans les sociétés grandes et petites, anciennes et modernes. Quelles que soient les idées contenues dans ce livre, le moment est venu de les mettre à l'épreuve. De l'avis de nombreux spécialistes des sciences sociales, les États-Unis se trouvent à un tournant décisif, s'éloignant de ce que l'on appelle parfois *le consensus libéral* (centré sur les normes et les règles démocratiques, avec pour objectif de résoudre les problèmes de la société), qui a perduré à travers les administrations républicaines et démocrates, et se rapprochant d'une manière plus autoritaire d'exercer le pouvoir (en utilisant des menaces et des punitions soutenues par la force de l'État, dans le but de supprimer les critiques et d'enrichir le dirigeant et ses acolytes). Pourquoi cela se produit-il ici et maintenant ? Et comment devons-nous réagir ?

Tout d'abord, un bref rappel du livre. J'y affirme que le pouvoir physique est essentiellement la capacité d'utiliser l'énergie pour faire quelque chose - n'importe quoi. **Le pouvoir social** est la capacité d'amener d'autres personnes à faire quelque chose. Il existe deux types de pouvoir social : le pouvoir vertical (qui est descendant, basé sur les menaces et les incitations, avec les messages implicites suivants : « Tu dois faire ceci ou sinon... » ou « Si tu fais ceci, je te donnerai cela ») et le pouvoir horizontal (qui est coopératif, basé sur la discussion et la négociation, avec le message implicite suivant : « *Nous pouvons faire cela ensemble* »). L'humanité primitive s'appuyait principalement sur le pouvoir social horizontal parce que les communautés fondées sur la parenté étaient minuscules et que les intimidateurs pouvaient être mis au ban du groupe. Le développement de l'agriculture et la capacité à stocker les surplus alimentaires ont donné naissance à des sociétés plus grandes, plus sédentaires et plus organisées, ainsi qu'à une innovation sociale cruciale : l'État, qui n'était pas fondé sur la parenté, mais sur des frontières, des hiérarchies et des règles explicites. Les premiers États s'appuyaient sur un pouvoir social vertical sans précédent. Le reste de l'histoire peut être compris comme une lutte entre ces deux formes de pouvoir. La démocratie moderne représente un effort pour retrouver les qualités plus égalitaires des sociétés pré-étatiques, mais dans le contexte d'États vastes, centralisés et bureaucratiques.

L'armement métallique, l'argent et l'écriture (c'est-à-dire les moyens de communication) sont tous apparus dans les premières sociétés étatiques. Dans mon livre *Le pouvoir*, j'affirme qu'il s'agit de trois groupes principaux d'outils de pouvoir social vertical. Pour comprendre les évolutions vers un pouvoir autoritaire, comme ce qui semble se préparer aux États-Unis aujourd'hui, il est utile d'identifier les tendances dans l'utilisation des armes, de l'argent et des technologies de communication. Comme nous le verrons, l'administration Trump-Musk s'est emparée de ces outils rapidement et vigoureusement.

Sur la base de la compréhension du pouvoir social développée dans le livre, je vais essayer d'interpréter ce qui se passe dans mon pays d'origine. Mon but n'est pas d'ajouter de la chaleur à des conflits politiques déjà incendiaires, mais plutôt de mettre en lumière comment et pourquoi ces tendances se développent. Pour cela, il faut comprendre les motivations des personnes avec lesquelles nous pouvons être en désaccord. Selon moi, les applications parfois coopératives, parfois manipulatrices et violentes du pouvoir social de l'humanité découlent toutes de tendances et de pulsions universelles, qui émergent en fin de compte de l'évolution. Certaines circonstances et certaines périodes

favorisent des modes d'action plus égoïstes, plus secrets, plus violents et plus vindicatifs. Il semble que nous vivions un tel moment.

Nous examinerons ce que fait l'administration Trump, ce qui pourrait se profiler et les vulnérabilités du nouveau régime dominant. Nous explorerons également les moyens de survivre à ce changement décisif de gouvernance, tout en contribuant peut-être à faire revivre certains aspects de la démocratie directe.

Trump : Un type de pouvoir différent de celui auquel les Américains sont habitués

Le projet américain a été façonné par des conditions historiquement inhabituelles. Le monde moderne, caractérisé par la disponibilité d'immenses quantités d'énergie provenant des combustibles fossiles, a connu une croissance sans précédent de la population, de la richesse par habitant et des capacités technologiques. La croissance de la richesse et des capacités a créé des conditions dans lesquelles les démocraties modernes (caractérisées par une représentation élue, un équilibre institutionnel des pouvoirs et une stabilité relative) ont pu prospérer.

Avec Trump-Musk, nous assistons peut-être à un retour à une forme de pouvoir historiquement plus courante, aussi ancienne que l'État lui-même (c'est-à-dire environ 5 000 ans). La plupart des sociétés étatiques ont été dirigées par des individus isolés, des familles régnantes ou des coalitions de familles d'élite. Louis XIV, en France, a exprimé l'essence de cette forme de pouvoir dans son dicton « *L'État, c'est moi* », qui se traduit littéralement par « l'État, c'est moi ». Les exemples sont légion, de la Babylonie et de l'Égypte antiques à la Russie moderne de Poutine, en passant par Rome et ses empereurs. Même à l'époque de la démocratie américaine, les Amérindiens et les Afro-Américains ont subi le poids brutal du pouvoir de l'État. Ce qui est différent aujourd'hui, c'est que, pour la première fois au moins depuis la guerre de Sécession, si ce n'est depuis sa fondation, la plus ancienne démocratie nationale du monde est immédiatement menacée.

Rex Tillerson, secrétaire d'État de Donald Trump lors de son premier mandat, a qualifié son ancien patron de « *crétin* ». Depuis, M. Trump a été reconnu coupable d'avoir versé des pots-de-vin illégaux à une star du porno, reconnu légalement responsable d'avoir agressé sexuellement une autre femme et reconnu coupable de 34 délits financiers. Cependant, quels que soient ses défauts intellectuels ou moraux, Trump a développé une meilleure compréhension du pouvoir social vertical que peut-être n'importe quel autre dirigeant américain dans l'histoire. Cette compréhension est illustrée par son alliance avec Elon Musk, sa psychologie, ses stratégies de communication, son traitement des rivaux et son utilisation des trois principaux outils du pouvoir social vertical.

De nombreux psychologues ont exprimé l'opinion que Trump a une personnalité autoritaire. L'une des facettes de cette personnalité est sa tendance réflexe à utiliser le blâme de manière stratégique, quelles que soient les preuves. Son scénario est simple et inflexible : chaque fois que de mauvaises choses se produisent, il faut en accuser les ennemis politiques (exemple récent : après l'accident mortel d'un avion de ligne et d'un hélicoptère à l'aéroport national Ronald Reagan de Washington le 29 janvier, Trump a immédiatement et sans preuve accusé les programmes DEI du gouvernement). Blâmer les autres est dans la nature humaine ; nous le faisons tous. Mais chez de nombreux autoritaires, ce qui pourrait être considéré comme un manquement moral est au contraire une tactique de communication cultivée. Et, comme pour d'autres aspects de la personnalité de Trump, cette tactique est institutionnalisée par son administration, dont les représentants prennent soin de répéter les accusations de Trump.

L'ascension de Trump vers le pouvoir autoritaire n'est pas simplement due à son génie politique. Il a été aidé par des circonstances historiques, notamment les faiblesses inhérentes à la structure du gouvernement américain, la polarisation politique croissante alimentée par l'augmentation des inégalités économiques et l'internet, ainsi que la dérive vers la droite d'institutions clés telles que la Cour suprême. Ces éléments ont préparé le terrain pour deux développements cruciaux qui ont permis une prise de pouvoir autoritaire totale.

La première de ces évolutions a été la prise de contrôle du parti républicain par Trump. Il a pu y parvenir en faisant appel à une base d'électeurs composée en grande partie de personnes qui ont été laissées pour compte au cours des

dernières décennies, alors que les « *élites côtières* » se taillaient la part du lion en matière de croissance des revenus. M. Trump a dit tout haut, à propos de la mondialisation et de l'immigration, des choses que beaucoup d'électeurs croyaient, mais que leurs dirigeants ne voulaient pas exprimer. Trump a ensuite exploité une faiblesse du système politico-électoral : les élections primaires, qui permettent d'élever les candidats à l'élection générale. Lors des élections organisées depuis 2016, les alliés de Trump ont effectivement « primarisé » presque tous les républicains qui s'opposaient à lui, si bien que pratiquement aucun dirigeant de parti n'ose désormais le faire. Le Parti républicain est désormais le parti d'un seul homme, et ses principes sont ceux qu'il affirme un jour donné.

Le deuxième événement décisif a été la décision de la Cour suprême d'accorder au président des États-Unis l'immunité juridique pour toute action officielle entreprise pendant son mandat (Trump vs. United States, 1er juillet 2024). La Cour a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'imposer des contraintes juridiques aux présidents, étant donné qu'il existe des contraintes politiques sous la forme d'élections et de destitution. Mais, comme nous l'avons vu en janvier 2021, la mainmise de Trump sur le parti républicain rend la destitution inutile. En effet, la Cour suprême a unilatéralement cédé le pouvoir ultime à l'exécutif. Cela signifie que Trump peut potentiellement ignorer les tribunaux lorsque cela l'arrange. Supposons que Trump ferme le ministère de l'éducation ou annule les résultats d'une élection. Il serait immédiatement poursuivi en justice et l'affaire serait rapidement portée devant la Cour suprême. La Cour pourrait décider que Trump a outrepassé son autorité constitutionnelle. Trump pourrait alors ne pas tenir compte de cette décision. Qu'est-ce qui l'en empêcherait ? La Cour n'a ni armée ni police ; ses arrêts sont exécutés par les US Marshalls, qui font partie du ministère de la justice, et donc du pouvoir exécutif. Conformément au précédent arrêt de la Cour, le président lui-même ne peut faire l'objet d'aucune sanction légale. Et si l'un de ses subordonnés est accusé d'un crime au cours de l'exécution d'une directive présidentielle, il peut bénéficier d'une grâce.

Sans limites juridiques associées à des sanctions exécutoires, les contraintes imposées au pouvoir d'un président peuvent être vidées de leur sens si ce dernier dispose d'un capital politique et d'une audace suffisants. Le contournement des tribunaux est une utilisation potentielle du pouvoir que Trump n'a pas encore pleinement testée, et il est probable qu'il réservera ce test pour un moment crucial. La proximité de ce moment peut être évaluée par un commentaire posté sur X par le vice-président J. D. Vance le 9 février : « *Les juges ne sont pas autorisés à contrôler le pouvoir légitime de l'exécutif.* » Bien entendu, comme l'ont immédiatement souligné de nombreux experts juridiques, le contrôle judiciaire et l'examen des actions de l'exécutif sont au cœur même des mécanismes de contrôle et d'équilibre définis dans la Constitution.

Il serait impossible dans le cadre de cet article d'énumérer et d'expliquer toutes les actions extralégales de l'administration : elles sont trop nombreuses et se poursuivent. La liste serait datée au moment où vous la lirez. Il suffit de dire que la liste comprendrait le licenciement sans motif de dizaines de milliers d'employés fédéraux, y compris des cadres supérieurs et des professionnels de carrière du FBI et de la CIA ; la rétention de fonds alloués par le Congrès ; le piratage du système de paiement du gouvernement fédéral ; et l'octroi à Elon Musk, la personne la plus riche du monde, d'un statut de quasi-co-président (Musk a dépensé environ un quart de milliard de dollars pour aider à l'élection de Trump), bien que Musk n'ait aucune expérience gouvernementale et des conflits d'intérêts flagrants sous la forme de contrats gouvernementaux d'une valeur de plusieurs milliards de dollars.

M. Trump a publié tant de décrets, si rapidement, dont beaucoup mettent à rude épreuve ou bafouent les contrôles et les équilibres constitutionnels, qu'il est pratiquement impossible pour les fonctionnaires qui critiquent M. Trump, dans l'une ou l'autre des trois branches du gouvernement, de réagir de manière efficace. Il en va de même pour la furie floue des activités quasi-gouvernementales d'Elon Musk, dont une grande partie est illégale. Face à la résistance, l'administration recule parfois sur la question en jeu, du moins en apparence ou temporairement, tout en allant de l'avant avec encore plus de décrets et de violations de règles ad hoc. Il est possible que bon nombre des mesures les plus manifestement anticonstitutionnelles prises par M. Trump visent à amener la Cour suprême conservatrice à étendre davantage ses pouvoirs présidentiels, même si de telles extensions formelles sont désormais théoriquement inutiles pour atteindre ses objectifs.

Il est probablement juste de dire que la plupart des Américains n'ont pas encore pris la mesure de l'énormité du changement qui est en train de s'opérer au sein de leur gouvernement. La plupart d'entre eux pensent qu'une élection dans deux ou quatre ans leur donnera l'occasion d'inverser ce qui se passe et qu'ils jugent inacceptable. Mais Trump a appris en 2021 qu'il n'y a pas de véritable sanction pour avoir nié la validité des élections ou tenté d'interférer avec le transfert du pouvoir présidentiel. Le négationnisme électoral de Trump n'a jamais été qu'un moyen d'apaiser son propre ego. À mon avis, il fait partie d'une stratégie calculée visant à créer un avenir dans lequel, du moins en ce qui le concerne, les élections n'ont pas d'importance.

Le pouvoir des armes et de la violence de l'État : Maintenant, c'est personnel

Certains anthropologues insistent sur le fait que **l'État se définit par la violence** : les menaces et les punitions permettent à une nation de se défendre contre les ennemis étrangers ; elles rendent également possible l'invasion d'autres nations, définissent le crime par des lois et des juges, découragent le crime en donnant des pouvoirs d'exécution à la police et assurent la collecte des impôts et autres recettes publiques. Dans l'État démocratique libéral, la violence est utilisée au nom du « peuple » (du moins en théorie). Sous un régime autoritaire, la source des menaces et la sélection de leurs cibles reviennent à un seul homme ou à un petit groupe.

Trump admire depuis longtemps l'homme fort russe Vladimir Poutine et a étudié la manière dont il utilise le pouvoir. Poutine est passé maître dans l'art de manier les menaces et les châtiments (en utilisant l'appareil d'État, y compris la police et les services de renseignement) pour punir ses ennemis et enrichir ses amis, toujours dans le but d'accumuler davantage de pouvoir et de richesses. Vu sous cet angle, le licenciement généralisé par Trump de fonctionnaires du FBI, de la CIA et du ministère de la Défense - en particulier ceux qui étaient impliqués dans les affaires pénales contre les émeutiers au Capitole le 6 janvier 2021 - pourrait signifier bien plus qu'un simple changement de garde typique qui se produit avec chaque nouvelle administration. Il annonce qu'il a l'intention d'utiliser la violence, ou du moins la menace de la violence, différemment de ses prédécesseurs.

L'armée américaine représente la plus grande concentration de force meurtrière au monde. Le président est le commandant en chef et dispose d'un pouvoir discrétionnaire énorme sur l'utilisation de cette force au niveau international. La confirmation de l'ultra-loyaliste Pete Hegseth au poste de secrétaire américain à la défense était donc un élément essentiel du projet d'unification du pouvoir de l'État en la personne de Trump.

Trump semble disposé, voire désireux, d'utiliser la force militaire au niveau international selon des modalités qui étaient plus familières à l'époque impérialiste de William McKinley (dont Trump fait l'éloge). Trump suggère que l'armée pourrait être utilisée pour prendre le contrôle du Groenland, récupérer le canal de Panama, annexer le Canada et prendre le contrôle de Gaza, tout en promettant de mettre fin aux guerres. Employer la force pour faire ces choses pourrait être coûteux et risqué. Menacer de le faire est beaucoup moins coûteux. Mais pour être crédibles, les menaces de recours à la force nécessitent de temps à autre de véritables démonstrations de violence.

Le président n'a pas le droit de déployer des troupes fédérales sur le territoire national, sauf dans des circonstances extraordinaires ; le recours à la force sur le territoire national est du ressort du FBI, de la police locale et d'État, de la Garde nationale, des services secrets et d'une série d'autres agences armées plus petites, jusqu'aux inspecteurs du Service américain de la pêche et de la faune sauvage. Au cours des dernières décennies, peu de ces agences, voire aucune, ne relevaient directement du président. Le FBI, par exemple, est rattaché au ministère de la justice, et le pare-feu entre le ministère de la justice et la présidence a jusqu'à présent empêché le président d'utiliser le FBI comme sa force de police personnelle. La prise de contrôle de facto du ministère de la justice par M. Trump, avec la nomination d'une loyaliste, Pam Bondi, à la tête de l'agence et le licenciement de centaines de hauts fonctionnaires, pourrait marquer un changement dans une politique de longue date. Les propres déclarations de Mme Bondi suggèrent que le ministère de la justice pourrait être utilisé pour enquêter sur les ennemis politiques de M. Trump et les poursuivre en justice. Kash Patel, le nouveau chef du FBI de Trump, tiendrait une « *liste d'ennemis* » de personnes à cibler dans le cadre d'enquêtes pour des raisons purement politiques.

Dans les régimes autoritaires, comme la Russie de Poutine, les enquêtes et les poursuites font partie des premiers moyens d'attaque du gouvernement contre les ennemis politiques, mais ce ne sont pas toujours les derniers. Bien que le gouvernement russe le nie, l'assassinat politique est une caractéristique de la politique intérieure de ce pays. Il ne s'agit pas seulement d'éliminer les personnes gênantes pour Poutine, mais aussi de semer la peur, décourageant ainsi d'autres personnes de s'opposer au régime. Ce contexte peut être utile pour comprendre l'ordre de Trump de retirer les détails de sécurité de l'ancien président Biden, ainsi que des anciens fonctionnaires du département d'État, de la CIA, du département de la justice et du département de la défense qui l'ont critiqué dans le passé. Presque au même moment, Trump a gracié les Proud Boys et d'autres membres de milices qui pourraient vraisemblablement constituer le noyau d'une force terroriste intérieure bénévole et non officielle, désireuse de harceler physiquement les opposants du président en son nom, tout en bénéficiant d'un déni plausible de la part de ce dernier.

L'argent : Corruption et contrôle

L'argent est le deuxième outil du pouvoir social vertical. Le pouvoir social est la capacité d'amener d'autres personnes à faire quelque chose, et l'offre d'une somme d'argent suffisante, ou la retenue de fonds essentiels, peut persuader de nombreuses personnes de faire presque n'importe quoi. Dans *Le pouvoir*, je retrace brièvement l'histoire de ***la monnaie****, qui n'a jamais été un simple moyen d'échange neutre.* L'utilisation de l'argent crée des inégalités économiques et sociales et, en l'absence de politiques de redistribution, les sociétés qui utilisent l'argent deviennent de plus en plus inégalitaires. Les autoritaires s'enrichissent généralement grâce à des systèmes truqués ou à la corruption pure et simple, et défont les politiques de redistribution ou les utilisent comme un outil partisan pour consolider le soutien politique à leurs régimes.

La Constitution américaine donne au Congrès le pouvoir de légiférer sur toutes les dépenses fédérales. Par le passé, les paiements publics et la collecte des impôts ont été gérés de manière généralement non partisane. Trump et Musk voudraient faire les choses différemment.

L'un des premiers actes de la nouvelle présidence a été de créer le Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) - bien que son statut réel de département officiel soit remis en question, puisque la création de nouveaux départements nécessitait auparavant une loi du Congrès. Elon Musk a été nommé à la tête du DOGE, dont l'objectif déclaré est d'éradiquer l'inefficacité et la corruption au sein du gouvernement. Elon Musk a annoncé son intention de réduire le « gaspillage » de 2 000 milliards de dollars. La corruption et le gaspillage existent certainement au sein du gouvernement américain, mais on peut se demander où la DOGE va ou ne va pas jeter son dévolu.

Cependant, le gouvernement fédéral disposait déjà d'un système permettant de minimiser le gaspillage et la corruption, sous la forme d'inspecteurs généraux dans chacune de ses agences. Le 31 janvier, dix-sept inspecteurs généraux ont été licenciés, ce qui a eu pour effet de supprimer le contrôle indépendant de ces agences. Bien que l'administration insiste sur le fait que le DOGE fera le travail de ces inspecteurs, il se peut que la corruption soit devenue beaucoup plus facile. Il sera difficile de savoir si la DOGE agit de manière corrompue, car la Maison Blanche l'a exemptée des demandes de documents publics. M. Trump a également licencié illégalement le directeur d'une agence fédérale indépendante qui protège les lanceurs d'alerte et, le 10 février, le directeur du Bureau de l'éthique gouvernementale. En outre, Musk signale que lui et son équipe du DOGE s'efforcent de tuer le Consumer Financial Protection Bureau, qui réglemente les applications de paiement peer-to-peer, comme celle que Musk et son entreprise, X, sont en train de créer en partenariat avec Visa.

En obtenant la possibilité de consulter les données de paiement du département du Trésor, Musk a prouvé qu'il croyait fermement au dicton de Mark Zuckerberg, « Move fast and break things » (Bougez vite et cassez les choses). Dans un article publié dans le Bulletin of Atomic Scientists, Liz Fong-Jones, spécialiste de la sécurité des sites web, écrit que, dans le pire des cas, l'ingérence de M. Musk pourrait provoquer l'effondrement du système de paiement du gouvernement, entraînant avec lui l'économie américaine. De plus, la résolution du problème nécessiterait bien plus qu'un simple redémarrage d'ordinateur. Un juge fédéral a temporairement bloqué l'accès de Musk. Mais, une fois de plus, qui fera respecter cette injonction, une fois que le ministère de la justice sera dirigé par des loyalistes de Trump et de Musk, et qu'il sera entièrement composé de ces derniers ? Des membres du Congrès ont déjà été empêchés par des gardes armés d'entrer dans le Département du Trésor dans leur effort pour découvrir l'étendue de la compromission des systèmes et des données sensibles par l'équipe de Musk.

Si Trump veut identifier et réduire la corruption, il devra d'abord se regarder dans le miroir. La corruption au cours de son premier mandat pourrait être qualifiée d'exploratoire : il exploitait un hôtel à Washington DC dans lequel des lobbyistes et des diplomates étrangers payaient pour des chambres (qu'ils les occupent ou non), ce qui permettait à la société Trump de réaliser des bénéfices intéressants et de disposer d'un canal quasi-légal pour de petits pots-de-vin. Pendant ce temps, le gendre de Trump, Jared Kushner, a conclu des accords de plusieurs milliards de dollars avec les Saoudiens. Historiquement, les transactions commerciales de Trump ont été truffées de fraudes (voir l'Université Trump, les Bibles Trump et la Fondation Trump).

Tout porte à croire qu'au cours de son second mandat, M. Trump souhaite renforcer la corruption, et non la réduire, du moins en ce qui le concerne lui-même. Juste avant son investiture, Trump a créé son propre « memecoin » appelé $Trump. Basés sur des blagues ou des célébrités en ligne, les memecoins sont généralement considérés comme le type de crypto-monnaie le plus risqué, car les vendeurs ne les acceptent pas comme moyen de paiement. Les investisseurs en crypto-monnaies et les fidèles de Trump ont immédiatement acheté des $Trump, ce qui a fait grimper leur prix en flèche. La famille Trump a perçu près de cent millions de dollars en frais de transaction. Comme le souligne le New York Times, « dans les faits, Trump a apposé le sceau présidentiel sur la spéculation et en a profité ».

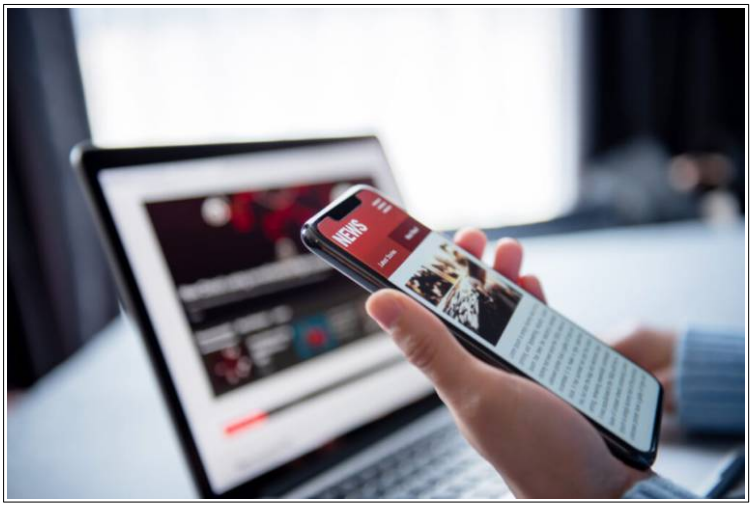
Trump est un fan des crypto-monnaies en général. Il a proposé de créer une réserve fédérale de bitcoins et souhaite que les entreprises puissent commercialiser plus facilement d'autres types de crypto-monnaies. L'homme d'affaires Trump (par l'intermédiaire de son groupe Trump Media and Technology Group, dont il détient personnellement la majorité des parts) a annoncé son intention de vendre un fonds négocié en bourse (ETF) sur le bitcoin. L'administration Biden avait fait de la réglementation des crypto-monnaies une priorité, en partie à cause de leur volatilité inhérente ; Trump veut mettre fin à la « guerre contre les crypto-monnaies ». Cela faciliterait la

multiplication des escroqueries sur les crypto-monnaies et réduirait la résilience globale du système financier en cas d'accident.

Il existe d'autres raisons de douter de la sincérité des promesses de Trump d'éradiquer la corruption. Dans l'un de ses premiers actes officiels, la nouvelle procureure générale des États-Unis Pam Bondi - une ancienne lobbyiste pour des gouvernements étrangers et des intérêts particuliers fortunés - a dissous les équipes chargées d'enquêter sur le lobbying étranger et la fraude des entreprises, ainsi qu'un groupe de travail du ministère de la Justice ciblant les oligarques russes.

Dans le domaine économique, les droits de douane occupent le devant de la scène. Les droits de douane sont un outil de politique économique qui existe depuis longtemps et dont on peut dire qu'il est nécessaire dans certains cas pour protéger les industries et les travailleurs nationaux. Mais M. Trump semble également vouloir utiliser les droits de douane comme une arme pour menacer d'autres pays afin qu'ils se conforment à son programme en matière d'immigration et à d'autres politiques non commerciales. Les dangers des droits de douane ne semblent guère l'intéresser : de nombreux historiens affirment que les droits de douane de la loi américaine Smith-Hawley de 1930, promulguée au début de la Grande Dépression, ont contribué à la faillite des banques européennes, à l'agitation économique générale et à la montée du fascisme en Europe.

La privatisation des services et des biens publics est depuis longtemps une pierre angulaire de la politique économique conservatrice et néolibérale, peut-être parce que la privatisation a tendance à transférer la richesse aux riches. Au nom de la réduction des coûts et de la limitation de la taille du gouvernement, Musk et Trump souhaitent externaliser les services publics vers les industries privées dans une plus large mesure que peut-être toute autre administration précédente dans l'histoire. Les services et actifs gouvernementaux qui pourraient être mis sur le billot (ou sur la table des ventes, selon la façon dont vous envisagez les choses) dans un avenir proche pourraient inclure le service postal, Medicare, le service météorologique national, les parcs nationaux et autres terres publiques fédérales, le département des anciens combattants, la TSA et le contrôle du trafic aérien. Il est difficile de prévoir l'ensemble des conséquences d'une privatisation aussi radicale, mais on peut s'attendre à une diminution de l'accès à des services essentiels et souhaitables lorsque la rentabilité détermine lesquels de ces services seront fournis (et à qui ils seront fournis). Par exemple, un service postal privatisé pourrait simplement cesser de distribuer le courrier le long d'itinéraires non rentables dans des zones peu peuplées, ou un service des parcs privatisé pourrait augmenter les prix dans les parcs populaires et les transformer en centres de villégiature exclusifs pour les riches.



Les technologies de la communication : Qu'est-ce qui est vrai ? Qu'est-ce qui est réel ?

Le troisième outil majeur du pouvoir social vertical est la technologie de la communication. Tout au long de l'histoire, l'écriture, l'imprimerie et, plus récemment, la radio, le cinéma, la télévision, l'internet, les médias sociaux

et l'intelligence artificielle ont joué un rôle essentiel en permettant à des individus ou à de petits groupes d'influencer l'esprit d'un grand nombre de personnes.

Pour bien fonctionner, les démocraties ont besoin d'une libre circulation d'informations exactes. Les nouvelles et les statistiques sur l'économie, l'environnement naturel, la santé publique, les disparités de revenus, les élections et les performances des élus sont essentielles pour permettre aux électeurs de faire des choix éclairés.

Les régimes autoritaires ont d'autres priorités en matière d'information et ont donc tendance à utiliser les outils de communication différemment. Les autocrates s'efforcent de maintenir le secret et les illusions, cherchant toujours à paraître puissants, redoutables et parfois capricieux. À bien des égards, une autocratie est une sorte de secte, dans la mesure où elle offre aux participants une vision du monde mise en scène tout en les décourageant de penser par eux-mêmes.

Le gouvernement américain est déjà très secret, certains disent même qu'il l'est beaucoup trop. Trump utilisera probablement le secret de manière partisane, en divulguant et en dissimulant pour obtenir les effets escomptés. Les statistiques gouvernementales sur l'énergie, l'économie, les inégalités et le changement climatique pourraient devenir plus politisées, moins fiables ou tout simplement inaccessibles au public ; il en va de même pour les informations sur le fonctionnement interne des ministères (bien que les employés du gouvernement soient de plus en plus surveillés pour leur loyauté).

Mais si les gouvernements autoritaires préfèrent l'opacité quant à leur fonctionnement interne, ils exigent souvent que les masses vivent dans un état de transparence totale entretenu par une surveillance constante. Si la présidence Trump continue de suivre un schéma autoritaire, il faut s'attendre à voir le droit à la vie privée des citoyens s'évaporer.

La propagande est une autre priorité des régimes autoritaires en matière d'information. Certains régimes créent un bureau gouvernemental spécial (en URSS, l'agence de presse Novosti ; dans l'Italie fasciste, le ministère de la culture populaire) dans le but précis de glorifier le dirigeant et ses acolytes, de produire des messages biaisés destinés à induire les citoyens en erreur, de protéger le gouvernement contre les critiques et de faire porter le chapeau à ses détracteurs. Toutefois, les agences existantes peuvent être réaffectées pour atteindre ces objectifs. Pour l'administration Trump, une grande partie de ce travail est déjà effectuée par Fox News et une petite armée de podcasteurs indépendants et de personnalités des médias sociaux.

Les régimes autoritaires cherchent généralement à influencer les médias impartiaux ou hostiles par la menace et l'intimidation. Parfois, les organes de presse hostiles au régime sont tout simplement fermés. M. Trump a déjà intenté un procès à CBS pour 20 milliards de dollars et son administration enquête sur PBS et NPR. CBS semble chercher à obtenir un accord, même si les experts juridiques insistent sur le fait que le dossier de M. Trump est extrêmement faible. Des journalistes de l'Associated Press se sont vu interdire d'assister à des événements à la Maison Blanche pour avoir nié ce que la secrétaire de presse de Trump, Karoline Leavitt, a déclaré être « le fait que l'étendue d'eau au large de la Louisiane s'appelle le “Golfe d'Amérique” ».

Les outils disponibles pour la surveillance, le secret et la propagande sont devenus beaucoup plus sophistiqués au cours de la dernière décennie. À l'ère numérique, les technologies de communication sont presque entièrement numériques et l'intelligence artificielle (IA) promet d'accroître de manière exponentielle la puissance des technologies de l'information numérique. D'où l'importance cruciale du soutien de Trump par Elon Musk (qui a fondé OpenAI, qu'il se propose de racheter, et qui possède déjà xAI, ainsi que Neuralink, une entreprise qui développe des interfaces cerveau-machine implantables) et Peter Thiel (cofondateur de Palantir Technologies, l'une des principales entreprises spécialisées dans les plateformes logicielles pour l'analyse des données massives, notamment pour la surveillance gouvernementale).

Le DOGE semble en être aux premiers stades de la réduction des effectifs fédéraux et du remplacement des employés par l'IA. Le décret de Trump sur l'IA désigne le capital-risqueur David Sacks, qui entretient des liens de

longue date avec Musk et Thiel, comme le nouveau tsar de l'IA et des crypto-monnaies. Alors que l'administration Biden cherchait à réglementer le développement de l'IA (dont les dangers pour l'homme et l'environnement sont largement débattus, même s'ils sont encore imparfaitement compris), l'équipe Trump n'y voit que des opportunités.

Vulnérabilités du régime

Le président Donald Trump semble avoir tout prévu : l'autorité institutionnelle, le contrôle des finances fédérales, le contrôle de l'armée et de la police nationale, et le contrôle du flux d'informations gouvernementales. Il a installé des loyalistes à tous les niveaux du gouvernement. La seule exception est le Congrès, qui n'a qu'une faible majorité républicaine ; cependant, les menaces de Trump à l'encontre des républicains ont rendu le Congrès relativement impuissant, du moins jusqu'à présent. Deux questions fiscales imminentes - la date limite du 14 mars 2025 pour le financement du gouvernement et le vote sur le relèvement du plafond de la dette - pourraient donner aux démocrates minoritaires l'occasion d'exiger des concessions ou de revenir sur certaines des mesures prises par M. Trump. Mais le nouveau régime est également confronté à des vulnérabilités plus systémiques.

La plus grande d'entre elles découle simplement de la nature de l'époque dans laquelle nous vivons : la civilisation est en train de dépasser les limites écologiques et un bilan s'annonce. Ce bilan - qui prendra une multitude de formes, du climat chaotique aux flux croissants de réfugiés en passant par l'augmentation des coûts d'extraction des ressources - est déjà à nos portes. Il est juste de considérer Trump comme un moteur de la crise environnementale, compte tenu de son attitude à l'égard du changement climatique. Mais il peut aussi en être un symptôme, puisque l'effondrement écologique finit par provoquer un effondrement politique et économique, et que l'incertitude économique a contribué à attirer les électeurs vers Trump - un « homme fort » classique, tel que les gens en ont adopté en temps de crise tout au long de l'histoire.

L'effondrement des systèmes de survie de la planète et les dommages qui en découlent pour les populations humaines et les institutions qui en dépendent seront difficiles à contrôler, même pour les personnes disposant d'un pouvoir social incontrôlé. L'effritement écosocial pourrait, d'une certaine manière, être à l'avantage de Trump : il pourrait simplement blâmer les autres pour la hausse des prix, les pandémies, les troubles sociaux ou les catastrophes météorologiques. Toutefois, comme l'a montré Peter Turchin, il existe historiquement une corrélation évidente entre l'augmentation des niveaux de misère au sein de la population et le déclin du soutien aux gouvernements - et cela est vrai pour les autocraties comme pour les démocraties.

L'aggravation des difficultés économiques peut provenir de nombreuses sources : manque de travailleurs agricoles en raison des déportations, éclatement d'une bulle financière liée aux crypto-monnaies ou à l'IA, ou encore flambée des prix et pénurie de marchandises en raison des droits de douane. Lorsque les difficultés apparaissent, alors, même si les masses se voient refuser des élections significatives, un mécontentement généralisé pourrait finir par ébranler même un régime suprêmement puissant.

La technologie est un autre talon d'Achille potentiel du régime. Si l'IA, les médias sociaux et les crypto-monnaies peuvent donner du pouvoir à Trump-Musk aujourd'hui, ces nouvelles technologies sont intrinsèquement difficiles à contrôler. Des drones bon marché et facilement disponibles, par exemple, pourraient faciliter la surveillance de la population par son gouvernement, mais ils pourraient être utilisés tout aussi facilement par des groupes antigouvernementaux à des fins diverses et cruciales. L'IA et la cryptographie pourraient enrichir Trump, Musk et leurs acolytes, mais elles pourraient aussi faire s'effondrer l'économie. Notre monde complexe devient tout simplement plus difficile à gérer.

Les régimes autoritaires sont souvent vulnérables à la dynamique de pouvoir de leurs cercles internes. Trump a fait preuve d'une grande confiance en Elon Musk, mais l'ambition débridée de ce dernier et son accès extraordinaire à des données gouvernementales sensibles pourraient faire en sorte que la lune de miel se termine par un divorce amer. Plus généralement, les coalitions de partisans de Trump (y compris les suprémacistes blancs, les anti-vaxxistes, les nationalistes chrétiens, les théoriciens du Q-anon, les hommes patriarcaux, les magnats de la technologie qui détestent la réglementation, les investisseurs en cryptomonnaies et les xénophobes anti-immigrés)

ont des intérêts qui ont temporairement convergé vers un seul leader, mais qui pourraient diverger à l'avenir en fonction de l'évolution de la situation.

L'Amérique est toujours profondément divisée, et le groupe d'élites que Trump a déplacé n'a pas disparu. Si les démocrates et leurs alliés sont actuellement dans un état de désarroi et de confusion, ils pourraient finir par trouver des moyens efficaces, sinon de s'emparer du pouvoir, du moins de semer un plus grand mécontentement au sein de la population. En outre, les divergences politiques régionales pourraient vraisemblablement déboucher sur un éclatement de la nation.

La vulnérabilité la plus prosaïque et la plus décisive du régime est peut-être tout simplement que Trump mourra un jour, comme tout le monde. Bien qu'il soit entouré de nombreuses personnes assoiffées de pouvoir, il n'est pas certain que l'une d'entre elles ait la même capacité à s'adresser aux préjugés et aux rancœurs des masses. Alors que certaines dictatures, comme la Chine communiste, ont réussi à transférer pacifiquement le pouvoir d'une génération à l'autre, le caractère unique des talents de Trump pourrait s'avérer un handicap fatal pour son régime.

Survivre à l'autocratie

Nombreux sont ceux qui réagiront au changement radical de gouvernance aux États-Unis en s'alignant sur le nouveau régime afin de simplement s'en sortir. Faire des vagues pourrait mettre en danger des membres de la famille ou des emplois. Pour beaucoup, il est donc préférable de se taire et d'espérer que tout ira pour le mieux. Gardez la tête baissée et vos pensées pour vous. Il s'agit d'une réaction habituelle à toutes les prises de pouvoir autoritaires, mais elle aboutit rarement, voire jamais, à une fin heureuse.

Néanmoins, chaque personne doit s'engager dans une évaluation personnelle des options qui s'offrent à elle. Où puis-je encore agir ? Quelles sont mes principales priorités ? De nombreuses personnes sont susceptibles de constater que la plupart des possibilités de promouvoir des valeurs égalitaires et de compassion, et de renforcer la résilience et la durabilité, se trouvent au sein de leur localité ou de leur région. Les leaders et les militants de la durabilité estiment que la relocalisation est à la fois souhaitable et inévitable à mesure que l'humanité subit la descente énergétique. Alors que la relocalisation pourrait simplement aboutir à des autocraties plus petites, elle ouvre également la voie à la démocratie directe, qui est enracinée dans le passé évolutif de l'humanité. Certaines des politiques économiques de Trump, notamment les droits de douane, pourraient en fait stimuler la relocalisation en tant qu'effet secondaire involontaire. À défaut d'autre chose, la résolution des problèmes au niveau local peut servir d'antidote au stress collectif. Même si la prochaine élection présidentielle est détournée (à ce stade, nous ne pouvons que spéculer sur le fait de savoir si, comment et dans quelle mesure elle le sera), les élections locales aux États-Unis restent importantes, et votre participation compte. Ne reculez pas, faites un pas en avant.

Les valeurs et les attentes démocratiques de la nation sont encore profondément ancrées dans ses traditions et sa culture. Lorsque les menaces que l'administration actuelle fait peser sur ces valeurs et ces attentes apparaîtront enfin clairement aux yeux d'une majorité d'Américains, dont beaucoup ont largement renoncé à la sensibilisation et à l'action politiques, une réaction brutale se produira. Il est impossible de prédire ce qui se passera alors.

Quoi qu'il en soit, les États-Unis ne seront plus jamais ce qu'ils étaient avant le 20 janvier 2025. Humpty Dumpty est fissuré, et tous les chevaux de l'autocrate et tous les hommes de l'autocrate ne le recolleront pas. Alors que les États-Unis ont cherché pendant des décennies à être un phare de la démocratie et à expier certaines de leurs inégalités et de leurs actes monstrueux (génocide, esclavage et impérialisme) en promouvant une plus grande inclusivité, ils étaient aussi un empire mondial qui imposait un transfert continu de richesses des pauvres vers les riches et qui présidait à un pillage accéléré de la nature. Initialement, le changement actuel de gouvernance promet encore plus d'inégalités, encore moins d'inclusion et encore plus de rapacité. Ce qui finira par remplacer le régime actuel - par la tyrannie, la révolution, la sécession ou l'effondrement - sera probablement quelque chose de plus instable, de plus colérique, de plus vengeur et de plus dangereux que les États-Unis dont nous nous souvenons.

C'est un triste constat. Néanmoins, nous sommes là. Prenez soin de vous et soyez bons avec les personnes qui vous entourent. Si vous avez trouvé quelque chose de fascinant et d'inspirant dans les États-Unis tels qu'ils étaient ou cherchaient à être, gardez cette qualité vivante dans votre foyer, dans vos relations avec les autres et dans votre communauté.

▲RETOUR▲

. Le nouveau monde. Le « virage » radical de l'administration Trump.

Par Quark 27 février 2025

Nous assistons en direct à un changement spectaculaire dans le monde des ressources et, par conséquent, à un changement profond de la politique économique mondiale.

Le mois dernier, nous avons assisté à un changement radical dans l'approche de l'administration américaine en matière de conclusion d'accords.

Je vais en souligner les principaux points, mais seulement de manière superficielle.

1) Des accords économiques sur les ressources.

L'exemple de la négociation rapide entre les États-Unis et l'Ukraine semble être le modèle à suivre.

Les États-Unis vont conclure un accord avec l'Ukraine, créant un fonds souverain pour gérer les nouvelles ressources de l'Ukraine.

https://www.eleconomista.es/economia/noticias/13240801/02/25/la-letra-pequena-del-acuerdo-de-tierras-raras-entre-ucrania-y-eeuu-washington-gestionara-la-economia-del-pais.html

L'accord entre l'Ukraine et les États-Unis a fait l'objet d'une fuite et devrait être paraphé à Washington vendredi prochain par Zelensky, malgré le fait que Donald Trump l'ait discrédité en le qualifiant de « *dictateur* ». L'accord contient des petits caractères qui stipulent que les États-Unis géreront une partie de l'économie ukrainienne, consacrant le contrôle des découvertes de terres rares qui pourraient apparaître sur le territoire ukrainien. Tout cela

se passe alors que l'UE attend de voir ce qu'il adviendra des négociations, le président américain ayant laissé Bruxelles de côté pour l'instant.

Ainsi, selon le document, les deux nations créeront un fonds souverain, Washington détenant le pourcentage maximal du capital social et des intérêts financiers du fonds. Dans ce cas, l'Ukraine devra verser au fonds 50 % de tous les revenus provenant de la monétisation « future » de ses ressources naturelles détenues par le gouvernement.

Ces ressources comprennent les minéraux, les hydrocarbures, le pétrole, le gaz naturel et d'autres matières extractibles. Le fonds gérera également les infrastructures liées à ces actifs « *telles que le gaz naturel liquéfié et les infrastructures portuaires* ».

Toutefois, la clause stipule que le fonds n'inclura pas « *les sources actuelles de revenus qui font déjà partie des recettes du budget général de l'Ukraine* ».

Cela signifie qu'après la signature de cet accord, les États-Unis géreront l'extraction de nouvelles découvertes de toutes ressources naturelles sur le sol ukrainien et la rentabilité qui en découle.

Ce ne sont donc pas seulement les terres rares qui seront gérées par les États-Unis, mais toutes les ressources qui seront découvertes à partir de maintenant.

Ce système semble être breveté pour le reste des pays où Trump veut négocier. La recherche désespérée de ressources préside à la nouvelle normalité (une fois prouvée la rareté occidentale des métaux-minéraux), mais pour l'instant, l'Europe, le Japon et la Corée du Sud ont été écartés de cette négociation.

L'Amérique latine, l'Afrique et probablement la Russie attendent, sans exclure le Groenland et le Canada.

2) Nouvelle vision au Moyen-Orient.

Deuxièmement, la politique attend son tour au Moyen-Orient.

Il faudra d'abord attendre la résolution de la crise des Israéliens enlevés, puis le plan d'expulsion de la population palestinienne de Gaza et probablement de la Cisjordanie risque de se poursuivre.

Les ambitions de Donald Trump de créer un centre de villégiature de luxe à Gaza ont été capturées dans une vidéo conçue par une IA.

Donald Trump a partagé une vidéo générée par une IA montrant la bande de Gaza transformée en un immense centre de villégiature semblable à d'autres villes riches de la région, à la suite d'une réalisation hypothétique des plans du président visant à prendre le contrôle de l'enclave palestinienne et à la transformer en « Riviera du Moyen-Orient ». Qu'est-ce que ce matériel révèle ?

Je ne sais pas quand nous avons perdu notre part d'humanité et face à des provocations de ce genre, il n'y a même pas une petite mobilisation citoyenne pour s'opposer à ces projets.

Ensuite, nous assisterons probablement à des bombardements des installations nucléaires iraniennes, selon le plan israélien élaboré il y a quelque temps, avec pour objectif secondaire d'éliminer le gouvernement actuel de l'Iran. Les pays sunnites de la région, comme l'Arabie Saoudite, se frottent les mains à l'idée de réduire la puissance iranienne, dont les ramifications ont été un casse-tête pour les monarchies du Golfe.

Ce plan n'est pas non plus sans conséquences. La réduction de la puissance iranienne aura un coût pour les producteurs de pétrole, et il est probable que nous assistions à des accords pétroliers dans les pays concernés.

3) Changement politique en ce qui concerne la Russie

Un autre revirement s'est produit dans les négociations sur la guerre en Ukraine.

Les États-Unis ont voté à l'ONU pour la première fois en faveur des thèses russes.

Entre-temps, des négociations entre les États-Unis et la Russie sont en cours et n'excluent pas non seulement la levée rapide des sanctions contre la Russie, mais aussi un accord-cadre comprenant des échanges de ressources en échange d'infrastructures commerciales, ce qui permettrait à la Russie d'améliorer l'extraction de matériaux sur son sol.

La politique américaine a bouclé la boucle et mis en évidence l'absence d'intelligence dans les projets d'avenir de l'Europe. La politique de l'OTAN s'est effondrée et, sans le soutien des États-Unis, l'Europe devra investir dans la modernisation de sa défense à un moment où la dette est déjà insoutenable et où l'augmentation des niveaux d'endettement pourrait déstabiliser les marchés financiers.

4) Le virage américain dans la transition énergétique.

La prédilection de Trump pour le pétrole et le gaz, plutôt que de soutenir une transition vers l'électrification, est bien connue. Il prend donc une série de mesures pour éliminer les subventions à la transition, comme les restrictions sur le secteur éolien.

L'Europe est restée seule à investir dans la transition énergétique en réponse au changement climatique, car la Russie, les États-Unis et la Chine investissent dans tous les types de sources d'énergie, et pas seulement dans les énergies propres. Cet effort d'investissement (rappelons que nous n'avons pas de ressources fossiles comme le gaz ou le pétrole en Europe) pour remplacer toutes les sources fossiles, ajouté à la part consacrée à l'amélioration des armées européennes et à la nécessité de regagner du terrain dans le secteur technologique, nous place dans une situation de désavantage insurmontable (en raison du surendettement) à moyen terme.

5) Rapatriement de l'industrie américaine, en profitant des bas prix de l'énergie. Imposition de tarifs douaniers.

Un autre point important de la nouvelle politique américaine est l'imposition généralisée de droits de douane sur les produits importés, qui a le double potentiel d'augmenter l'inflation et de réduire le commerce mondial, avec les implications économiques qui en découlent. L'idée est d'encourager le rapatriement de l'industrie américaine, par tous les moyens.

Pendant ce temps, la consommation d'électricité monte en flèche aux États-Unis, avec beaucoup de gaz et de pétrole bon marché disponibles, plutôt que du gaz cher que l'Europe doit importer des États-Unis, après avoir dédaigné le gaz russe, qui va maintenant conclure des accords avec les États-Unis.

Il s'agit d'une « vieille » nouvelle, mais elle est représentative des dommages que les coûts élevés de l'énergie causent à l'industrie européenne.

https://www.elmundo.es/economia/2023/05/23/646c9ec0fc6c83ed4f8b458b.html

57 % des grandes entreprises européennes sont prêtes à transférer leurs investissements aux États-Unis : « *La compétitivité de l'UE est menacée* ».

6) Perte d'influence de l'Europe dans le reste du monde.

Le virage négociateur de Trump a changé le monde en quelques mois et l'Europe n'a pas encore réagi. Le désespoir de l'Europe est évident, quand en plus, la France a été dépouillée de son influence en Afrique subsaharienne.

Les négociations américano-russes sur l'Ukraine sans l'Europe sont un autre reflet de la perte totale d'influence de l'Europe dans les affaires du monde.

Une Europe sans ressources n'a plus que le « *droit de se plaindre* », la bureaucratie et la surréglementation étant des obstacles insurmontables. Il est fort possible que si nous ne réagissons pas rapidement, la désintégration de l'Union européenne soit la première conséquence sérieuse du changement de la politique mondiale.

7) Des solutions « différentes » au problème de la dette. L'or.

Au milieu de ce virage copernicien, le problème de la dette insoutenable est plus présent que jamais. **Ray Dalio** avertit le gouvernement américain : « *Si nous ne réduisons pas le déficit, nous aurons l'équivalent d'une crise cardiaque, d'une crise du marché obligataire* ».

Les droits de douane en tant que mesure d'augmentation des recettes, la réduction des dépenses inutiles de l'administration américaine par la suppression massive des subventions de toutes sortes et la réévaluation des actifs tels que les avoirs en or font partie de cette stratégie prévisible. Les baisses d'impôts annoncées iraient dans le sens inverse, c'est pourquoi Trump continue de croire qu'il n'y aura pas de problème à moyen terme, s'appuyant sur l'imprimante de la Fed et la domination du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale.

Il y a quelque temps, ce graphique caricatural a attiré l'attention sur la politique aurifère américano-chinoise. Alors que la Chine augmentait ses achats, les États-Unis minimisaient leur importance.

Il est fort possible qu'avec l'administration Trump, les choses aient changé et que l'or soit un facteur important à prendre en compte pour stabiliser le système.

8) Limiter la transparence du système financier

L'inflation continue d'augmenter peu à peu dans le monde, ce qui entrave la stabilité du secteur financier et accumule les problèmes dans les portefeuilles des institutions financières (chargés de dettes à taux zéro),

empêchant de nouvelles réductions des taux d'intérêt. Le problème est tel que l'autorité compétente commence à éliminer la transparence dans les avertissements des entités en danger.

La Banque d'Angleterre a commencé cet « *obscurcissement* » en décembre 2024, en refusant de fournir les noms des banques de l'ombre qui utilisaient un nouvel outil pour faciliter la stabilité financière (c'est-à-dire pour se sauver d'une faillite certaine ou, en tout cas, de graves problèmes de solvabilité).

Aujourd'hui, en février 2025, c'est la FDIC américaine elle-même qui applique des mesures de « protection » similaires.

https://wolfstreet.com/2025/02/26/fdic-ends-disclosing-total-assets-of-banks-on-problem-bank-list-as-disclosure-might-suddenly-trigger-a-disorderly-run/

> *« Le président par intérim du conseil d'administration de la FDIC, Travis Hill, qui a prêté serment en tant que vice-président de la FDIC le 5 janvier, a publié aujourd'hui une déclaration, accompagnée de documents tirés du rapport trimestriel de la FDIC sur les banques assurées par la FDIC, indiquant que la FDIC ne divulguera plus le total des actifs figurant sur sa « liste des banques en difficulté » à compter d'aujourd'hui. »*

Cette mesure est importante car elle empêche de connaître les problèmes de chaque entité et évite donc le risque de « *retirer de l'argent* » **[bank run]** de l'entité touchée. D'une part, la contagion et les ruées sur les banques sont éliminées, mais d'autre part, les investisseurs perdent le peu d'informations dont ils disposaient pour déplacer leurs investissements vers des lieux plus sûrs.

Cette opacité n'est pas de bon augure, à l'heure où des pertes latentes apparaissent dans les portefeuilles de la moitié du monde, et où une bulle sur tous les marchés pourrait précipiter une chute vertigineuse de la valeur des actifs.

Nous nous trouvons à un carrefour très dangereux, avec un changement de politique aux États-Unis qui ne manquera pas de provoquer d'énormes bouleversements sur les marchés.

Conclusion

L'entrée dans le nouveau monde n'est pas le fruit du hasard. **La perspective d'une pénurie de nombreuses ressources, associée à un endettement massif, précipitera les événements vers la fin de la décennie** et nous devons nous préparer à temps pour le « nouveau monde », où la survie revêt une importance particulière, plutôt que la croissance économique qui a guidé nos chemins jusqu'à présent.

S'il reste une équipe analytique efficace au sein du « *leadership* » européen, elle devrait se rendre compte que Trump a favorisé avant tout l'obtention de toutes sortes de ressources n'importe où dans le monde. Il a même déclaré qu'il irait jusqu'à utiliser la force s'il jugeait indispensable de s'emparer de ces ressources. Si le pétrole était aussi abondant que l'AIE nous le dit, il n'y aurait aucun sens à faire la guerre pour quelque chose que nous avons en abondance et dont la demande va être en chute libre.

En fin de compte, la « ***Grande Réinitialisation*** » aura lieu, mais dans un format légèrement différent de celui proposé par l'« *État profond* ». Dans ce nouveau contexte, l'Europe est passée du statut de « *chasseur* » à celui de « *proie* ». Et j'ai le regret de dire, en tant qu'Européen, que nous n'avons pas été à la hauteur des attentes de la société dans son ensemble, sans faire de distinction entre les politiciens (néfastes). Il n'y a plus de « *bons et de méchants* », il n'y a que des « *intelligents ou des idiots* » et en Europe, nous nous sommes retrouvés avec les « *idiots* ». Maintenant, les courses désespérées pour « *sauver les meubles* » vont commencer, en faisant appel une fois de plus à l'endettement, à un moment où les marchés doutent du recours infini à la planche à billets.

Ce qui n'est plus « *passable* », c'est que pour l'Europe, la Russie est le diable en personne et que pour nous « *protéger* », nous devons augmenter les dépenses d'armement, alors que selon les États-Unis, la Russie est un partenaire fiable pour faire des affaires et pour réduire les armements nucléaires.

Je ne sais pas comment ils sont arrivés « *volontairement* » à cette contradiction, mais je sais qui paie le prix (l'Europe) de tous ces changements.

▲RETOUR▲

.Trump, l'inévitable

Si quelque chose est inévitable, cela doit arriver.

Ugo Bardi 02 mars 2025

Il ressemble à un empereur, parle comme un empereur, agit comme un empereur. Peut-être est-il un empereur ?

Jules César, le premier dirigeant de l'Empire romain, est l'une des figures les plus connues de l'histoire ancienne, à tel point qu'il existe un terme appelé « césarisme » pour désigner les dirigeants modernes qui suivent son exemple. Notre calendrier comporte toujours un mois appelé « juillet » en son honneur. Et jusqu'à il y a environ un siècle, nous avions encore des dirigeants de pays dont le titre faisait référence au règne de Jules César à Rome : le Kaiser en Allemagne et le Czar en Russie.

En effet, César était un général accompli qui a ajouté de vastes étendues de terre à l'État romain et a vaincu ses ennemis au combat **[enfin pas lui, mais les pauvres types qui tenaient les épées]**. Il a réformé le calendrier en tant que dirigeant et était également un auteur et un historien accompli. Mais il y avait d'autres grands généraux à Rome à son époque. En outre, César n'a jamais porté le titre officiel d'« *empereur* » au sens d'un monarque héréditaire et, en tout état de cause, son règne n'a duré que cinq ans avant qu'il ne soit assassiné. Qu'est-ce qui l'a rendu si immensément populaire pendant plus de deux millénaires ?

C'est simple : il était la bonne personne au bon moment. **César était incontournable.**

À l'époque de Jules César, les ressources qui avaient donné naissance à l'État romain, principalement les mines d'or d'Espagne, commençaient à montrer des signes d'épuisement. Dans le même temps, les ennemis « faciles », proches et peu puissants, ont déjà été pillés. Il ne restait plus qu'à conquérir des régions éloignées qui ne pouvaient pas rapporter autant de butin qu'auparavant. Le rendement économique de la conquête (on pourrait l'appeler l'« EROI » de la guerre) était en baisse. L'État romain était un exemple classique de ce que **Joseph Tainter** appellerait le « ***rendement décroissant de la complexité*** ». Il était devenu trop grand.

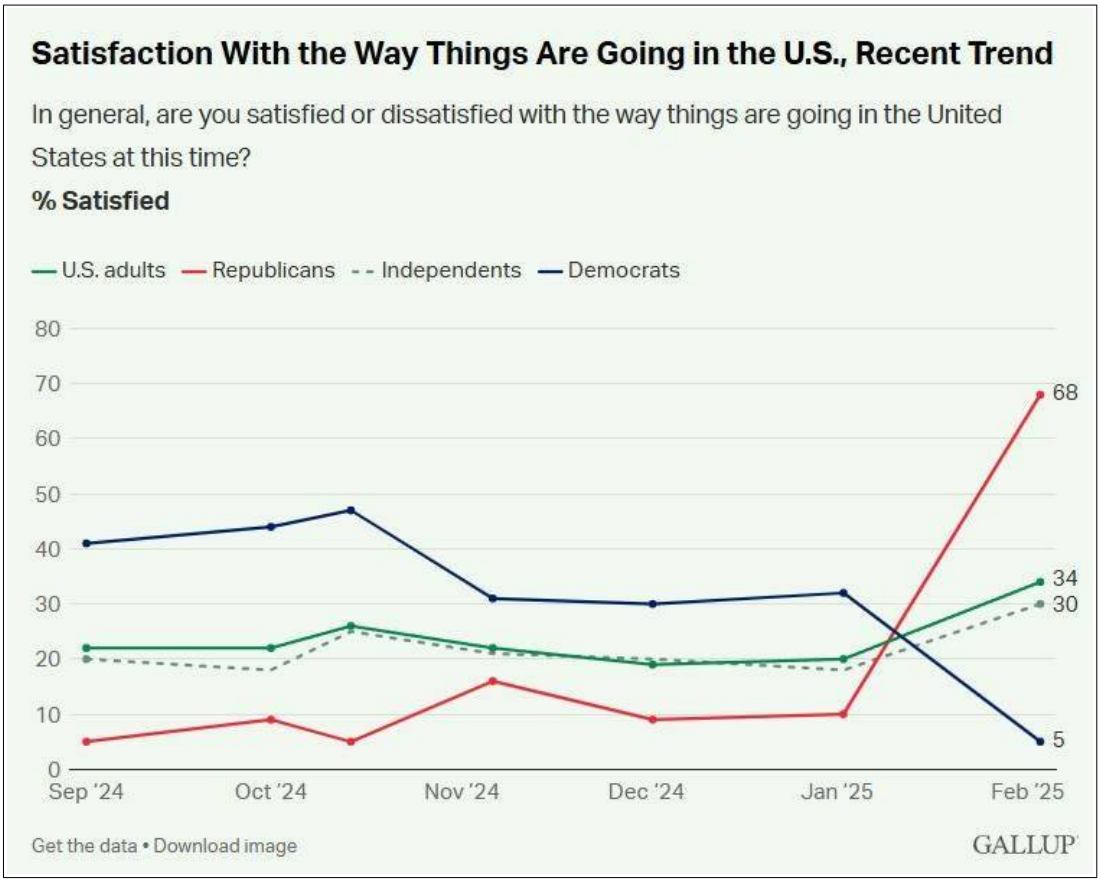
C'est alors qu'un mécanisme pervers a commencé à se mettre en place. Pour un général romain, il était plus facile de s'enrichir en pillant l'État que de s'engager dans des campagnes militaires incertaines dans des régions éloignées. Cela signifie une chose : la corruption. Elle sévit partout et les armées romaines se battent plus souvent entre elles que contre des ennemis extérieurs. Le roi de Numidie, Jugurtha, éloignait les légions romaines non pas en les combattant, mais en corrompant les officiers et les sénateurs romains. On se souvient de lui pour avoir dit que Rome était « *une ville à vendre et vouée à une destruction rapide, si elle trouvait un acheteur* » (comme le rapporte Sallustius).

Une entité que nous appellerions aujourd'hui « ***l'État profond*** » était en train de dévorer la République de l'intérieur. Soit les Romains trouvaient un moyen de mettre fin à la corruption, soit ils étaient condamnés, comme l'a dit Jugurtha. La seule solution qu'ils ont trouvée était une figure dirigeante qui ne pouvait pas être corrompue puisqu'elle avait déjà tout ce qu'elle voulait : un empereur. César a été tué avant d'avoir pu avoir un impact. Mais il avait montré la voie.

L'idée d'un empereur est une application pratique du vieux dicton selon lequel ***il faut un voleur pour attraper un voleur***. Au début, César n'était qu'un des nombreux chefs de guerre qui se disputaient le pouvoir à Rome. Mais une fois devenu empereur, il avait tout intérêt à éliminer la concurrence. Plus tard, son successeur Octavien a poursuivi cette politique et établi un système de gouvernement qui allait durer quatre siècles. La règle était qu'***un chef de guerre est la meilleure arme que nous ayons contre les chefs de guerre.***

Aujourd'hui, il y a des similitudes évidentes avec ce que fait Donald Trump. L'État américain est entre les mains d'oligarques et de seigneurs de la guerre - l'État profond - qui le saignent presque à blanc. Ils contrôlent les médias et peuvent facilement influencer le public, de sorte qu'ils ne peuvent pas être combattus par la démocratie. Les gens semblent donc comprendre que seule une personne capable de concentrer le pouvoir entre ses mains peut les arrêter. Trump fait clairement ce qu'on attend de lui. Sa récente prise de bec avec Volodymyr Zelensky montre qu'il n'a aucun scrupule à montrer publiquement qu'il détient le pouvoir et qu'il peut l'exercer. Cela semble fonctionner en termes de popularité auprès du public américain.

Peut être l'image d'un texte qui dit 'Satisfaction With the Way Things Are Going in the U.S., Recent Trend En général, êtes-vous satisfait ou insatisfait de la façon dont les choses se passent actuellement aux États-Unis ? % de satisfaction - Adultes américains Républicains 80 Indépendants 70 -Démocrates 60 50 40 68 30 20 10 34 30 0 Sep '24 Oct '24 Obtenir les données Télécharger l'image Nov'24 Nov 24 Dec Dec '24 '24 5 Jan 25 Feb '25 Feb 25



L'histoire se répète, certes, mais à notre époque, elle va vite. La phase de déclin de l'Empire romain a duré quatre cents ans. Celle de l'empire américain risque de durer beaucoup moins longtemps sous les effets conjugués du réchauffement climatique, de l'épuisement des ressources et de la pollution chimique.

Mais, pour l'heure, le règne de Trump est-il une bonne chose ? Ce n'est pas la bonne question : l'histoire ne connaît pas de bonnes ou de mauvaises choses. L'histoire se contente d'avancer, écrasant tous ceux qui ne respectent pas ses règles. À ce stade de l'histoire, Trump était inévitable.

Peut-être qu'à l'avenir, quelqu'un prendra le terme « Trump » comme titre pour définir son règne impérial. Ou peut-être que « *The Donald* » deviendra un titre impérial convoité (il sonne bien). Ou peut-être Trump échouera-t-il si gravement que son nom sera relégué dans la poubelle des mauvais dirigeants de l'histoire. Comme toujours, l'avenir est un jardin aux chemins tortueux.

▲RETOUR▲

.Le piégeage des cochons sauvages

par Jeff Thomas 4 mars 2025

La plupart d'entre nous aimeraient penser qu'ils sont plus intelligents que les cochons, mais est-ce le cas ? Voyons cela de plus près.

Les cochons sont des mammifères plutôt intelligents, et les cochons sauvages qui vivent dans les forêts sont connus pour être particulièrement rusés.

Il existe cependant une méthode traditionnelle pour les piéger.

Tout d'abord, trouvez une petite clairière dans la forêt et déposez du maïs sur le sol.

Après votre départ, les cochons le trouveront. Ils reviendront également le lendemain pour voir s'il y en a encore.

Remplacez le maïs tous les jours. Une fois qu'ils sont devenus dépendants de la nourriture gratuite, érigez une section de clôture sur un côté de la clairière. Lorsqu'ils se seront habitués à la clôture, ils recommenceront à manger le maïs. Ensuite, vous érigez un autre côté de la clôture.

Continuez ainsi jusqu'à ce que les quatre côtés de la clôture soient érigés, avec une porte sur le dernier côté.

Lorsque les porcs entrent dans l'enclos pour se nourrir, vous fermez la porte.

Au début, les cochons courent dans tous les sens pour essayer de s'échapper. Mais si vous ajoutez du maïs, ils finiront par se calmer et se remettront à manger.

Vous pouvez alors sourire au troupeau de cochons que vous avez capturé et vous dire que c'est pour cela que les humains sont plus intelligents que les cochons.

Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas.

En fait, la description ci-dessus est l'essence même du piège du collectivisme.

Le collectivisme commence lorsqu'un gouvernement commence à offrir des choses gratuites à la population. Au début, il s'agit de quelque chose de simple comme l'éducation gratuite ou des bons d'alimentation pour les pauvres.

Mais rapidement, les dirigeants politiques parlent de plus en plus de « ***droits*** » - un concept merveilleux qui, par son nom même, suggère qu'il s'agit de quelque chose qui vous est dû, et que si les autres politiciens ne soutiennent pas cette idée, ils vous privent de vos droits.

Une fois que l'idée de la gratuité est devenue la norme et, plus important encore, lorsque la population en est venue à en dépendre comme d'une partie importante de son « *régime alimentaire* », davantage de choses gratuites sont offertes.

Peu importe que les nouveaux droits soient l'aide sociale, les soins de santé, l'université gratuite ou un salaire de base garanti. Ce qui importe, c'est que le troupeau en vienne à dépendre de ces droits.

Il est alors temps d'ériger la clôture.

Naturellement, pour augmenter le volume de ce qui est gratuit, il faudra augmenter les impôts. Et bien sûr, certains droits devront être sacrifiés.

Et comme pour les cochons, il suffit d'augmenter progressivement le nombre de clôtures pour que l'homme s'y plie. Les gens se concentrent davantage sur le maïs que sur la clôture.

Une fois qu'ils sont substantiellement dépendants, il est temps de fermer la barrière.

Dans le cas du collectivisme, cela se traduit par l'entrée en vigueur de nouvelles restrictions qui limitent les libertés.

On peut vous dire que vous ne pouvez pas vous expatrier sans payer une forte pénalité. On peut vous dire que **vos dépôts bancaires peuvent être confisqués en cas d'urgence.** On peut même vous dire que le gouvernement a le droit de vous priver de la liberté de vous rassembler, ou même d'aller travailler, pour n'importe quelle raison inventée de toutes pièces.

Et bien sûr, c'est à ce moment-là que les cochons courent dans tous les sens, espérant échapper aux nouvelles restrictions. Mais d'autres droits sont offerts et, en fin de compte, les droits sont acceptés comme ayant plus de valeur que la liberté d'autodétermination.

Même à ce stade, la plupart des gens resteront dociles. Mais il y a une dernière étape : La ration de maïs est « *temporairement* » réduite en raison de problèmes budgétaires. Puis elle est à nouveau réduite... et encore.

Les libertés disparaissent pour de bon et les droits sont lentement supprimés. C'est ainsi qu'il est possible de partir d'un pays très prospère, comme l'Argentine, le Venezuela ou les États-Unis, et de le transformer en un État collectiviste appauvri. Il s'agit d'un processus graduel et le schéma est toujours le même. Il réussit parce que la nature humaine reste la même.

Le collectivisme finit par se dégrader en une pauvreté uniforme pour 95 % de la population, avec une petite élite qui vit comme des rois.

Après la Seconde Guerre mondiale, le monde occidental était en plein essor. La prospérité et les opportunités étaient immenses pour tout le monde. Le système n'était pas totalement libre, mais suffisamment pour que toute personne désireuse de travailler dur et d'assumer ses responsabilités ait la possibilité de prospérer.

Mais très tôt, dans les années 1960, la « Great Society » est devenue le synonyme des largesses du gouvernement pour tous ceux qui étaient dans le besoin - des choses gratuites pour ceux qui étaient désavantagés d'une manière ou d'une autre.

La plupart des Américains, qui jouissaient alors d'une grande prospérité, n'étaient que trop heureux de partager avec les moins fortunés. Malheureusement, ils se sont fait piéger par l'idée que, plutôt que de donner volontairement sur une base individuelle, ils confieraient à leur gouvernement le soin de distribuer les largesses et de les payer par le biais de l'impôt. Grave erreur.

À partir de ce moment-là, il a suffi de redéfinir sans cesse les personnes défavorisées et d'offrir encore plus de choses gratuites.

Peu de gens étaient conscients que les premiers tronçons de clôture étaient en train d'être érigés.

Mais aujourd'hui, il est peut-être plus facile de comprendre que la clôture est achevée et que la porte se referme. Il est peut-être encore possible de sortir précipitamment, mais très peu de gens se précipiteront vers la porte. Après tout, s'expatrier dans un autre pays signifierait quitter tout ce qui est gratuit, toute cette sécurité.

À ce stade, l'idée de chercher de la nourriture dans la forêt semble douteuse. Ceux qui ont oublié comment compter sur eux-mêmes craindront, à juste titre, de s'en aller. Ils devront non seulement changer leurs habitudes de dépendance, mais aussi penser par eux-mêmes à l'avenir.

Mais ne vous y trompez pas : ce à quoi nous assistons aujourd'hui dans ce qui était autrefois le monde libre est une transition vers le collectivisme. Il s'agira d'une combinaison de corporatisme et de socialisme, avec des restes de capitalisme. Globalement, il s'agira d'un collectivisme.

La porte se referme et, comme nous l'avons dit plus haut, certains membres du troupeau vont faire des histoires en regardant la porte se refermer. Il y aura de la confusion et des troubles civils, mais en fin de compte, la grande majorité s'installera à nouveau dans son maïs.

Seuls quelques-uns auront la perspicacité et la témérité nécessaires pour se précipiter vers la porte qui se referme.

C'était vrai en Argentine lorsque le gouvernement était encore généreux, et c'était vrai au Venezuela lorsque les droits étaient à leur apogée. C'est maintenant le cas aux États-Unis, alors que s'amorce la transition finale vers le collectivisme.

Plutôt que de se précipiter vers la porte, la grande majorité des gens regarderont leur nourriture en se disant : « *C'est toujours le meilleur pays du monde* », et continueront à manger du maïs.

▲ RETOUR ▲

.Quoi qu'en pense Elon Musk, le gouvernement ne peut et ne doit pas être géré comme une entreprise.

Kurt Cobb Dimanche 02 mars 2025

Le président Donald Trump a délégué au milliardaire **non élu Elon Musk** un soi-disant effort d'« *efficacité* » du gouvernement américain actuellement en cours. La question de savoir si Musk a le pouvoir de faire ce qu'il fait est devenue une question pour les tribunaux fédéraux (par exemple, voir ici et ici). Dans cet article, je souhaite examiner l'hypothèse sous-jacente à l'approche de Musk et voir si elle a du sens, à savoir si le gouvernement doit être géré comme une entreprise. Alerte au spoiler : ce n'est pas le cas et ce n'est pas possible.

En effet, il existe d'importantes différences entre les objectifs d'un gouvernement et ceux d'une entreprise, qui expliquent pourquoi l'imposition stricte d'une gestion de type commercial au gouvernement ne fonctionnera pas. Tout d'abord, les chefs d'entreprise sont autorisés à faire librement deux choix importants : 1) les produits ou services à vendre et 2) les clients à cibler pour ces produits et/ou services.

Les pouvoirs publics, en revanche, ne peuvent choisir ni l'un ni l'autre. Le gouvernement doit servir tous les résidents d'une juridiction, qu'il s'agisse d'une ville, d'un État ou d'un pays, et leur fournir les biens et les services déterminés par les représentants élus mis en place par les électeurs de cette juridiction. (Je suppose qu'il s'agit d'une forme de gouvernement démocratique. Mais même dans les régimes autocratiques, personne ne peut déterminer quels biens et services sont nécessaires à chaque localité et d'autres personnes, nommées ou élues, aident à prendre et à mettre en œuvre ces décisions).

Dire que vous voulez que le gouvernement fonctionne comme une entreprise revient à dire que le gouvernement peut ignorer les directives des organes élus qui le supervisent et cibler des segments étroits de la population pour divers services, en ne fournissant que ceux qui rapportent un « profit » grâce aux redevances perçues auprès des personnes desservies.

(Je vous invite à réfléchir à votre propre expérience avec les entreprises, en particulier les grandes entreprises qui ont fourni un service médiocre et/ou des produits de mauvaise qualité, afin de vous rappeler que les entreprises nous déçoivent souvent et nous trompent parfois - c'est alors que nous voulons que le gouvernement nous protège et nous aide. Il est également judicieux de se rappeler que les bureaucraties des entreprises peuvent être aussi

frustrantes que celles des gouvernements. Je pense ici aux assureurs de santé, en particulier à ceux qui tentent de se soustraire à la prise en charge des soins de santé qu'ils ont promis de payer).

Il est bien sûr rationnel pour les chefs d'entreprise de choisir de ne vendre que les produits et/ou services pour lesquels leurs clients paieront des prix permettant de dégager un bénéfice. Sans profit, les entreprises finissent par échouer.

Les pouvoirs publics, en revanche, fournissent des biens et des services déterminés par des représentants élus. Il n'est pas surprenant que ce type de prise de décision soit probablement « inefficace » par rapport aux décisions prises par une seule personne dotée de pouvoirs étendus et dictatoriaux, comme le PDG d'une entreprise. Mais l'objectif, comme je l'ai indiqué plus haut, est totalement différent. Il peut être « inefficace » de faire en sorte qu'un groupe de représentants élus examine et se mette d'accord sur les produits et services (par exemple, l'eau potable et la protection policière) que le gouvernement fournira à ses électeurs. Mais il est très important qu'ils le fassent.

La plupart d'entre nous ne voudraient pas que les impôts soient prélevés par la décision d'une seule personne, surtout si cette personne n'a pas été élue pour nous représenter. De même, nous avons intérêt à ce que l'eau soit propre et potable. Naturellement, nous voudrons avoir notre mot à dire sur les tarifs de l'eau, sur les investissements réalisés pour le traitement de l'eau et sur les lois environnementales adoptées pour protéger la pureté et la sécurité de l'eau que nous buvons.

Il ne s'agit en aucun cas d'un processus décisionnel « efficace » à la manière d'un PDG d'entreprise. Il s'agit plutôt de refléter le large consensus des électeurs, y compris des propriétaires d'entreprises, et de ne pas laisser ces décisions à une seule personne, ce qui, à proprement parler, ferait de cette personne un dictateur.

Les sociétés libres ne confient généralement pas la prise de décision à une seule personne pour les raisons suivantes : 1) aucune personne ne peut représenter les souhaits de tous les électeurs et 2) nous savons que le pouvoir a tendance à corrompre et que le pouvoir absolu corrompt absolument. En d'autres termes, nous connaissons la nature humaine et nous mettons donc en place des garde-fous dans nos institutions pour empêcher les mauvais acteurs de nous imposer unilatéralement leur volonté.

Cela laisse-t-il donc de la place pour la mise en œuvre de pratiques de type commercial au sein du gouvernement ? La réponse est oui. Les salaires des fonctionnaires, à presque tous les niveaux, sont généralement fixes et les augmentations liées au coût de la vie ou aux conventions collectives ou à l'ancienneté sont généralement automatiques. Il y a eu peu de moyens, à l'exception peut-être de la promotion, de reconnaître un travail exceptionnel. Aujourd'hui, cependant, de nombreux gouvernements offrent des récompenses basées sur les performances pour le travail exceptionnel. L'Office of Personnel Management des États-Unis offre des récompenses en espèces aux fonctionnaires fédéraux qui font preuve d'une telle performance.

Le service le plus visible du gouvernement américain est sans doute le service postal américain (USPS), qui semble être le seul service prescrit par la Constitution américaine à être géré par le gouvernement fédéral. En raison de la nature de ce service - les utilisateurs paient pour les services postaux tout comme ils le feraient pour un service privé de courrier et de colis - il y a eu des tentatives périodiques de rationaliser l'USPS pour qu'il fonctionne de manière plus efficace. Le postmaster sortant a proposé un plan décennal de réduction des coûts et d'augmentation de la part du marché de la livraison de colis détenue par le service postal. La baisse de 42 % des envois de première classe et des envois marketing entre 2007 et 2022 est peut-être l'élément le plus important qui explique les difficultés financières de longue date de l'USPS. Ce type de courrier constituait autrefois le pain et le beurre du service postal. Ce déclin n'est pas surprenant à une époque caractérisée par l'augmentation des communications et des paiements électroniques.

Le fait que le service postal doive penser davantage comme une entreprise n'est pas controversé. Mais nous devons également nous rappeler que, contrairement aux services privés de colis et de courrier, l'USPS a pour mission de servir TOUS les Américains qui vivent et travaillent à TOUTES les adresses aux États-Unis et dans ses territoires.

Il ne faut pas s'attendre à ce que le service postal soit constamment rentable, étant donné qu'il doit maintenir une infrastructure et un nombre suffisant d'employés pour atteindre même les adresses les plus éloignées et les plus dispersées dans les zones rurales. Pensez aux zones rurales de l'Alaska et du Wyoming. Il est donc raisonnable de s'attendre à ce que nous subventionnions la distribution du courrier afin que tous les Américains puissent bénéficier de prix équitables et d'une livraison rapide du courrier et des colis, quel que soit leur lieu de résidence.

Il n'est pas erroné de vouloir que le gouvernement soit plus efficace. Il n'est pas erroné de croire que certains programmes gouvernementaux ne sont que des gâchis pour les personnes les plus connectées. Pensez aux systèmes d'armement coûteux qui ne fonctionnent pas comme prévu.

Mais les pouvoirs publics ne seront jamais aussi efficaces que les entreprises, car ils doivent servir chacun d'entre nous et le faire sous la direction d'un groupe d'élus. Il n'est pas nécessairement efficace, mais il est démocratique. Et une société sans dirigeants démocratiquement élus est soumise à la domination (ou à la mauvaise gouvernance) d'une seule personne.

▲ RETOUR ▲

.Sans issue

Par James Howard Kunstler – Le 24 février 2025 – Source Clusterfuck Nation

Le travail du président, selon le message de tous les initiés, est de FAIRE EN SORTE d'être aux commandes, mais de ne rien faire de significatif. – **Jeffrey Tucker**

Joy Reid s'en va

L'émission 60 Minutes de *CBS* a récidivé dimanche soir dans le créneau d'information le plus prisé du week-end aux heures de grande écoute sur l'ancien spectre de diffusion – le dimanche à 19 heures, l'heure de la puissance de la manipulation mentale nationale – avec l'agent de relations publiques Scott Pelley qui chante

le blues sur le démontage systématique de la bureaucratie voyou. Le problème, c'est que de moins en moins d'esprits sont sensibles à l'argument selon lequel le blob existe pour *« sauver notre démocratie »*.

Vous êtes censés pleurnicher parce que le ministère de la Justice a changé de direction. Maintenant, écoutez bien : depuis 2015, le ministère de la Justice et son enfant adoptif, le FBI, ont consacré leurs vastes et sauvages pouvoirs à de multiples actes de sédition, de trahison, de poursuites politiques malveillantes, d'obstruction à la justice, de subornation de parjures et d'innombrables autres abus de droit dans un tourbillon toujours plus large d'opérations de couverture alors que leurs crimes se multipliaient d'année en année.

Le RussiaGate était au départ une opération de dissimulation des nombreux méfaits et de la cupidité des Clinton lorsque Hillary s'est présentée à la présidence, tout comme l'enquête du conseiller spécial Mueller a servi à dissimuler les crimes commis par le ministère de la Justice et le FBI après la défaite d'Hillary face à M. Trump, tout comme la première mise en accusation a servi à dissimuler le blanchiment d'argent en Ukraine et son rôle dans le *« RussiaGate »*, et la deuxième mise en accusation a servi à dissimuler les manigances électorales de 2020 qui ont permis de se débarrasser de M. Trump, et tout comme le raid de Mar-a-Lago était une dissimulation pour récupérer les preuves de tout ce qui précède que M. Trump avait archivées, et tout comme la vague de poursuites contre Trump en 2024 était l'effort final (et incroyablement inepte) pour mettre le Golem d'or de la grandeur hors d'état de nuire pour toujours.

Mais d'une manière ou d'une autre, peut-être un acte de la Providence, il a triomphé de toute cette adversité, tel un paladin sorti des mythes antiques, et est soudainement de retour aux commandes – provoquant l'horreur abjecte de tous ces avocats et espions derrière les opérations susmentionnées, attendant maintenant nerveusement des citations à comparaître dans leurs villas de la *Beltway* de Washington. Vous apprendrez bientôt qu'il y a une différence entre la *« justice »* basée sur la fraude et la falsification et la justice rendue au moyen de faits et de preuves.

Et ainsi, tard dimanche soir, après la soirée de pitié de 60 Minutes, est arrivée la nouvelle assez étonnante que l'ancien agent des services secrets et maintenant podcasteur Dan Bongino a été nommé directeur adjoint du FBI. Étonnant, car M. Bongino a documenté les pires crimes de ces dernières années dans une série de livres qui présentent de manière exhaustive toute la toile de l'anarchie dans ses moindres détails. Il connaît toute l'histoire sordide et épique, tous les noms et toutes les traces d'argent dans chaque recoin obscur de la pire matrice de scandales de l'histoire des États-Unis. Croyez-moi quand je vous dis que c'est comme une condamnation à mort pour le blob.

Par exemple, M. Bongino est parfaitement au courant de ce qui s'est passé le 6 janvier 2021, lorsqu'une bombe artisanale a été *« trouvée »* au siège du DNC, du rôle qu'elle était censée jouer dans l'opération plus large du 6 janvier visant à débarrasser Washington de M. Trump, et des mensonges et confabulations de l'ancien directeur du FBI Christopher Wray par la suite. Il est maintenant en mesure de contraindre les fonctionnaires actuels et anciens du FBI à répondre à des questions à ce sujet, et bien plus encore, de l'arnaque *Crossfire Hurricane* aux manigances au tribunal du juge Juan Merchan l'été dernier.

Ces enquêtes nécessiteront toute une division dédiée de nouveaux agents du FBI pendant que Kash Patel s'occupera des dernières escroqueries découvertes par le DOGE, les menaces contre l'ordre public et la sécurité posées par d'innombrables étrangers en situation irrégulière en âge de combattre, introduits dans le pays par *« Joe Biden »* et Alejandro Mayorkas, les turpitudes de l'ancien procureur général Merrick Garland, et les crimes commis par des fonctionnaires du CDC, de la FDA et d'autres agences de santé publique autour du Covid-19, et les monstruosités persistantes telles que les frasques de Jeffrey Epstein, les énormes fortunes mystérieusement amassées par les sénateurs et les membres du Congrès américains, les assassinats des Kennedy et de Martin Luther King dans les années 1960, les opérations de censure menées par le FBI/CIA, le Département d'État et les sombres

bureaux du Pentagone, le vol des largesses américaines accordées à l'Ukraine et l'infiltration des institutions américaines par la Chine.

L'administration Trump sait qu'elle devra frapper fort et vite dans tous ces domaines et bien d'autres encore. Les affaires devront être préparées rapidement et portées devant les tribunaux fédéraux en dehors du district de Washington contrôlé par les Démocrates. Un grand nombre de personnalités politiques devront être mises hors d'état de nuire. Il sera utile de comprendre enfin la capture bizarre des anciens médias d'information traditionnels, afin de comprendre, par exemple, pourquoi une émission comme 60 Minutes de *CBS* s'est retrouvée du côté obscur, déterminée à enterrer la vérité et à déformer la réalité à chaque occasion.

Le Parti démocrate a été le partenaire politique qui a permis toute cette sédition et cette trahison et il est difficile de voir comment il en sortira vivant. Attendez-vous à une débandade de démissions au Congrès et au Sénat. Et certains d'entre eux, comme le sénateur Adam Schiff et le représentant Eric Swalwell, pourraient finir en prison. Vous avez vu la peur dans leurs pitreries publiques ces deux dernières semaines alors que les confirmations du cabinet se multipliaient. Ils savent ce qui les attend. Ils sont désespérés, mais le pouvoir qu'ils exerçaient autrefois est désormais entre d'autres mains. Il n'y a pas d'issue.

Sur une note plus positive, il était réconfortant de voir que Joy Reid a été *« virée »* de son poste aux heures de grande écoute sur *MSNBC* ce week-end. (Personne ne m'a virée, mais j'approuve !) Elle fera une émission d'adieu à ne pas manquer la semaine prochaine. Ne la ratez pas !

▲ RETOUR ▲

.La paix par l'humiliation

Par Dmitry Orlov − Le 28 Février 2025 − Source Club Orlov

La période que nous traversons amène les habituels commentateurs à se plaindre sans cesse que les événements se déroulent trop vite pour qu'ils puissent suivre.

- À un moment donné, la Syrie existe en tant que nation souveraine dirigée par un dictateur héréditaire soutenu par la Russie et l'Iran ; l'instant d'après, le dictateur est parti, le soutien russe et iranien est retiré et

le territoire est envahi par des vestiges d'Al-Qaïda soutenus par la Turquie (qui promettent de bien se comporter cette fois-ci, mais ne le font pas) tandis que le territoire est divisé entre la Turquie et Israël.

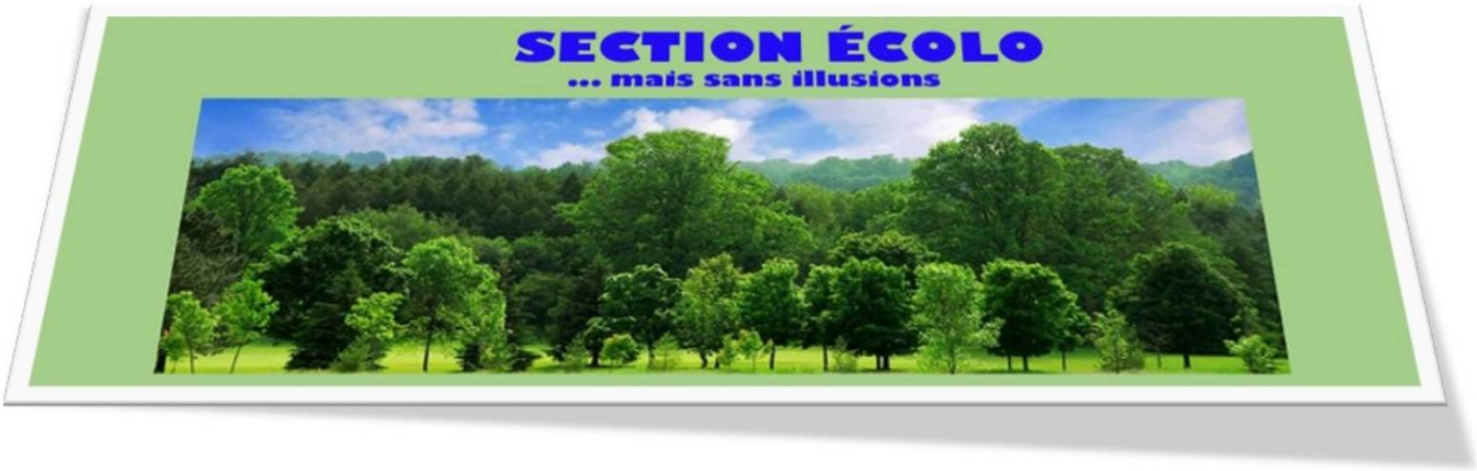
- Un moment, la Maison Blanche affirme que l'ancienne Ukraine est son amie pour toujours, qu'elle sera généreusement soutenue *« aussi longtemps qu'il le faudra »* ; l'instant d'après, c'est une dictature corrompue qui doit rendre, sous forme de ressources naturelles, tout l'argent qu'elle a reçu.
- Un moment, la *« solidarité transatlantique »* est un mot à la mode ; l'instant d'après, les Européens sont antidémocratiques, s'opposent à la liberté d'expression et affichent des tendances totalitaires tout en ignorant les souhaits de leur électorat (qui souhaite la paix avec la Russie).
- À un moment, la Russie est un État paria au bord de l'effondrement, *« une station-service déguisée en pays »* avec *« son économie en lambeaux »*, perdant sa guerre contre la puissante Ukraine ; l'instant d'après, c'est une puissance mondiale certifiée avec des intérêts nationaux légitimes qui offre une longue liste d'exportations essentielles non disponibles ailleurs.

Ralentissons un peu les choses, afin de pouvoir voir au-delà de l'affichage kaléidoscopique du bruit médiatique. D'un point de vue stratégique américain (parce que, disons, nous voudrions rendre sa grandeur à l'Amérique, juste pour la forme), la Chine est très certainement un concurrent, ou l'est-elle vraiment ? Il suffit de regarder ce que les Chinois ont fait à la bulle de l'intelligence artificielle sur le marché boursier américain en lançant un LLM qui est non seulement meilleur que les produits américains fortement financiarisés, mais aussi gratuit (en open source, donc). Le marché de l'IA s'est effondré, car pourquoi quelqu'un paierait-il cher pour quelque chose qui est gratuit ? Pour être sûr, le truc du réseau neuronal n'est qu'un peu de maths avec beaucoup de matériel pour le faire fonctionner. Si le matériel est une marchandise et que les maths sont gratuites, voilà que disparaît toute cette agitation.

D'autres moyens de concurrencer la Chine sont tout aussi inefficaces. Les États-Unis voulaient arracher à Taïwan la fabrication de puces sophistiquées, mais… n'ont pas pu le faire car il n'y a pas assez d'ingénieurs taïwanais en Arizona pour y parvenir. Les États-Unis ont limité l'accès de la Chine aux puces sophistiquées et, en retour, les Chinois ont limité l'accès des États-Unis aux métaux des terres rares nécessaires à la fabrication de ces puces : donnant donnant. En arrière-plan, les États-Unis, et plus particulièrement l'industrie de la défense américaine, ne peuvent pas se passer des importations chinoises abondantes de presque tous les produits manufacturés. Les gestionnaires financiers américains, très efficaces, ont délocalisé la plupart de leurs activités de fabrication il y a longtemps et ne disposent plus des talents d'ingénieurs nécessaires pour les rapatrier, car l'ensemble de leur vivier de talents a été absorbé par la finance, les logiciels et les services. La conclusion inévitable est que les États-Unis et la Chine ne sont pas des concurrents, car les États-Unis ne peuvent pas se passer de la Chine et ne peuvent pas rivaliser avec elle.

La Russie est-elle un concurrent des États-Unis ?

▲ **RETOUR** ▲



LE COIN A JEAN-MARC JANCOVICI

.L'administration Trump ne veut plus considérer les émissions de gaz à effet de serre comme un danger

Marche arrière, toute ! En matière de climat, c'est l'ambition de Trump. Et que je te sabre dans les effectifs de l'administration en charge ici, et que je fais un caprice pour avoir des pailles en plastique là, et que je supprime les bornes de recharge des véhicules électriques de l'administration, et que je décide de gêner l'activité des chercheurs... : https://t.ly/7c-u9

Ce mouvement fait malheureusement quelques émules en Europe. Le dernier épisode en date est le "***choc de simplification***" annoncé par la Commission, avec une diminution significative du nombre d'entreprises assujetties à des obligations de reporting environnemental, un allongement du calendrier et une diminution des exigences.

Mais, en pensant rendre service aux entreprises, ne sommes nous pas en train de leur jouer un tour de cochon ? Le monde dans lequel nous évoluons est de plus en plus complexe. Penser que nous allons échapper à cette complexité en ne l'évaluant pas est une illusion.

Ce monde va devenir de moins en moins favorable question ressources. Penser que nous allons échapper à cette raréfaction par une absence de réglementation est une illusion.

Il va devenir de plus en plus hostile sur le plan environnemental (et sociétal à la suite, pour le moment les deux s'enchaînent parfaitement bien, hélas). Penser que nous allons y échapper par l'absence de réglementation est aussi une illusion.

Par contre, ce monde a un avantage : les USA vont faire la chasse à tout ce qui peut permettre précisément de régler un des gros problèmes futurs. Pourquoi ne pas en profiter pour "*renverser l'histoire*" ?

Une des choses qui a fait la force des USA, c'est quasiment un siècle de "brain drain", qui a commencé avec l'exode d'une partie des scientifiques européens chassés par l'obscurantisme... ou récupérés par opportunisme (dont le père des V2 qui deviendra le père du programme Apollo), et qui a continué ensuite (la Silicon Valley ne serait pas ce qu'elle est sans les ingénieurs venus de la terre entière pour travailler là-bas).

Pourquoi l'Europe ne profiterait-elle pas de la période actuelle pour faire pareil ? L'obscurantisme ayant changé de côté de l'Atlantique, récupérons tous les "*talents*" auxquels Trump va faire des misères pour les mettre au service d'un projet de société en phase avec les contraintes européennes, qui seront ensuite celles de tout le monde !

Cela suppose de changer le modèle européen, et de donner la priorité à la production au lieu de la consommation ? De faire de la politique industrielle ? De mettre un paquet de milliards publics au bon endroit ? Mais tout cela ne serait-il pas justement ce qui est attendu par une bonne partie de la population, et de l'économie elle-même ?

Et s'il faut au passage du reporting environnemental, est-ce vraiment un problème majeur ?

Bien sûr il y a des erreurs de jeunesse et des illusions dans le plan européen actuel. Mais la direction est la seule possible pour nous. Profitons de Trump pour pousser nos pions.

• • •

.Les combustibles fossiles ont engendré une "impulsion carbone"

Devant la perspective de la décarbonation, la majeure partie de la population se pose généralement des questions "*purement matérielles*". Sans combustibles fossiles, aurons-nous une voiture électrique ou devrons nous prendre le bus et le vélo pour aller au travail ? Devrons nous changer de chauffage, repriser nos vêtements et manger un peu moins de viande ?

Mais ce ne sont pas du tout ces questions-là que se - et nous - pose Nate Hagens - une espèce de "philosophe du carbone" américain - dans la dernière édition de son "Frankly", un format où il livre ses réflexions du moment : https://t.ly/iWvtC

Son point de départ - que je partage - est que les combustibles fossiles ont engendré une "impulsion carbone", c'est-à-dire une transformation profonde du monde qui va durer très peu - quelques siècles - au regard des temps historiques.

Là où elle a pris place, cette abondance fossile a engendré des organisations complexes et interconnectées, de l'individualisme - "la technique" a remplacé l'entraide, et une très grande liberté et ouverture (démocratie qui se développe, liberté d'aller et venir, liberté de pensée...), outre des changements sociaux profonds (études, retraites, emplois tertiaires, égalisation des conditions entre sexes, divorce, urbanisation, etc).

La décrue fossile sera marqué pour lui par un mouvement inverse, appelé "***grande simplification***". La "transition" ne sera pas avant tout une évolution technique, car il ne croit pas - à l'instar d'un Vaclav Smil ou d'un Dennis Meadows - que "*l'après-fossile*" aura le potentiel physique des énergies fossiles, mais avant tout une évolution des systèmes sociaux et politiques dans lesquels nous vivons.

Dans cette vidéo, il commence par se demander si l'histoire n'est pas en train de s'accélérer, et si cette "***grande simplification***" ne va pas arriver plus vite que l'idée que nous nous en faisons. En conséquence, il nous invite à nous poser rapidement des questions comme :

- allons nous garder des sociétés ouvertes sur la pente descendante de "l'impulsion carbone" ?

- comment allouer nos efforts entre "*tenter de conserver le système actuel*", "*le faire évoluer aussi vite que possible sans casse en espérant que ça passe*", et "*directement planter les graines pour après une phase troublée qui est inévitable*" ? (nos efforts actuels relèvent surtout de la première catégorie)

- allons-nous réussir à prioriser la vie sur le pouvoir ?

- l'IA va-t-elle accélérer le totalitarisme au profit des puissants qui chercheront à surnager sur ce qui restera ?

- comment les masses vont-elles pouvoir disposer d'une voix (correctement informée) au chapitre ?

- allons-nous pouvoir éviter une guerre nucléaire pendant la phase de tensions qui ira avec la décrue ?

Cette vidéo argumente donc que le danger qui nous menace - à l'échelle des années ou décennies - avec la décrue fossile est autrement plus inquiétant que de devoir changer sa chaudière ou rouler à vélo. C'est désagréable mais parfaitement d'actualité...

• • •

La consommation de fruits et légumes frais toujours en recul malgré la détente sur les prix

160 kg : c'est le poids de la consommation moyenne, en fruits et légumes frais, d'un ménage français en 2024, a annoncé l'interprofession (Interfel) au Salon de l'Agriculture (https://t.ly/mM0PE).

En poids, c'est 15% de moins qu'il y a 4 ans, et cette évolution semble favorisée par la hausse de la restauration hors domicile ainsi que par l'attraction croissante pour les plats prêts à l'emploi.

Par ailleurs, 50% des fruits et légumes consommés dans notre pays sont importés. Même en excluant ce qui ne pousse pas chez nous, comme les agrumes, 32% viennent encore de pays tiers.

Rien de tout cela n'est fameux pour le climat, ni pour la résilience du pays. Les importations, c'est des chaînes logistiques un peu ou beaucoup plus longues, et donc plus d'émissions et de dépendance au pétrole (car les camions et navires, c'est en quasi-totalité du pétrole).

Par ailleurs, acheter des plats tout préparés, c'est rajouter des transports intermédiaires (des producteurs aux transformateurs, puis des transformateurs aux consommateurs), des emballages (il y en a aussi dans les fruits et légumes, puisqu'il y a des cageots et des sacs en papier, mais il est assez facile d'éviter le plastique et le métal).

Il y a aussi des émissions liées à la cuisson, mais celles-là on les retrouvera aussi à domicile. Cela étant, si le plat tout prêt est acheté surgelé, il faudra bien le décongeler, voire le passer au four ou à la poêle, et là il n'est pas sûr que le bilan soit en défaveur de la cuisine faite soi-même !

Est-ce moins cher d'acheter tout prêt plutôt que de cuisiner soi-même ? A qualité égale de produits incorporés dans la recette, normalement non : même si l'industriel achète en gros et pas vous, il doit payer la main-d'oeuvre, qui est gratuite quand vous vous préparez des lasagnes, une omelette aux champignons, des pommes de terre sautées ou une salade composée !

Et du reste, la réponse est évidente pour la restauration hors domicile, qui par ailleurs, pour nombre de denrées (la volaille notamment) achète proportionnellement bien plus d'importations.

En fait, plus on achète transformé, et plus il y aura eu d'émissions, et plus la part qui ira à l'agriculteur sera faible. Si l'on veut aider ce dernier en même temps que baisser ses émissions, faire la cuisine soi-même avec des produits frais achetés au marché et venant de pas trop loin fait partie des actions pertinentes.

A ce titre, il sera intéressant de voir ce que donne l'initiative de Karine Lemarchand pour aider les "*petits producteurs pas loin de chez vous*" : https://t.ly/Vygl7

Et, c'est peut-être le plus important, quand on se mijote ses propres plats, le goût y perd rarement ! Et consommer des fruits et légumes frais est rarement nuisible pour la santé (surtout s'ils sont bio et donc sans traces de pesticides). Enfin si la préparation du repas est un moment de discussion ou d'écoute d'un bon podcast, ce n'est même pas du temps perdu :)

• • •

.Les sens du Monde - Jancovici/Rial : le choc des idées sur la décarbonation

https://lnkd.in/eXe8RCG3

Jean-Pierre : Jean-Marc Jancovici discute avec un type qui ne sait pas comment fonctionne un tournevis (habileté manuelle = 0).

Je dois avouer que c'était une invitation difficile à refuser : aller parler d'avion avec le dirigeant d'une entreprise dont le but est de... mettre les gens dans un avion :).

J'ai donc été l'invité de Jean-François Rial, le patron de Voyageurs du Monde, pour parler de ce moyen de transport qui fait tant rêver, et qui, en conséquence, déclenche tant de débats passionnés quand il est confronté au défi climatique : https://lnkd.in/eXe8RCG3

Le début de l'échange a été l'occasion de rappeler quelques fondamentaux sur le climat, de parler aussi de **pic pétrolier** (ca faisait longtemps !), avant de passer à des sujets plus directement aériens.

Le secteur aérien étant international par essence, nous avons longuement parlé de la manière de faire advenir - ou pas - une "*gouvernance mondiale*" en matière de climat, ou, incidemment, de régulation du secteur.

Les fameux "*4 vols dans une vie*" sont revenus sur le tapis, et, s'ils ont tant fait parler d'eux, c'est bien parce que nous avons des raisons de prendre l'avion auxquelles il semble très difficile de pouvoir renoncer.

Nous avons aussi parlé de "*progrès technique*", dont les carburants de synthèse, auxquels, et là je dois avouer que j'ai été étonné par ce discours inhabituel dans le monde aérien, mon interlocuteur ne croit pas (moi non plus !) pour changer significativement la donne.

Ces carburants sont fabriqués à partir de CO2 capté en sortie d'usine et d'électricité bas carbone, et il faudrait utiliser 20 à 30% de l'électricité mondiale pour alimenter en carburants de synthèse les avions qui assurent le seul trafic domestique américain.

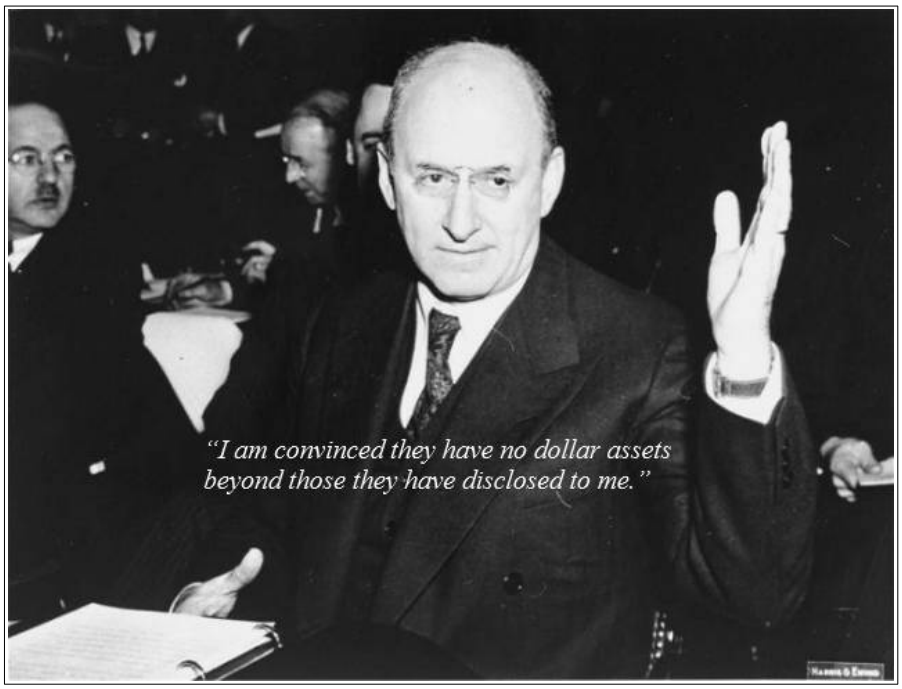
Il y a surtout eu un long passage sur le potentiel de plantation d'arbres pour "compenser" une partie des émissions planétaires. Il y a longtemps que le secteur aérien communique sur la question, et a lancé plusieurs initiatives sur la question.

Mais si planter des arbres est une excellente idée (et empêcher ceux qui sont déjà là de mourir par déforestation ou changement climatique une idée au moins aussi bonne), cette marge de manœuvre n'empêchera pas la nécessité d'une baisse très forte des émissions globales.

Nous restons alors avec cette question sur les bras : allons nous parvenir à contenir le trafic aérien pour des raisons de climat avant que ce soit **le manque de ressources qui s'en charge** ? Les paris sont ouverts, mais pour le moment nous n'en prenons pas le chemin...

.La fois où un État souverain a fait faillite

Tim Watkins 25 février 2025



La création monétaire est devenue une préoccupation plus répandue dans les semaines et les mois qui ont suivi le krach de 2008. Avant cette date, presque tout le monde supposait (quand ils y pensaient) que les banques fonctionnaient comme des sociétés de construction ou des coopératives de crédit, profitant de l'écart entre les intérêts payés par les emprunteurs et les intérêts (plus faibles) payés aux épargnants. Ce point de vue était renforcé par l'économie dominante (néoclassique) qui, les rares fois où l'on se demandait d'où venait l'argent, rejetait l'idée que les banques créaient de la monnaie lorsqu'elles accordaient des prêts. C'est ce malentendu qui a conduit Ben Dyson, diplômé en économie, à réclamer une réforme radicale des cours d'économie à l'université afin d'y inclure des perspectives autres que néoclassiques, puis à créer le groupe de campagne Positive Money... dont les premiers travaux ont notamment permis de découvrir que seul un membre élu du parlement sur dix avait la moindre idée de

l'origine de l'argent (étant donné le nombre actuel de personnes au QI déficient, il est fort probable que même ce chiffre ait baissé).

La compréhension de la manière dont les banques créent de la nouvelle monnaie lorsqu'elles accordent des prêts a conduit à de nouvelles révélations sur la manière dont **les banques ont utilisé la titrisation et l'assurance non réglementée pour gonfler une bulle d'endettement insoutenable au nez et à la barbe des banques centrales et des services gouvernementaux qui étaient censés les réglementer.** Loin d'être une crise « causée » par les emprunteurs à haut risque, la véritable crise a été provoquée par des banques prodigues qui se sont enrichies grâce à leurs prêts insoutenables... les défaillances des emprunteurs à haut risque n'ont été que le déclencheur de l'implosion du système bancaire.

La solution douloureuse - mais politiquement stable - pour le long terme - laisser les banques faire faillite, nationaliser leurs actifs, puis utiliser la capacité des gouvernements à créer de la monnaie pour les recapitaliser - n'a jamais été essayée. Au lieu de cela, les gouvernements ont repris les dettes des banques - ironiquement, en empruntant les fonds nécessaires à ces mêmes banques... c'est pourquoi **le prochain cycle de la crise impliquera la dette souveraine.** Les ramifications politiques étaient énormes. En renflouant les banques, les gouvernements se sont assurés que les gens ordinaires s'appauvriraient alors même que les acteurs du secteur bancaire et financier et les détenteurs d'actifs s'enrichiraient encore plus. Quels que soient les autres facteurs en jeu, sans cette croissance impitoyable des inégalités - et en particulier de la pauvreté dans la moitié inférieure de la distribution des revenus - les bouleversements du Brexit, la montée du nationalisme-populisme européen et l'essor du mouvement MAGA aux États-Unis auraient été beaucoup moins probables.

L'arrivée du bloc des BRICS et son développement progressif d'une alternative au système de commerce et d'échange de l'eurodollar ont été encore plus perturbateurs. Si le dollar américain cessait d'être la monnaie de réserve mondiale, le niveau de vie dans les pays occidentaux s'effondrerait à un point tel que les mesures d'austérité actuelles sembleraient insignifiantes. C'est, semble-t-il, ce qui motive la nouvelle administration Trump à réduire les dépenses publiques basées sur la dette dans des proportions que l'on croyait impossibles à atteindre. Entre-temps, l'audit proposé des réserves d'or de Fort Knox pourrait faire partie du réalignement mondial qui semble maintenant s'accélérer... les États-Unis étant obligés de garantir au moins une partie de leur dette du Trésor par de l'or.

Il y a un air d'inéluctabilité dans tout cela. Nous savions que les sauvetages bancaires, l'assouplissement quantitatif et les taux d'intérêt réels de zéro pour cent ne seraient jamais qu'une solution temporaire pendant que des gens intelligents, quelque part ailleurs, trouveraient le moyen de rembourser la dette... avant même le Brexit, le Covid et les sanctions autodestructrices contre la Russie. Mais personne ne semblait capable de trouver une issue qui n'impliquerait pas un défaut de paiement brutal ou le défaut de paiement en douceur de l'inflation... et lorsque l'inflation faisait son apparition, personne n'était prêt à la laisser détruire la valeur de l'encours de la dette.

À cet égard, le Royaume-Uni est à l'avant-garde de la prochaine crise. Son économie recule, et seule l'importation de nouvelles personnes donne l'impression d'un ratio dette/PIB stable. Dans le même temps, ses prélèvements fiscaux sont les plus élevés depuis la Seconde Guerre mondiale. Malgré cela, la nécessité de continuer à attirer les investissements étrangers a contraint le gouvernement à des mesures d'austérité qui compromettent encore davantage les perspectives de croissance économique... alors même que les écoliers sur les bancs du gouvernement nous assurent que des extraterrestres vont arriver d'un moment à l'autre pour construire des millions de maisons, des bases de données d'intelligence artificielle, des parcs éoliens et de nouvelles pistes d'atterrissage. En bref, le niveau de vie des pauvres et des moins pauvres doit être sacrifié pour aider les riches à devenir encore plus riches.

Il n'est donc pas étonnant que certains membres de la gauche libérale aient cherché des perspectives économiques alternatives pour proposer des solutions susceptibles d'inverser le fossé des inégalités. Et l'alternative qui apparaît le plus souvent est une combinaison de relance monétaire keynésienne utilisant une nouvelle monnaie créée directement par le gouvernement lui-même... c'est-à-dire la Théorie Monétaire Moderne (MMT).

L'une des raisons pour lesquelles le MMT a une telle emprise est que les gouvernements - ou du moins les banques centrales - ont créé une nouvelle monnaie par le biais de l'assouplissement quantitatif. Et malgré les critiques des économistes de droite, cela s'est fait sans l'augmentation prévue de l'inflation. Plus important encore, les partisans de la MMT affirment qu'un gouvernement souverain - c'est-à-dire un gouvernement ayant le pouvoir de créer sa propre monnaie - ne peut être mis en faillite. Même si, comme cela s'est produit avec le budget malheureux de Kwasi Kwarteng il y a trois ans, les investisseurs étrangers rechignent à acheter davantage d'obligations d'État, le gouvernement peut simplement imprimer et dépenser la quantité de monnaie dont il a besoin. En contrepartie, le taux d'imposition doit être fixé à un niveau suffisamment élevé pour éviter que la nouvelle monnaie n'alimente l'inflation.

À une époque où les économies occidentales stagnent et où les gouvernements n'ont aucune idée de la manière de relancer la croissance économique, l'abandon de la pratique actuelle qui consiste à emprunter de la monnaie pour simplement « imprimer » de la nouvelle monnaie (et la dépenser pour des choses qui réduisent les inégalités - et donc l'instabilité politique) est susceptible de gagner en popularité auprès des masses et d'au moins certains partis et factions politiques. La proposition de la MMT selon laquelle un État souverain ne peut être mis en faillite présente toutefois une faille fondamentale. En fait, non seulement un État souverain peut faire faillite, mais cela s'est déjà produit... et pour un État moderne qui n'est pas si loin de chez nous.

*****

Nous sommes le 22 août 1940. La Luftwaffe pilonne les aérodromes et les stations radar britanniques depuis plus d'une semaine. Heureusement, la période actuelle de nuages bas et de pluies intermittentes a réduit l'activité allemande à une poignée de raids solitaires et de vols de reconnaissance. Néanmoins, l'un des événements les moins connus, mais les plus lourds de conséquences de la Seconde Guerre mondiale se déroule dans la salle du Conseil des ministres du 10 Downing Street. Comme l'écrit Clive Ponting :

> *« L'ordre du jour de cette journée n'était pas très chargé, mais il illustre la multitude de problèmes auxquels le cabinet de guerre était confronté à l'été 1940. Les points mineurs sont un rapport sur les batailles aériennes de la veille, qui n'ont été que des raids effectués par des avions individuels ; un rapport de la Yougoslavie sur une possible attaque italienne de la Libye vers l'Égypte et un autre écartant les rumeurs d'une attaque similaire sur la Grèce. Les instructions données au gouverneur de Singapour sur les mesures à prendre pour interner les civils japonais en cas d'hostilités ou d'actions belliqueuses de la part du Japon ont été approuvées, de même que le texte d'un message de Churchill au président Roosevelt concernant l'échange de vieux destroyers américains contre des bases dans les colonies britanniques de l'hémisphère occidental. Ils ont même trouvé le temps de discuter de la mise en place par les députés de « comités d'hospitalité » pour les forces armées des différents gouvernements en exil en Grande-Bretagne.*
>
> *Mais le principal point à l'ordre du jour était un document très secret de sept pages distribué la veille et intitulé « Ressources en or et en devises ». Le nombre d'exemplaires était très limité et même les ministres présents ont dû rendre leur document avant de quitter la réunion. Il s'agit peut-être du document le plus sombre et le plus dévastateur jamais rédigé par un cabinet britannique ; il prévoit l'effondrement financier imminent de la Grande-Bretagne et son incapacité à poursuivre la guerre ».*

L'or, le dollar et les autres liquidités du Royaume-Uni sont passés de 775 millions de livres sterling au début de 1940 à seulement 490 millions de livres sterling au début du mois d'août. Même si le gouvernement « emprunte » l'or des gouvernements en exil et pille l'or de la France de Vichy détenu au Canada, cela ne lui permettra que de tenir jusqu'à la fin de l'année. Le cabinet a envisagé - mais rejeté - de réquisitionner tout l'or détenu à titre privé, y compris les bijoux et les alliances. Churchill suggère de le faire en dernier recours, à titre d'exercice de propagande, pour faire honte aux Américains et les inciter à apporter leur soutien. D'autres ministres proposent d'augmenter les commandes britanniques d'équipements et de munitions américains, arguant que cela obligerait le gouvernement américain à garantir les commandes plutôt que de voir les entreprises américaines faire faillite.

Finalement, aucune conclusion n'a été trouvée - parce qu'aucune option n'était acceptable - et le gouvernement britannique a accepté de continuer à faire pression sur le gouvernement américain dans l'espoir que l'aide arrive avant que le Royaume-Uni ne soit en faillite. Le problème est d'autant plus grave que Roosevelt se présente aux élections de novembre 1940 et qu'il s'engage à ne pas s'impliquer dans les affaires européennes - une position reflétée dans les lois sur la neutralité, elles-mêmes conçues pour éviter que ne se reproduise le défaut de paiement de la Grande-Bretagne lors de la Première Guerre mondiale, en 1934. En bref, si Wendell Willkie l'emporte en novembre, le Royaume-Uni sera en faillite avant que Roosevelt ne prenne ses fonctions le 20 janvier 1941. Mais même si Roosevelt l'emportait, le Royaume-Uni ne pouvait espérer mieux que des négociations difficiles s'il voulait éviter de faire la paix avec l'Allemagne.

Ce qui s'ensuivit fut bien pire que de simples négociations acharnées. Après la victoire de Roosevelt, l'ambassadeur britannique à Washington a déclaré aux journalistes : « *Les gars, la Grande-Bretagne est fauchée ; c'est votre argent que nous voulons.* » - Une remarque qui lui a valu d'être renvoyé. Mais c'est une chose de dire que l'on est ruiné, c'en est une autre de convaincre les liquidateurs. La Grande-Bretagne a dû faire face à l'un des liquidateurs les plus intransigeants, le secrétaire au Trésor américain Henry Morgenthau Jnr, un homme devenu résolument anglophobe à la suite de ses pénibles tentatives de négociation des conditions commerciales entre les États-Unis et un Empire britannique protectionniste dans les années 1930. Morgenthau a insisté pour que la Grande-Bretagne prouve qu'elle était en faillite avant qu'un seul centime d'aide au titre du prêt-bail ne soit approuvé. Comme l'explique Peter Hitchens :

> *« Il s'agissait d'une sorte de test de ressources. Avant que la Grande-Bretagne ne devienne ce qu'elle est depuis lors - le retraité des États-Unis - nous devions prouver que nous n'avions plus rien à vendre, aucun bijou précieux cousu dans nos sous-vêtements nationaux, aucun or sous le matelas national. C'est au cours de cette période que la Grande-Bretagne a été presque complètement déshabillée par le système « cash and carry », qui nous permettait d'acheter des fournitures de guerre, en espèces sonnantes et trébuchantes, aux États-Unis, avant l'introduction ultérieure du « prêt-bail »...*
>
> *« Morgenthau a expliqué aux sénateurs sceptiques, qui n'étaient pas convaincus que la Grande-Bretagne avait réellement vendu tous ses actifs, que la Grande-Bretagne disposait bien sûr de ressources dans le monde entier. Mais elle ne pouvait pas les convertir en dollars, et ils n'étaient donc d'aucune utilité pour acheter des armes. Je suis convaincu, assura-t-il aux vieux messieurs suspicieux, qu'ils n'ont pas d'autres actifs en dollars que ceux qu'ils m'ont révélés ». Faute d'une formule permettant à la Grande-Bretagne de continuer à s'approvisionner ici, je pense qu'ils vont devoir cesser de se battre, c'est tout ».*

L'une des raisons pour lesquelles vous ne savez probablement pas que le Royaume-Uni était en faillite, sauf de nom, en 1940, est que cela ne cadre pas avec le récit de l'après-guerre sur les relations spéciales entre des démocraties déterminées à détruire la bête nazie. Mais en 1940, les Américains avaient tendance à considérer le Royaume-Uni davantage comme un empire monarchique que comme une démocratie. De plus, après avoir été entraînés dans la Première Guerre mondiale, peu de gens voulaient répéter le processus. C'était une mauvaise nouvelle pour le gouvernement britannique qui présidait une économie de guerre qui, comme l'explique Ponting :

> *« ... était incapable de produire la gamme et la qualité des armements nécessaires pour gagner la guerre. Même les articles qui pouvaient être fabriqués dans le pays dépendaient fortement des importations de matières premières et de produits tels que l'acier. La plupart de ces importations provenaient des États-Unis et devaient être payées en or ou en dollars ».*

Si la théorie monétaire moderne était correcte, le gouvernement britannique aurait dû être en mesure d'utiliser son droit souverain d'imprimer de la nouvelle monnaie pour payer les armements dont il avait besoin. Mais, bien sûr, c'est là le défaut de la MMT... on ne peut pas imprimer la monnaie d'un autre. Le gouvernement britannique pouvait - et il l'a fait - imprimer des livres pour payer des transactions entièrement nationales. Mais il ne pouvait imprimer ni les dollars ni l'or nécessaires à son maintien dans la guerre. En effet, compte tenu de l'insistance des Américains pour que la décolonisation d'après-guerre fasse partie des conditions du prêt-bail, la véritable surprise

est que le gouvernement britannique n'ait pas négocié une paix avec l'Allemagne au printemps 1941 (avant l'invasion de l'Union soviétique, un an avant la conférence de Wannsee, et alors qu'il était peu probable que les Américains soient entraînés dans la guerre).

*****

On pourrait arguer que les événements de 1940 étaient si extrêmes qu'ils ne peuvent être comparés à une économie de temps de paix. Mais dans le cas d'une crise de la dette souveraine telle que certains la croient imminente, nous pourrions assister à un gel des prêts internationaux de la même manière que nous avons vu les prêts interbancaires s'effondrer en 2008. Il faut également tenir compte du fait qu'en 1940, les Britanniques disposaient encore d'une base industrielle avancée et des ressources brutes d'un empire qui couvrait un quart de la masse continentale mondiale. La population était également suffisamment réduite pour que les fermes et les pêcheries britanniques puissent la nourrir, moyennant le rationnement des denrées étrangères. Le fait que cela n'ait pas empêché la Grande-Bretagne de faire faillite devrait être un avertissement pour ceux qui envisagent aujourd'hui le MMT. Il ne s'agit pas de suggérer qu'une certaine création de monnaie à des fins entièrement nationales ne pourrait pas être un correctif utile à l'austérité et à la fiscalité étouffantes actuelles. Mais il s'agit simplement de souligner que la Grande-Bretagne contemporaine n'a plus cette base industrielle ou cet empire massif sur lequel s'appuyer. Et quelque 70 à 75 % de l'activité économique britannique dépend aujourd'hui d'importations qui doivent être payées dans la monnaie d'autres pays... en particulier en dollars américains.

Sur ce point au moins, il existe des similitudes avec 1940. Si l'on imprime trop de nouvelles devises, le gouvernement dévaluera la livre, ce qui permettra aux entreprises britanniques d'exporter un peu plus facilement, mais au prix d'une hausse des prix des importations. Dans le même temps, une livre affaiblie peut décourager les investissements étrangers qui sont essentiels pour payer ces importations - qui comprennent une proportion croissante de notre alimentation et de notre énergie. Par ailleurs, le recours à des taux d'intérêt élevés, à des mesures d'austérité et à des impôts plus élevés pour maintenir l'attrait de la dette publique pour les investisseurs étrangers risque d'entraîner une stagflation qui, en fin de compte, découragera de toute façon les investissements étrangers. L'option de réintégrer l'UE ou l'union douanière ne change pas grand-chose non plus, car l'Europe - et l'Allemagne en particulier - s'est mise dans un pétrin similaire pour les mêmes raisons.

Ce n'est que si le Royaume-Uni est prêt à s'engager dans un programme massif de substitution des importations couplé à des mesures d'austérité sévères lorsqu'il s'agit de choses qui ne peuvent pas être substituées, qu'un gouvernement britannique pourrait adopter le MMT autrement qu'à la marge. Et même dans ce cas, la réaction politique contre ces mesures sonnerait le glas de tout gouvernement qui s'y engagerait. En bref, comme le net zéro et le sexe pervers, la MMT est meilleure quand on ne l'essaie pas pour de vrai.

▲ RETOUR ▲

Imposition massive de droits de douane, le précédent de la loi Smoot-Hawley

Par Quark 04 mars 2025

Nous savons tous que Trump a lancé en 2018 l'imposition de droits de douane sur certains produits chinois, ce qui a été suivi par la réponse de la Chine. Depuis lors, nous avons assisté à une course à l'imposition de tarifs douaniers, qui a été poursuivie par Biden à la fin de son mandat et qui, avec l'arrivée de Trump à nouveau, a pris un caractère mondial.

Pour analyser ses conséquences, le seul précédent valable (de dimensions similaires) est celui qui s'est produit en 1930 avec la mise en œuvre de la loi Smoot-Hawley.

Selon wikipedia (je copie ce qui est un bon résumé).

Le Tariff Act de 1930, connu sous le nom de Hawley-Smoot Act, est une loi adoptée aux États-Unis le 17 juin 1930, proposée par les sénateurs Reed Smoot et Willis C. Hawley, qui a augmenté unilatéralement les tarifs douaniers des États-Unis sur la base du Hawley-Smoot Act. Hawley, qui a relevé unilatéralement les droits de douane américains sur les produits importés afin d'atténuer les effets de la Grande Dépression qui a débuté en 1929.

Caractéristiques

Ce qui est remarquable dans cette loi, c'est l'augmentation significative des droits de douane et leur extension à près de 20 000 produits importés, ce qui a eu un fort impact sur le commerce international de l'époque. En fait, les taux tarifaires de la loi Hawley-Smoot étaient les deuxièmes plus élevés de l'histoire américaine, après ceux fixés dans la loi tarifaire de 1828, mais avec la différence qu'un siècle plus tard, les États-Unis étaient devenus le premier marché d'importation et d'exportation du monde.

L'augmentation des droits de douane visait à protéger les agriculteurs et les travailleurs américains contre la concurrence étrangère, en particulier après l'aggravation de la Grande Dépression. Alors que le président Herbert Hoover avait exprimé le souhait d'augmenter les droits de douane sur les produits agricoles en février 1929, à la suite du jeudi noir d'octobre de la même année, les sénateurs Smoot et Hawley ont estimé qu'il était urgent d'augmenter également les droits de douane sur les produits industriels et ont présenté leur proposition à la Chambre des représentants en mars 1930.

Dès la proposition d'augmenter les droits de douane sur les produits agricoles en février 1929, le gouvernement américain avait reçu des protestations de 23 pays dont les partenaires commerciaux, y compris le Canada, s'estimaient lésés. Toutefois, la version finale proposée en mars 1930 élargissait encore le champ d'application des nouveaux droits de douane et augmentait considérablement les taux tarifaires, ce qui a suscité une protestation officielle de la part de 1 028 économistes [citation nécessaire] de tous les États-Unis, qui ont signé une pétition demandant au président Herbert Hoover d'opposer son veto au projet de loi au Sénat. Les banquiers et les industriels ont également appelé au rejet de la proposition de Hawley et Smoot, craignant que d'autres pays n'imitent de telles mesures en représailles contre les États-Unis, ce qui nuirait considérablement au commerce international.

Bien que le président Hoover partage ces craintes, il préfère suivre le fort courant d'opinion qui réclame de nouveaux droits de douane au bénéfice de l'industrie américaine et de ses agriculteurs, alors que le parti républicain (auquel appartenait Hoover) avait soutenu le protectionnisme économique lors de sa campagne présidentielle de 1928. Le 17 juin 1930, la loi Hawley-Smoot entre en vigueur.

Comme beaucoup l'avaient prévu, des représailles commerciales contre les États-Unis ont immédiatement éclaté dans le monde entier. Le Canada, premier exportateur de produits agricoles vers le marché américain, décide d'augmenter ses droits de douane de 30 % sur 16 produits originaires des États-Unis, tout en nouant de nouveaux liens économiques avec le Commonwealth britannique. La Grande-Bretagne et la France ont également adopté des mesures protectionnistes en représailles à la loi Hawley-Smoot, tandis que l'Allemagne a choisi de viser officiellement l'autarcie économique dans la mesure du possible ou de ne développer des liens commerciaux qu'avec l'Europe. D'autres pays ont adopté des mesures de rétorsion similaires dans la mesure du possible, ou ont orienté leurs exportations de préférence vers des marchés extérieurs aux États-Unis.

Si les premiers effets de la loi Hawley-Smoot ont profité aux industries et aux agriculteurs américains à court terme, il est apparu au fil des mois que les tarifs douaniers de rétorsion appliqués par le reste du monde nuisaient au commerce international et en particulier à l'exportation de produits américains, causant ainsi des dommages à l'industrie américaine. De même, la détérioration de l'économie américaine à la suite de la Grande Dépression a rendu inefficace la barrière tarifaire constituée pour défendre les prix des produits agricoles, car ceux-ci ont continué à baisser en raison de l'absence de croissance de la demande.

La nouvelle administration de Franklin D. Roosevelt, successeur de Hoover à partir de janvier 1933, a refusé de poursuivre la politique tarifaire qui s'était avérée néfaste et, à partir de 1934, a considérablement réduit les taux tarifaires fixés dans la loi Hawley-Smoot, qui a perdu une grande partie de sa force en tant que barrière protectionniste. Après la Seconde Guerre mondiale, les accords de Bretton Woods de 1944 ont convenu de ne pas fixer de droits de douane unilatéraux tels que ceux prévus par la loi Hawley-Smoot.

Parmi les diverses interprétations de ses conséquences, on peut citer celle de William J. Berstein (avec d'autres économistes de renom, il estime que la loi Smoot-Hawley n'a pas provoqué la Grande Dépression).

Entre 1929 et 1932, le PIB réel a chuté de 17 % dans le monde et de 26 % aux États-Unis, mais la plupart des historiens de l'économie estiment aujourd'hui que seule une infime partie de cette énorme perte du PIB mondial et du PIB américain peut être attribuée aux guerres tarifaires. ... Au moment de l'adoption de la loi Smoot-Hawley, le volume des échanges ne représentait qu'environ 9 % de la production économique mondiale. Si tous les échanges internationaux avaient été supprimés et qu'aucune utilisation domestique n'avait été trouvée pour les biens précédemment exportés, le PIB mondial aurait chuté dans les mêmes proportions : 9 %. Entre 1930 et 1933, le volume du commerce mondial a diminué d'un tiers à la moitié. Selon la manière dont la baisse est mesurée, cela représente entre 3 et 5 % du PIB mondial, et ces pertes ont été partiellement compensées par des produits nationaux plus chers. Les dommages causés n'ont donc pas pu dépasser 1 ou 2 % du PIB mondial, loin de la chute de 17 % observée lors de la Grande Dépression.... Conclusion incontournable : contrairement à la perception du public, Smoot-Hawley n'a pas provoqué, ni même aggravé de manière significative, la Grande Dépression (A Splendid Exchange : How trade shaped the world).

D'autres analystes ne sont pas d'accord avec cette interprétation.

https://fee.org.es/articulos/el-arancel-smoot-hawley-y-la-gran-depresi%C3%B3n/

En 1930, une grande majorité d'économistes pensaient que la loi Smoot-Hawley sur les tarifs douaniers aggraverait la récession américaine et la transformerait en une dépression mondiale. Le 5 mai de cette année-là, 1 028 membres de l'American Economic Association ont signé une déclaration s'opposant fermement à la loi. La protestation porte sur cinq points essentiels. Premièrement, les droits de douane augmenteraient le coût de la vie en « forçant le consommateur à subventionner le gaspillage et l'inefficacité de l'industrie [nationale] ». Deuxièmement, le secteur agricole n'en bénéficierait pas, car « le coton, le porc, le saindoux et le blé sont des cultures d'exportation vendues sur le marché mondial » et le prix des machines agricoles augmenterait. Troisièmement, « l'ensemble de nos exportations en souffrirait. Les pays ne peuvent pas nous acheter s'ils ne sont pas autorisés à nous vendre ». Quatrièmement, les droits de douane « amèneraient inévitablement d'autres pays à nous renvoyer nos marchandises en nature ». Enfin, les Américains ayant investi à l'étranger seraient lésés, car les droits de douane rendraient « plus difficile pour leurs débiteurs étrangers de leur payer les intérêts qui leur sont dus ». De même, la plupart des discussions empiriques sur le ralentissement de l'activité économique mondiale entre 1929 et 1933 placent Smoot-Hawley au centre de l'attention, ou presque.

Cependant, les économistes d'aujourd'hui ont une vision différente des effets de Smoot-Hawley. Bien que les historiens de l'économie soient généralement d'avis que le tarif douanier était erroné et qu'il a pu aggraver la crise économique, le consensus semble le reléguer au second plan par rapport à d'autres forces. Nous pensons que de nombreux économistes modernes se trompent parce qu'une modélisation défectueuse conduit à deux sous-estimations systématiques des effets négatifs du tarif douanier. La première raison est que le recours aux macro-agrégats peut parfois masquer de graves problèmes sous-jacents en dissipant leur impact apparent sur une vaste zone. Par exemple, le revenu national des États-Unis a diminué de 36 % en termes réels entre 1929 et 1933, et l'opinion des principaux économistes, du prix Nobel de l'université de Chicago Robert Lucas et de l'économiste de Yale Robert Shiller aux économistes du MIT Rudiger Dornbush et Stanley Fischer, est que puisque le secteur du commerce extérieur ne représentait qu'environ 7 % du produit national brut (PNB), les droits de douane (même erronés) ne pouvaient pas expliquer une grande partie de ce déclin.

Considérées au niveau des « macro-grands », les micro-connexions critiques souffrent d'un « effet de dissipation » et paraissent toujours petites. Mais la taille n'est pas synonyme d'importance. S'il est vrai que le commerce extérieur ne représentait qu'un faible pourcentage de l'ensemble de l'économie nationale et internationale, il ne faut pas en déduire que les effets du tarif douanier étaient insignifiants. Le canal de Panama ne contient qu'une petite partie de l'eau de mer mondiale, mais sa fermeture aurait des effets dévastateurs sur le commerce mondial. Si nous nous concentrons sur les agrégats, nous risquons de ne pas voir l'arbre dans la forêt, et tous les arbres ne sont pas les mêmes.

Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute que tout droit de douane introduit sera préjudiciable au commerce mondial et devrait réduire les échanges en rendant plus chers des produits qui étaient moins chers avant leur introduction. Plus le droit de douane et sa réponse sont élevés, plus la contraction du commerce est importante.

La différence entre 1930 et 2025 est que le commerce mondial est beaucoup plus important et que, par conséquent, les effets attendus seront beaucoup plus importants.

L'apparition de droits de douane est un signe de déficiences dans une économie locale. L'intention est souvent de protéger la production nationale contre l'invasion des mêmes produits en provenance de l'étranger à un prix inférieur, ce qui rend difficile le maintien des marges de l'économie locale. Les coûts intérieurs sont probablement

plus élevés, et comme il est difficile de les réduire, il est également difficile de concurrencer les produits étrangers moins chers. Le droit de douane est donc une compensation-protection pour la perte de compétitivité.

Mais comme tous les droits de douane ont généralement une contrepartie dans les mesures que le pays touché applique pour « répondre » par une imposition similaire, il en résulte une augmentation du prix des produits échangés qui, si elle se produit dans un environnement de crise économique, finit par aggraver la récession en réduisant le commerce. La baisse des ventes pèse sur les profits des entreprises qui doivent réduire leurs effectifs pour ajuster leurs coûts et l'augmentation du chômage se traduit par une baisse de la consommation, ce qui aboutit à un cercle vicieux (ou à une grande dépression comme dans les années 1930).

Si, en 1930, le commerce mondial ne représentait que 9 % du PIB, ce chiffre est aujourd'hui bien plus élevé. Il avoisine les 33 000 milliards de dollars.

Actuellement, les droits de douane moyens se situent entre 10 et 25 %, ce qui représente déjà des chiffres importants, dont 20 % sur tous les produits chinois.

Les droits de douane sont étendus aux produits agricoles.

La vente de technologies à la Chine ne se limite plus à la vente de produits agricoles.

Hier, Trump a annoncé des droits de douane sur les produits agricoles.

https://www.expansion.com/economia/2025/03/03/67c5fff5e5fdeac31d8b4584.html

Et aujourd'hui, en réponse aux droits de douane sur ses produits, la Chine a riposté en imposant des droits de douane sur les produits agricoles américains,

https://www.expansion.com/economia/2025/03/04/67c6a55b468aeb87078b4575.html

après l'annonce de droits de douane (4 février 2025) sur le charbon, le GNL, le pétrole, etc.

https://www.bbc.com/mundo/articles/c1lv76p1gl7o

Cette course a été lancée par Trump, mais rappelons que Biden n'a pas supprimé les tarifs proposés par Trump et a imposé à la dernière minute des tarifs sauvages de 100% sur les véhicules électriques chinois et de 50% sur les panneaux solaires.

https://www.rtve.es/noticias/20240913/eeuu-impondra-aranceles-vehiculos-electricos-chinos/16248204.shtml

Il ne manque plus que les tarifs réciproques annoncés sur l'Europe pour que l'on puisse parler d'une généralisation mondiale de l'imposition des tarifs.

https://www.rtve.es/noticias/20250214/claves-aranceles-reciprocos-trump-son-como-afectaran-union-europea/16449646.shtml

Sachant que les marchés boursiers américains sont en mode bulle, l'application de ces droits de douane massifs (et de ceux qui pourraient venir plus tard) ne peut avoir de bonnes conséquences et il ne serait pas rare qu'ils précipitent une crise économique mondiale à moyen terme, une fois que leur application sera effective dans le temps.

Peut-être les graines du « krach de 2025 » sont-elles déjà semées...

Liste des tarifs douaniers.

En dehors des dernières mesures annoncées par Trump et de celles prévues pour avril 2025 sur les produits agricoles, on peut décomposer les mesures mises en place de 2018 à février 2025 par les administrations des présidents Donald Trump et Joe Biden.

Les principales mesures et les réponses des pays touchés sont détaillées ci-dessous :

L'administration de Donald Trump (2018-2021) :

Au cours de son premier mandat (2017-2021), le président Donald Trump a mis en œuvre une série de droits de douane dans le cadre de sa politique commerciale protectionniste, dans le but de protéger l'industrie américaine et de réduire le déficit commercial. Voici une liste des principaux tarifs douaniers imposés sous son administration :

Tarifs douaniers sur les panneaux solaires et les machines à laver (2018) 2.

Produits concernés : panneaux solaires et machines à laver.

Détails :

Janvier 2018 : Trump a imposé des droits de douane de 30 % sur les panneaux solaires importés, principalement de Chine, et de 20 % sur les premiers 1,2 million de machines à laver importées, passant à 50 % pour les quantités supérieures.

Objectif : protéger les fabricants américains de la concurrence étrangère.

2. Droits de douane sur l'acier et l'aluminium (2018)

Produits concernés : acier et aluminium.

Détails :

Mars 2018 : des droits de douane de 25 % ont été imposés sur l'acier et de 10 % sur l'aluminium importés de la plupart des pays, y compris des alliés tels que l'Union européenne, le Canada et le Mexique.

Objectif : Redynamiser l'industrie métallurgique américaine et assurer la sécurité nationale.

3. Droits de douane sur la Chine (guerre commerciale)

Produits concernés : Des milliers de produits, de l'électronique aux produits agricoles.

Détails :

Juillet 2018 : Trump a imposé des droits de douane de 25 % sur 818 catégories de produits chinois, d'une valeur de 34 milliards de dollars.

Septembre 2018 : Les droits de douane ont été étendus à 200 milliards de dollars supplémentaires de marchandises chinoises, avec des taux initiaux de 10 %, passant à 25 % en mai 2019.

Août 2019 : Annonce de droits de douane de 10 % sur 300 milliards de dollars de marchandises chinoises supplémentaires, y compris des biens de consommation tels que l'électronique et l'habillement.

Objectif : réduire le déficit commercial avec la Chine et lutter contre les pratiques commerciales déloyales, telles que le vol de propriété intellectuelle.

4. Droits de douane sur l'Union européenne (2019)

Produits concernés : Vin, fromage, olives, avions et autres produits.

Détails :

Octobre 2019 : Trump a imposé des droits de douane de 10 % à 25 % sur 7,5 milliards de dollars de marchandises européennes en réponse aux subventions de l'UE à Airbus.

Objectif : Faire pression sur l'UE pour qu'elle supprime les subventions accordées à Airbus et rééquilibre les échanges commerciaux.

5. Droits de douane sur le Canada et le Mexique (2018-2019)

Produits concernés : Acier, aluminium et autres marchandises.

Détails :

Juin 2018 : Des droits de douane de 25 % ont été imposés sur l'acier et de 10 % sur l'aluminium en provenance du Canada et du Mexique.

Mai 2019 : Les droits de douane ont été éliminés dans le cadre de la négociation de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (accord États-Unis-Mexique-Canada).

Objectif : faire pression sur ces pays pour qu'ils renégocient l'ALENA.

6. Droits de douane sur la Turquie (2018)

Produits concernés : Acier et aluminium.

Détails :

Août 2018 : Trump a doublé les droits de douane sur l'acier et l'aluminium turcs, les portant respectivement à 50 % et 20 %.

Objectif : Faire pression sur la Turquie pour qu'elle libère un pasteur américain détenu et aborde les questions commerciales.

7. Droits de douane sur les produits agricoles de l'UE (2020)

Produits concernés : Vin, fromage, olives et autres produits agricoles.

Détails :

Février 2020 : Trump a augmenté les droits de douane sur 7,5 milliards de dollars de produits européens, dont 25 % sur le vin et le fromage.

Objectif : répondre aux subventions européennes accordées à Airbus et protéger les agriculteurs américains.

8. Tarifs douaniers sur les produits français (2020)

Produits concernés : vins, champagne, fromages et produits de luxe.

Détails :

Décembre 2020 : Trump annonce des droits de douane de 25 % sur 1,3 milliard de dollars de produits français, en réponse à une taxe numérique française affectant les entreprises technologiques américaines.

Objectif : faire pression sur la France pour qu'elle supprime la taxe numérique.

Réactions internationales :

Chine : a imposé des droits de douane de 25 % sur les produits américains, y compris le soja, les automobiles et les avions.

Union européenne : elle a empêché l'imposition de droits de douane sur des produits américains tels que les motos, le whisky et les jeans.

Canada et Mexique : ont mis en place des droits de douane sur divers produits américains en guise de représailles.

Administration Joe Biden (2021-2025) :

Au cours de son mandat, le président Joe Biden a maintenu certains tarifs douaniers imposés par l'administration Trump et mis en œuvre de nouvelles mesures commerciales, mais avec une approche plus stratégique et moins conflictuelle. Voici une liste des principaux tarifs douaniers et mesures commerciales sous l'administration Biden :

Maintien des droits de douane sur la Chine 2.

Produits concernés : Des milliers de produits, notamment des produits électroniques, des machines et des biens de consommation.

Détails :

Biden a maintenu des droits de douane de 25 % sur environ 250 milliards∗∗ de produits chinois et de∗∗∗7,5250 milliards sur 112 milliards de marchandises.

2. Droits de douane sur l'acier et l'aluminium

Produits concernés : l'acier et l'aluminium.

Précisions :

Biden a maintenu les tarifs douaniers de 25% sur l'acier et de 10% sur l'aluminium imposés par Trump.

En 2022, un accord a été conclu avec l'Union européenne pour permettre l'importation de quantités limitées d'acier et d'aluminium sans droits de douane.

Objectif : Protéger l'industrie métallurgique américaine et garantir la sécurité nationale.

3. Droits de douane sur les produits européens (en réponse à Airbus)

Produits concernés : Vins, spiritueux, avions et autres biens.

Détails :

Joe Biden a temporairement suspendu des droits de douane de 25 % sur 7,5 milliards de dollars de produits européens en mars 2021, dans le cadre d'un accord visant à résoudre le différend sur les subventions accordées à Airbus et à Boeing.

Objectif : réduire les tensions commerciales avec l'UE et favoriser la coopération.

4. Droits de douane sur les produits britanniques (en réponse aux taxes numériques)

Produits concernés : Whisky, vêtements et autres biens.

Détails :

En juin 2021, Biden a suspendu les droits de douane de 25 % sur les produits britanniques imposés par Trump en réponse à une taxe numérique britannique.

Objectif : Résoudre les différends commerciaux et favoriser la coopération sur les questions fiscales internationales.

5. Droits de douane sur les produits russes (suite à l'invasion de l'Ukraine)

Produits concernés : Acier, aluminium, poisson, vodka et autres marchandises.

Détails :

En mars 2022, Joe Biden a imposé des droits de douane de 35 % sur divers produits russes dans le cadre des sanctions économiques liées à l'invasion de l'Ukraine.

Objectif : Exercer une pression économique sur la Russie et soutenir l'Ukraine.

6. Droits de douane sur les produits stratégiques chinois (2024)

Produits concernés : véhicules électriques, batteries, panneaux solaires, acier et aluminium.

Détails :

En mai 2024, Biden a annoncé de nouveaux droits de douane sur des produits chinois clés, notamment :

100 % sur les véhicules électriques.

50 % sur les panneaux solaires.

25 % sur l'acier et l'aluminium.

25 % sur les batteries et les composants critiques.

Objectif : protéger l'industrie américaine et encourager la production nationale de technologies propres.

7. Exemptions tarifaires temporaires

Produits concernés : Biens de consommation, matériel médical et produits liés à l'énergie.

Détails :

Biden a prolongé les exemptions temporaires sur certains produits chinois afin d'alléger la pression sur les chaînes d'approvisionnement et de réduire l'inflation.

Objectif : stabiliser l'économie et soutenir les consommateurs américains.

Deuxième mandat de Donald Trump (2025) :

Février 2025 :
Des droits de douane de 25 % sur toutes les importations d'acier et d'aluminium sont annoncés, touchant des pays comme le Canada, le Mexique, la Chine et l'Union européenne.
cadenaser.com

Réactions internationales :
Canada : Annonce de droits de douane de 25 % sur 30 milliards de dollars canadiens de marchandises américaines, pouvant être portés à 155 milliards de dollars canadiens en trois semaines.
en.wikipedia.org
Mexique : annonce de la mise en œuvre de droits de douane et d'autres mesures économiques de rétorsion.
en.wikipedia.org
Union européenne : a qualifié les droits de douane d'illégaux et s'est engagée à protéger ses intérêts économiques.
cadenaser.co

Réponse de la Chine :
En réaction aux mesures tarifaires américaines, la Chine a mis en œuvre des contre-mesures visant les produits agricoles américains :
Elle a annoncé des droits de douane supplémentaires allant jusqu'à 15 % sur des produits tels que le poulet, le maïs, le coton, le soja et le porc, à compter du 10 mars 2025.
elpais.com
En outre, la Chine a inscrit 15 entreprises américaines sur sa liste d'entités non fiables, restreignant ainsi leurs exportations et leurs investissements dans le pays.
elpais.com

▲ RETOUR ▲

.« Inflation en baisse… attention à la hausse que personne ne voit encore venir ! »

par Charles Sannat | 4 Mars 2025

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Votre dossier Stratégie “Yalta 2.0 et si Trump déclenchait le **grand Reset** avec la Russie et la Chine “ est en ligne dans vos espaces lecteurs ici. 37 pages pour vous analyser et vous expliquer la différence entre le Nouvel Ordre Mondial Mondialiste et le Nouvel Ordre Mondial Souverainiste et les conséquences très différentes. Pour vous abonner et accéder directement à ce dossiers et aux 120 dossiers déjà publiés tous les renseignements se trouvent ici.

J’étais hier sur Ecorama pour parler inflation.

Si l’inflation reflue actuellement c’est pour deux raisons.

La première c’est la baisse des prix de l’énergie et du tarif régulé d’EDF. Très bien. Mais les prix restent tout de même très hauts.

La deuxième c’est que depuis la dissolution, l’économie patine et les ménages comme les entreprises sont attentistes. Résultat des courses ? Un taux d’épargne à 18 % et des ménages qui ne consomment pas, et des entreprises qui n’investissent pas et n’embauchent pas.

Pourtant cela pourrait être un répit de bien courte durée et nous pourrions connaître un nouveau pic d’inflation à 2 chiffres.

Pourquoi ?

Parce que les incertitudes géopolitiques et les risques de guerre quand on parle de la paix sont réels.

Parce que les droits de douane à 25 % sont à l’arrivée forcément payés par le consommateur.

Parce que plus d’énergie russe, puisque nous nous sommes fâchés avec la Russie, énergie remplacée par les États-Unis avec lesquels nous nous fâchons, restera le gaz algérien, mais on est en train de se fâcher aussi.

Parce que l’Union Européenne pourrait sauter et l’euro avec… un retour aux monnaies nationales serait forcément inflationniste.

Voilà quelques unes des idées abordées avec David Jacquot.

https://www.youtube.com/watch?v=0XFDcGDBuSk&ab_channel=Boursorama

• • •

.Guerre des droits de douane. Les marchés s'inquiètent !

L'Europe clôture en baisse, inquiète d'une guerre commerciale et c'est logique.

"*Les droits de douane de 25 % décidés par le président américain Donald Trump sur les importations en provenance du Canada et du Mexique sont entrés en vigueur mardi de même que des surtaxes portées à 20 % sur les produits importés de Chine, des mesures ouvrant de nouvelles guerres commerciales avec les trois principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis.*"

Les marchés espéraient jusqu'à présent que les annonces de Donald Trump ne constituent que des leviers de négociation…

Mais les marchés se trompent.

Ce n'est pas juste du "bluff".

C'est la fin de la mondialisation telle que nous l'avons connue et qui vient de ruiner les États-Unis, mais aussi bien évidemment les États européens qui eux poursuivent dans ce libre échange stupide et stérile.

"*Des discussions sont encore possibles, mais si ces droits de douane sont maintenus, les États-Unis devront par ailleurs imposer des niveaux de surtaxes comparable à l'Union Européenne, au risque sinon de voir leurs chaînes logistiques se déporter d'Amérique du Nord vers le Vieux Continent*".

Vous imaginez bien la difficulté pour les marchés de valoriser ce changement majeur d'un passage de tout mondialisation à tout déglobalisation !

C'est un choc majeur et nous n'avons encore rien vu.

.La riposte pleine de tempérance de la Chine sur les droits de douane américains.

Alors que Donald Trump a mis à exécution sa menace de taxer lourdement les produits des trois premiers partenaires commerciaux des États-Unis les réponses chinoises qui étaient restées très modérées deviennent plus fortes puisque Pékin a décidé de s'en prendre à un secteur qui tient très à cœur au président américain : *l'agriculture* et plus largement, l'agroalimentaire.

La Chine impose donc des droits de douane de 15 % de taxes en plus sur le blé, le maïs et le coton américain et 10 % en plus sur le soja, le porc et les produits laitiers.

Si l'impact sera réel pour les fermiers américains qui sont nombreux à exporter leur production vers la Chine, on voit bien que Pékin n'a pas annoncé une hausse de tous ses droits de douane sur tous les produits importés des États-Unis essayant d'éviter une guerre commerciale à grande échelle.

Faut-il comprendre que la Chine est désormais sur une ligne dure face à Donald Trump et sa politique économique ? Oui et non. D'un côté, la Chine veut montrer qu'elle n'a pas l'intention de se laisser faire et qu'elle réplique dès qu'elle est attaquée. Mardi matin, le ministère chinois du Commerce a exprimé son fort mécontentement avant d'annoncer ces taxes supplémentaires contre l'agriculture américaine. Mais d'un autre côté, la Chine fait tout pour éviter une guerre commerciale de grande ampleur.

Cette réponse modérée de Pékin illustre bien qu'il est toujours possible d'opter pour la sagesse dans ses rétorsions et que la montée des tensions n'est pas inéluctable. Je sais bien qu'il n'est pas populaire de le dire, mais c'est cette tempérance qui a manqué à Poutine lorsqu'il a décidé de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine alors qu'il avait toute une palette d'options autres allant de la liquidation de Zelensky uniquement, à la défense du Dombass par exemple et des parties russophones de l'Ukraine.

Observez bien la Chine.

Les Chinois ne sont pas faibles.

Les Chinois ne sont pas lâches.

Ils ont été élevés dans l'Art de la Guerre de Sun Tzu.

.Trump se fâche et suspend l'aide à l'Ukraine, Zelensly se couche dans la journée

Cette guerre est une absurdité.

Cette guerre n'aurait jamais du avoir lieu.

Cette guerre nous, Occidentaux, en avons créé les conditions.

Cette guerre Poutine l'a rendue effroyable et de très haute intensité en envahissant l'Ukraine.

Cette guerre l'OTAN l'a rendue durable en faisant en sorte de rendre impossible toute victoire russe, et en permettant juste aux Ukrainiens de tenir sans leur permettre de vraiment gagner.

Cette guerre, sur le terrain est une abjection. Une négation de l'humanité. Une véritable boucherie.

Alors oui.

Il faut être artisan de paix et cesser de faire semblant que croire que l'Ukraine est un pays venant de la nuit des temps alors qu'il est une création récente de l'Union Soviétique et de Staline. La réalité historique du territoire ukrainien est une chose plus complexe que la géographie actuelle. Tout cela peut s'arranger et les parties russophones veulent retourner à la Russie, l'Ukraine aurait pu rester neutre, et nous aurions pu tous collectivement éviter ce bain de sang que les médias se gardent bien de nous montrer.

Alors, aux États-Unis, Trump veut siffler la fin de partie. Macron en tête, les Européens ensemble et tous les mondialistes s'y opposent.

Ils veulent plus de guerre, de morts et de sang.

Alors aux États-Unis, Trump a sifflé la fin de partie en suspendant toute l'aide militaire à l'Ukraine. L'Ukraine ne tient que grâce à la perfusion américaine. Des renseignements aux armements. L'armée ukrainienne est made in USA, sauf… pour la chair à canon en dehors de quelques mercenaires et forces spéciales.

Alors il aura fallu à Zelensky, le "Churchill" des steppes qui dansait avec son zizi que quelques heures pour se coucher face à Trump.

Guerre en Ukraine : Zelensky veut "arranger les choses" et "travailler sous la direction ferme" de Trump

Le président de l'Ukraine est notamment revenu ce mardi sur sa rencontre avec Donald Trump, regrettant qu'elle "ne s'est pas déroulée comme prévu".

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a écrit sur X ce mardi 4 mars que "*l'Ukraine est prête à signer à tout moment l'accord sur les minéraux et la sécurité et sous toute forme qui lui conviendra*". Pour le président ukrainien, cet accord est "*un pas en avant vers une plus grande sécurité et des garanties de sécurité solides*". "*Mon équipe et moi-même sommes prêts à travailler sous la direction ferme du président Trump pour parvenir à une paix durable*", a poursuivi Volodymyr Zelensky.

"*L'Ukraine est prête à s'asseoir à la table des négociations dès que possible pour parvenir à une paix durable*", selon le président de l'Ukraine.

"*Nous apprécions vraiment tout ce que l'Amérique a fait pour aider l'Ukraine*".

"*Les premières étapes pourraient être la libération des prisonniers et une trêve dans le ciel (interdiction des missiles, des drones à longue portée, des bombes sur l'énergie et d'autres infrastructures civiles) et une trêve maritime immédiate*", a écrit Volodymyr Zelensky précisant que cela est valable seulement "*si la Russie fait de même.*"

L'Europe ne peut pas combler l'aide américaine.

Alors Zelensky n'a d'autre choix que de se coucher et d'accepter la paix… à moins de…

Pour aller plus loin…

Le Yalta 2.0…

Le monde se déchire. Les alliances se brisent sous vos yeux, ce qui faisait l'ordre mondial dans lequel nous avons vécu jusqu'à présent se fissure.

Je vous le redis. C'est la clef de lecture.

Sous vos yeux, un Nouvel Ordre Mondial est en train de s'écrire et l'on ne sait pas encore, à ce stade, celui qui va l'emporter… en espérant que ce conflit ne nous emporte pas tous.

Vous vivez, nous vivons l'Histoire. La Grande Histoire. Et la grande histoire s'accompagne toujours de boîtes de pâté et de raviolis parce que la grande histoire est généralement tragique. Violente. Destructrice.

Vous assistez à la destruction de l'ordre mondial hérité de la Seconde Guerre mondiale et qui a vécu.

Le nouveau se construit sous vos yeux, la question étant de savoir s'il émergera avant une troisième guerre mondiale ou s'il sera la conséquence de la troisième guerre mondiale.

Je vous explique tout dans cette nouvelle vidéo du JT du haut de mon grenier normand.

▲RETOUR▲

.Ne pas dormir sur l'Inde

James Rickards 27 février 2025

Je reviens d'un séjour de deux semaines en Inde. L'épigramme ci-dessus m'a été proposé par plusieurs de mes guides à différentes occasions. Elle reflète parfaitement l'essence de l'Inde.

De nombreuses personnes sont complètement découragées à l'idée de visiter l'Inde ou sont repoussées lorsqu'elles arrivent sur place. Ils se focalisent sur la saleté, la pollution atmosphérique, les odeurs, la surpopulation, les nuées de mendiants et de vendeurs ambulants, les voitures qui klaxonnent dans les villes et le manque d'hygiène dans les campagnes. Leurs palais occidentaux délicats ne sont pas à la hauteur de la cuisine indienne épicée (normale) et de la version super épicée (facilement disponible). Tout cela est vrai.

D'autres (moi y compris) adorent l'Inde. J'y suis allé pour la première fois il y a plus de 40 ans. Certaines des plaintes formulées sont tout simplement liées à la vie dans une économie en développement. Vous trouverez du bruit et de la pollution de Santiago à Saigon (et il n'y a pas si longtemps à Los Angeles). Les odeurs sont souvent de délicieux parfums d'épices et d'encens. Les foules sont vêtues de saris et de soieries aux teintes rouges, bleues et safranées que vous ne trouverez nulle part ailleurs dans le monde.

Les coups de klaxon sont encouragés (jusqu'à un certain point) pour indiquer au conducteur qui vous précède que vous êtes en train de le dépasser. Les voies de circulation ont été supprimées ou sont tout simplement ignorées sur la plupart des boulevards. C'est chacun pour soi, mais cela ne fait qu'ajouter à l'effervescence et à l'excitation. La situation semble chaotique, mais les conducteurs font attention et évitent les accidents, même si c'est de justesse. Quant à la nourriture, je n'ai jamais pu m'en passer. Lorsque les serveurs m'ont averti de la chaleur, je leur ai dit d'y aller. Ils m'ont souri poliment et se sont assurés que je recevais les plats les plus chauds disponibles.

Trop grand pour être ignoré

C'est la troisième partie de l'épigramme qui fait mouche. Quelle que soit votre opinion, vous ne pouvez pas ignorer l'Inde dans une analyse géopolitique ou une allocation de portefeuille. Avec 1,4 milliard d'habitants, l'Inde est le pays le plus peuplé du monde (elle a récemment dépassé la Chine). L'Inde est le septième pays le plus vaste après la Russie, le Canada, la Chine, les États-Unis, le Brésil et l'Australie. Elle est l'un des neuf pays au monde à posséder des armes nucléaires. Elle a des frontières communes avec la Chine et le Pakistan, deux puissances nucléaires.

Bien que l'Inde soit plus petite que la Chine, elle dispose de vastes terres arables pour nourrir sa population. La Chine est principalement constituée de déserts, de montagnes ou de **hauts plateaux** qui ne se prêtent pas à l'agriculture. Une grande partie de la Chine se trouve à des latitudes de 45° N ou plus (Mandchourie) et est également trop froide la majeure partie de l'année pour cultiver des aliments. Le centre chinois des Han, dans le tiers sud-est du pays, est le grenier à riz, mais la Chine continue d'importer d'énormes quantités de denrées alimentaires.

En revanche, l'Inde s'étend des tropiques (le Kerala est à 8° de latitude nord) à l'Himalaya (New Delhi est à 29° de latitude nord), dont la majeure partie est constituée de climats et de sols agricoles de premier ordre. L'Inde est une

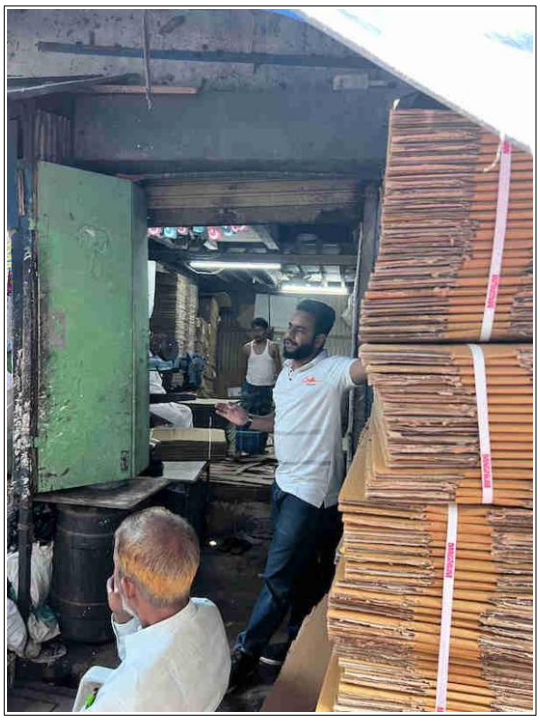
puissance agricole : elle n'importe pratiquement pas de denrées alimentaires et cultive tout ce dont elle a besoin. C'est aussi une puissance technologique, puisqu'elle abrite des géants de la technologie comme Infosys, Tata Consultancy Services, Cognizant et Wipro. Oui, à tous points de vue, l'Inde est trop grande pour être ignorée.

Ma visite ne s'est pas limitée aux temples monumentaux et aux hôtels de luxe. J'ai arpenté les rues et les ghats de Varanasi avec des millions de pèlerins venus endormir le Gange et le réveiller le lendemain matin. J'ai passé du temps avec des habitants de Dharavi, parfois appelé le plus grand bidonville du monde, bien que les Indiens s'offusquent de ce mot. (Cela dit, Dharavi a été le lieu de tournage du film Slumdog Millionaire, de style Bollywood, qui a remporté l'Oscar du meilleur film en 2008).

Dharavi s'étend sur environ un kilomètre carré au cœur de Bombay et compte une population d'environ un million d'habitants. Cette densité d'un million d'habitants par kilomètre carré en fait l'un des endroits les plus densément peuplés au monde.

Pauvre mais animé

La saleté, le manque d'hygiène et les conditions de travail dangereuses à Dharavi sont indéniables. Pourtant, ce qui m'a le plus impressionné, c'est l'énergie pure de l'endroit. Des milliers de petites entreprises, dont de nombreuses entreprises manufacturières, prospèrent. Il s'agissait d'arrangements de type « hole-in-the-wall ». Les coûts de main-d'œuvre étaient minimes, la réglementation quasi inexistante et nombre d'entre elles semblaient peu sûres, avec des feux ouverts, des machines exposées et des conditions de travail sombres. Fait remarquable, on estime que les revenus annuels des entreprises de Dharavi dépassent le milliard de dollars.



J'ai photographié cette entreprise de recyclage de carton située au cœur du quartier de Dharavi, à Bombay. C'est l'une des milliers de petites entreprises indépendantes que j'ai rencontrées pendant mon séjour. Parmi les autres entreprises, on trouve des entreprises de recyclage de déchets plastiques, des boulangeries, des blanchisseries, des entreprises textiles, des entreprises de fabrication de machines-outils, des entreprises de réparation de motos et bien d'autres encore. Les quartiers résidentiels sont minuscules (environ 100 pieds carrés par famille), mais les alentours comprennent des écoles, des temples et des barbiers de rue.

Dharavi est plus pauvre qu'une grande partie du reste de l'Inde, qui est un pays pauvre dans l'ensemble, avec un revenu annuel par habitant d'environ 2 700 dollars. À titre de comparaison, le revenu annuel par habitant en Chine est d'environ 13 000 dollars. Mais le chiffre chinois cache une répartition extrêmement inégale des revenus, dans

laquelle un pourcentage relativement faible de citoyens gagne des revenus substantiels, tandis que la grande majorité gagne beaucoup moins.

Dans le même temps, les faibles revenus par habitant de l'Inde illustrent mon propos. Si certaines des personnes les plus pauvres du monde, avec une éducation minimale, aucune infrastructure et aucun capital, peuvent produire un milliard de dollars par an à Dharavi, imaginez ce qui est possible lorsque vous combinez cette débrouillardise et cette énergie avec des facteurs de production même élémentaires.

Bien entendu, une grande partie de l'Inde a largement dépassé le point de décollage. L'Inde est un pays de 1,4 milliard d'habitants, dont environ 300 millions mènent une vie relativement confortable dans les grandes villes comme Bombay et New Delhi, tandis que 1,1 milliard vivent dans la pauvreté rurale ou urbaine, comme celle que j'ai vue à Dharavi. En se promenant le matin sur Marine Drive à Bombay, qui s'incurve le long d'une baie naturelle en observant les hôtels de première classe et les vastes immeubles d'appartements art déco (bien plus nombreux que South Beach à Miami), il n'y a guère de raison de penser que l'on se trouve dans un pays particulièrement pauvre.

Bien sûr, l'Inde est pauvre, mais 300 millions de citoyens de classe moyenne, c'est une population presque aussi importante que celle des États-Unis. Là encore, c'est le problème. L'Inde compte déjà une classe moyenne de la taille des États-Unis et 1,1 milliard de personnes supplémentaires attendent de rejoindre ses rangs. Le potentiel de croissance dépasse presque l'entendement.

La clé pour libérer ce potentiel de croissance réside dans les politiques publiques. L'annulation des titres fonciers pour les habitants des régions les plus pauvres, l'amélioration des infrastructures, notamment en matière de logement et de transport, la gratuité des frais de scolarité et des repas pour les étudiants, ainsi que des soins de santé, constituent les fondements de cette politique. En outre, l'Inde doit garder chez elle ses grands cerveaux techniques au lieu de les voir partir vers les États-Unis, l'Australie et le Canada. Il est également essentiel de réduire la corruption, même s'il n'est pas réaliste de s'attendre à ce qu'elle disparaisse complètement.

Un investissement pour l'avenir

Le gouvernement indien dirigé par le Premier ministre Narendra Modi progresse dans tous ces domaines. Le programme de repas scolaires, en particulier, n'a pas seulement des raisons nutritionnelles, mais vise également à faire des écoles un pôle d'attraction pour les enfants qui, autrement, seraient envoyés par leurs parents mendier dans les rues.

Un aspect de la société indienne qui surprend les étrangers est la bonne entente entre les nombreux groupes ethniques et religieux. L'Inde compte 26 langues officielles et plus de 300 dialectes principaux. Il s'agit là d'une véritable diversité, pas du genre DEI. De n'importe quel point de l'Inde, un trajet de 100 miles vous mènera à un endroit où l'on parle une autre langue. L'un des héritages positifs de la période coloniale britannique est que l'anglais est largement parlé et qu'il constitue un facteur d'unité pour les entreprises, la société civile et le gouvernement.

Malgré l'animosité historique entre l'Inde et le Pakistan (la « patrie » originelle des musulmans), les hindous et les musulmans s'entendent très bien en Inde. L'Inde compte plus de 200 millions de musulmans, soit plus que le Pakistan lui-même et plus que n'importe quel pays du monde, à l'exception de l'Indonésie. Les deux principaux groupes religieux s'entendent bien et les Parsis, les Sikhs, les Bouddhistes, les Chrétiens et les Juifs sont également respectés. L'Inde est une société essentiellement pacifique qui dédaigne la guerre, mais qui est tout à fait prête à en faire une si elle est attaquée. L'esprit de Gandhi est bien vivant.

Il convient de noter que les premières réunions du président Trump avec des chefs d'État étrangers ont inclus le premier ministre indien Modi et le premier ministre japonais Ishiba, qui ont tous deux été reçus à la Maison Blanche. Les États-Unis, le Japon et l'Inde sont trois des quatre membres du Dialogue quadrilatéral sur la sécurité

(le Quadrilatère) avec l'Australie. M. Trump a rencontré ces dirigeants de la Quadrilatérale avant de rencontrer ses alliés traditionnels, tels que la France et le Royaume-Uni. Cela montre l'importance de ce dialogue sur la sécurité, conçu pour enfermer la Chine dans les îles-barrières du Pacifique occidental et pour contourner les routes terrestres de la Chine à travers le Myanmar (Birmanie) et le Pakistan. L'Europe est l'actualité d'hier. L'avenir est à nos nouveaux alliés en Asie.

Cette mosaïque culturelle et politique représente l'une des meilleures opportunités d'investissement au monde. L'Inde peut rencontrer des obstacles à court terme, comme le reste du monde, en raison de la récession mondiale et des guerres commerciales qui menacent. Mais la relation pragmatique de Modi avec Trump et l'énorme potentiel de croissance de l'Inde qui est en train d'être libéré font de l'Inde la destination privilégiée pour les investissements directs étrangers dans un avenir prévisible.

▲ RETOUR ▲

Réduction de la masse grasse : neuf agences gouvernementales américaines vont réduire leurs dépenses de 50 %.

David Stockman 28 février 2025

BONNER PRIVATE RESEARCH

Bill Bonner est absent aujourd'hui. Pour le remplacer, nous présentons la deuxième partie de l'extrait du nouveau livre de David Stockman, que vous pouvez trouver ici. David a eu la gentillesse de nous autoriser à publier ce qui pourrait être le chapitre le plus important du livre. Vous le trouverez ci-dessous. Si vous l'appréciez, nous vous autorisons à le diffuser largement. Vous trouverez également d'autres travaux de David sur son site web.

Par David Stockman

Comme nous l'avons indiqué, les 16 agences dont la suppression est prévue constituent une sorte de test décisif pour la détermination fiscale. Si ces bureaucrates et agences fédérales ne peuvent pas être éliminés, les perspectives de maîtriser la calamité fiscale en cours aux États-Unis sont en effet bien maigres.

Pourtant, les 71 000 réductions d'effectifs et les 11 milliards de dollars d'économies ne représentent qu'une infime partie de la masse salariale fédérale. En fait, à l'échelle du gouvernement, y compris les forces en uniforme, la masse salariale totale s'élève à près de 3,83 millions d'employés civils et militaires et coûte près de 600 milliards de dollars par an. Les réductions des agences décrites jusqu'à présent ne représentent donc que 1,8 % du total.

C'est pourquoi nous avons identifié un deuxième niveau de neuf agences où nous pensons que les effectifs pourraient être réduits de 50 % et les missions existantes fortement réduites. Il en résulterait une nouvelle réduction du personnel fédéral de 93 000 emplois et près de 15 milliards de dollars d'économies sur les coûts de compensation directs.

Agences que le DOGE devrait cibler pour des réductions de personnel de 50 % :

- SEC : 2 250 personnes et 360 millions de dollars d'économies.
- FCC : 750 personnes et 120 millions de dollars d'économies.
- Federal Aviation Administration : 22 500 personnes et 3,6 milliards de dollars d'économies.
- IRS : 41 500 personnes et 6,64 milliards de dollars d'économies.
- National Labor Relations Board : 800 personnes et 130 millions de dollars d'économies.
- Office of Personnel Management : 1 340 personnes et 214 millions de dollars d'économies.
- Environmental Protection Agency (Agence de protection de l'environnement) : 8 500 personnes et 1,36 milliard de dollars d'économies.
- NASA : 9 000 personnes et 1,44 milliard de dollars d'économies.
- General Services Administration : 6 360 personnes et 1,02 milliard de dollars d'économies.
- Au total, neuf agences réduites de 50 % : 93 000 personnes et 14,9 milliards de dollars d'économies.

Securities and Exchange Commission (SEC) :

La SEC est une agence extrêmement lourde, dont les 4 500 employés absorbent plus de 1,1 milliard de dollars par an en dépenses de rémunération, ce qui correspond à un coût moyen de 255 000 dollars par employé. Il s'agit également d'une ingérence flagrante de l'État-nounou dans un secteur - les marchés des actions, des obligations et autres marchés connexes de Wall Street - qui n'a guère besoin de l'aide de l'État pour fonctionner.

En fait, la fonction de base de la SEC - l'obligation d'information financière - génère un tsunami sans fin de déclarations qui sont essentiellement superficielles, pro forma, mécaniques, rituelles, peu informatives et rédigées dans les règles de l'art, dix fois par jour. Par conséquent, les vrais investisseurs du casino de Wall Street, qui pèse aujourd'hui plus de 100 000 milliards de dollars, dépensent sans compter pour trouver des informations commerciales et financières supplémentaires susceptibles de faire la différence en ce qui concerne les perspectives et les performances des entreprises enregistrées.

En d'autres termes, le casino de Wall Street n'est pas une sorte d'école maternelle des temps modernes où les garçons et les filles qui y travaillent ont besoin de nounous de la SEC pour corriger leurs livres de lecture et leurs cahiers d'exercices. Avec des dizaines de milliers de milliards en jeu, les investisseurs et les traders obtiendraient les informations financières et opérationnelles dont ils ont besoin. À défaut, les émetteurs non coopératifs ou

malhonnêtes trouveraient facilement un torrent d'ordres de vente (à découvert) aux guichets où leurs titres sont négociés.

Les efforts de la SEC pour spécifier et appliquer les normes comptables sont encore plus ridicules. Pratiquement tous les analystes boursiers de Wall Street élaborent des états comptables non GAAP (Generally Accepted Accounting Principles) pour les entreprises qu'ils couvrent et recommandent, alors même que les nounous et les gumshoes de la SEC exigent des entreprises qui mentionnent ou discutent ces versions non GAAP de leurs résultats financiers, basées sur les analystes, qu'elles fournissent des passerelles élaborées pour revenir aux GAAP. Quel est donc l'intérêt de dépenser des centaines de millions par an pour faire respecter les normes comptables GAAP lorsque le vocabulaire financier quotidien des traders et des analystes de Wall Street se résume à un contournement systématique des GAAP ?

Vient ensuite l'absurdité des efforts massifs de la SEC en matière de surveillance du marché et d'application de la loi dans le cadre d'affaires de délits d'initiés essentiellement indéfinissables et pour la plupart inutiles. Le fondement même des lois sur les délits d'initiés - à savoir que chaque investisseur devrait avoir accès à exactement la même information au même moment - est une insulte inhérente à la nature fondamentale des marchés financiers, où le principe inverse s'applique en réalité. En effet, les investisseurs qui développent un « avantage » sont récompensés par des rendements supérieurs, ce qui est la façon dont le marché incite et compense la recherche d'informations et de connaissances qui rendent les transactions plus efficaces et plus productives.

En réalité, les lois sur le délit d'initié reviennent à une version de l'économie de la terre plate. En outre, les opérations d'un grand fonds spéculatif ont un impact bien plus important sur le cours des actions qu'une information financière non divulguée par le directeur financier d'une entreprise. Pourtant, cette dernière est en soi illégale, alors que votre connaissance « d'initié » de l'activité commerciale du grand fonds spéculatif qui opère à côté de votre propre salle de marché est tout à fait légale, tant qu'elle n'a pas été obtenue par « un manquement au devoir ou à la confiance » Peu importe ce que cela signifie.

L'argument selon lequel, sans les nounous de la SEC, les marchés boursiers seraient corrompus par des informations « internes » obtenues de manière illicite est un vestige de ce que les hommes politiques du début des années 1930 n'avaient pas compris à propos des véritables raisons du krach de 1929 (la Fed en était la cause). Mais dans le monde d'aujourd'hui, où l'information est disponible instantanément et à l'infini et où les incitations financières sont massives pour parcourir le paysage à la recherche de données qui font bouger le marché, les « informations privilégiées » sont l'équivalent de Snapchat. Sa demi-vie est trop courte pour faire une différence pour les investisseurs sur un horizon d'investissement mesurable.

Il en va de même pour les poursuites engagées par la SEC contre les « manipulations de marché ». Le fait est qu'il existe actuellement plus de 8 000 fonds spéculatifs qui gèrent collectivement 2 800 milliards de dollars d'actifs, dont une grande partie passe par les bureaux de négociation d'un petit nombre de « prime brokers » (Goldman, Morgan Stanley, JP Morgan, etc.) 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Ces accords sont tout à fait légaux, mais ils entraînent intrinsèquement des hausses ou des baisses des marchés lorsque les grands acteurs se penchent tous dans la même direction. Par hasard, bien sûr !

Les mouvements irréguliers et parfois saccadés des marchés boursiers en réponse aux flux d'informations et d'investissements générés par la foule des fonds spéculatifs ne sont en fait que de l'économie 101. En comparaison, les objectifs de la SEC en matière de manipulation des marchés reviennent à chasser les fantômes de ce que faisaient les traders les plus affûtés à une époque plus primitive, dans les années 1920. Dans le monde commercial actuel, fondé sur la technologie, aucun de ces prétendus péchés du marché n'aurait en fait plus qu'un impact momentané et, en tout état de cause, donnerait lieu à des schémas de compensation similaires à la manière dont certains traders achètent aujourd'hui des actions excessivement court-circuitées pour déclencher un rallye de couverture. En d'autres termes, les marchés d'aujourd'hui éliminent les tricheurs et les coupeurs de route bien plus rapidement que ne pourrait le faire une bande de GS-16 surpayés de la SEC.

En bref, les nounous de la SEC ne sont pas nécessaires pour empêcher les cinq types de « manipulation de marché » poursuivis par l'agence. Les marchés de Wall Street, aujourd'hui riches en informations, en communications et en technologies, où des billions sont en jeu à chaque minute et à chaque heure, sont toujours et partout en alerte pour les soi-disant abus de ce type. Ils n'ont pas besoin de la SEC pour savoir quand les mécréants du marché pratiquent le pompage, le dumping, le spoofing, le wash trading, le barattage ou le mensonge. Cela devient rapidement évident pour les autres traders qui sont payés pour rester vigilants.

- Les opérations de pompage et de dumping : Gonfler le prix d'une action au moyen d'informations fausses ou trompeuses, puis la vendre à ce prix gonflé.

- Spoofing : Passer de faux ordres pour créer une fausse impression de l'offre ou de la demande, influençant ainsi les autres acteurs du marché.

- Wash Trading : Achat et vente simultanés d'un même titre pour créer l'illusion d'un volume de transactions accru.

- Churning (barattage) : Négociation excessive par un courtier sur le compte d'un client pour générer des commissions sans tenir compte des objectifs d'investissement du client.

- Fausses déclarations et rumeurs : Diffusion de fausses informations pour manipuler le cours des actions.

En fin de compte, la SEC devrait être reléguée au musée des mythologies des années 1930. Pourtant, elle est probablement si profondément ancrée dans la chaîne et la trame des marchés financiers, en particulier en ce qui concerne les rapports de routine (10Q, 10K, prospectus d'offre, etc.), qu'il est impossible de l'abolir complètement. Cependant, elle est impliquée dans tellement de bêtises et d'imbécillités de l'État-nounou que son personnel massif et sa masse salariale pourraient facilement être réduits de moitié.

Cela réduirait l'effectif fédéral de 2 250 bureaucrates et de plus de 575 millions de dollars de dépenses annuelles. Le fait est que le modus operandi de la SEC est lui-même un exercice de fraude, de gaspillage et d'abus mené par le gouvernement, car son régime d'État-nounou ne rend pas les investissements à Wall Street plus sûrs, mais simplement plus coûteux et plus lourds. Si l'on ne peut pas supprimer 50 % de ce type de « graisse », il n'y a pas beaucoup d'espoir de réaliser les économies beaucoup plus difficiles à réaliser en réduisant les muscles ou en coupant les os dans le reste du budget fédéral.

Commission fédérale des communications (FCC)

La FCC est une autre relique de 1934. Un simple coup d'œil à la manière dont elle répartit son budget annuel de 411 millions de dollars suffit pour s'en convaincre. Dans un monde basé sur l'internet, la télévision par satellite et Starlink, il n'existe plus de monopoles oppressifs dans le domaine des communications. La concurrence est extrêmement féroce, innovante et d'une grande portée, comme le montre peut-être la crise des « coupures de câble » qui balaie actuellement le secteur de la télévision par câble traditionnelle.

Il se trouve que la télévision par câble traditionnelle a enregistré une perte cumulée de plus de 10 millions d'abonnés depuis 2018, et que cette perte s'est accélérée, les principaux fournisseurs tels que Comcast et Charter faisant état de baisses incessantes. Alors, pourquoi diable les grands manitous de la FCC s'occupent-ils de la protection des consommateurs, de la promotion de la concurrence ou de l'extension du haut débit aux zones dites mal desservies ? Les progrès technologiques et l'innovation concurrentielle couvrent toutes ces questions sans aucune aide de la part des nounous de la FCC qui cherchent à justifier leur emploi.

En fait, les nounous de la FCC sont surtout un obstacle à l'innovation en faveur des consommateurs, comme le montre le balourd rigide des règles sur la « neutralité du net ». Encore une fois, il s'agit simplement d'un socialisme réglementaire qui interdit aux fournisseurs d'accès à Internet (FAI) de bloquer, d'étrangler ou d'accorder une

priorité payante à tout contenu licite, comme la mise à disposition de « voies rapides » payantes pour les services de diffusion en continu.

En d'autres termes, ces bureaucrates qui s'emparent du pouvoir par le biais d'un nouvel ordre à partir d'avril 2024 tentent de faire entrer le monde actuel de l'internet et du dynamisme technologique dans la modalité placide et unique de Ma Bell de 1970.

En fin de compte, la seule chose dont on puisse dire qu'elle est utile est la gestion publique du spectre, mais même cela devrait se limiter à la vente aux enchères de licences pour différentes catégories de médias, comme la télévision, la radio, les communications mobiles et la sécurité publique. Et cela ne nécessiterait qu'une infime partie du personnel et du budget actuels.

En bref, la FCC s'en sortirait facilement avec une réduction de 50 % de son personnel. Cela lui permettrait de réduire ses effectifs de 750 emplois, d'économiser des coûts de rémunération directe d'au moins 120 millions de dollars par an et d'éliminer également une grande partie du reste de son budget (300 millions de dollars).

Ventilation du budget de 411 millions de dollars de la FCC pour l'année fiscale 2024 :

Administration fédérale de l'aviation (FAA)

La FAA donne une toute nouvelle définition à la notion de bureaucratie à salaires élevés. Ses 45 000 postes dépassent de plusieurs ordres de grandeur les niveaux qui devraient être nécessaires pour accomplir efficacement les fonctions de sécurité aérienne et de contrôle du trafic qui lui ont été assignées par le Congrès.

Pour s'en convaincre, il suffit de considérer l'énorme gonflement des effectifs de l'Organisation de contrôle du trafic aérien (ATO), qui s'élèvent à 20 000 personnes. Il y a quelques années, l'inspecteur général du ministère des transports (DOT) a effectué une comparaison détaillée des coûts et des niveaux de personnel entre ---- les 254 tours de contrôle des aéroports qui ont été construites par le ministère des transports.

Les 254 tours de contrôle aéroportuaires exploitées et dotées en personnel par des sous-traitants, avec 1 400 contrôleurs qui gèrent 28 % du système national de l'espace aérien.

Les 266 tours de contrôle aéroportuaires exploitées directement par la FAA, avec 15 000 contrôleurs qui gèrent les 72 % restants du système.

L'IG a constaté que les tours sous contrat étaient environ trois fois plus rentables par mouvement d'avion traité que les tours de la FAA. Pourtant, les résultats en matière de sécurité des tours de contrôle contractuelles pour des installations de taille comparable étaient également comparables à ceux des tours de contrôle de la FAA.

En moyenne, selon le rapport, les tours de contrôle sous contrat utilisent 48 % de ressources en moins par avion traité et par an. C'est le cas, même si les économies d'échelle devraient favoriser les grandes tours gérées par la FAA, qui traitent beaucoup plus de vols.

En outre, l'IG a constaté que les tours de contrôle sous contrat génèrent des coûts inférieurs parce qu'elles emploient généralement moins de contrôleurs, qu'elles paient beaucoup moins que la FAA ne paie à son personnel. Le rapport indique qu'une année de coûts de main-d'œuvre et de prestations dans les tours les plus fréquentées de la FAA s'élève à environ 15,7 millions de dollars, contre seulement 2,7 millions de dollars pour une installation sous contrat.

En outre, la normalisation de ces chiffres par mouvement d'avion montre que les installations de la FAA coûtent 22,34 dollars par unité, contre 7,41 dollars par unité pour une tour sous-traitante. Une preuve supplémentaire de

l'inefficacité flagrante des tours gérées par la FAA réside dans le fait que le coût par mouvement d'avion est resté relativement constant entre les aéroports très fréquentés et ceux qui le sont moins, révélant ainsi une formule de dotation en personnel plutôt que les gains d'efficacité basés sur l'échelle qui devraient être réalisés avec l'augmentation des niveaux de volume. En revanche, les gains d'efficacité sont très visibles dans les tours de contrôle, où les coûts par mouvement ont augmenté d'environ 30 % dans les tours les plus lentes et les moins fréquentées.

En résumé, tout porte à croire que les 15 000 contrôleurs et les 20 000 employés des tours gérées par la FAA pourraient être réduits de moitié s'ils étaient confiés à des sous-traitants efficaces.

Répartition des 45 000 employés de la FAA entre les principales fonctions :

Une liste des différents types d'objets Description générée automatiquement avec un niveau de confiance moyen

Le gonflement est plus qu'évident dans les niveaux de personnel pour les autres fonctions également. Par exemple, les 1 500 employés de la FAA dans le seul domaine des finances et de la gestion ne représentent qu'une centaine d'employés dans les fonctions juridiques et financières chez X. Les 9 000 employés des fonctions RE & D, installations et équipement et modernisation technologique NextGen représentent environ 800 employés dans les fonctions d'ingénierie et de production chez X.

De même, les 1 000 employés de la division Transport spatial commercial supervisent essentiellement 50 fournisseurs de services de lancement, notamment Space X et Blue Origin, ainsi que de nombreuses opérations spécialisées beaucoup plus petites, et environ 10 opérateurs de ports spatiaux Le niveau de personnel de ce département est donc manifestement énorme.

Mais le véritable jackpot en matière de personnel réside dans la fonction AIP, qui finance les projets d'infrastructure aéroportuaire tels que les pistes, les voies de circulation, la signalisation, l'éclairage et le marquage des aéroports. Comme le montre le tableau ci-dessus, la FAA emploie 2 000 personnes pour remuer, mélanger, mixer, pétrir et restituer aux aéroports locaux les recettes des taxes sur les billets et des redevances d'atterrissage qui n'auraient jamais dû être acheminées jusqu'à Washington. En d'autres termes, si l'on adopte une politique consistant à manger ce que l'on tue en termes de redevances aéroportuaires et d'investissements en capital, les 2 000 fonctionnaires de l'OAA seraient superflus.

En bref, il devrait être très facile de réduire le personnel de la FAA de 50 %. La réduction de 22 500 postes permettrait d'économiser environ 3,6 milliards de dollars par an, les économies collatérales résultant de la réduction des frais généraux et des coûts de soutien étant d'une ampleur à peu près équivalente.

Conseil national des relations du travail (NLRB)

Le NLRB est une autre relique de 1935 qui est à peine nécessaire pour faire appliquer les lois du travail du pays, désormais bien ancrées et juridiquement évoluées. Et comme la plupart des autres agences situées sur les rives du Potomac, elle a été capturée par les syndicats qu'elle est censée réglementer.

Après 89 ans, en effet, les droits et les protections de la loi sur les relations de travail (NLRA) sont bien établis et profondément institutionnalisés dans la pratique. Plus précisément, la NLRA et sa jurisprudence protègent les droits des salariés à organiser, former, rejoindre ou assister des organisations syndicales, à négocier collectivement par l'intermédiaire de représentants de leur choix et à s'engager dans d'autres activités concertées à des fins de négociation collective ou d'autres formes d'aide ou de protection mutuelles. Elle interdit également aux employeurs d'interférer, de restreindre ou de contraindre les employés dans l'exercice de ces droits.

Tous ces droits, protections et garanties pourraient donc être facilement appliqués par le système judiciaire fédéral au lieu de la bureaucratie du NLRB. Le système administratif et juridictionnel séparé et parallèle de ce dernier n'est qu'une simple capture de la réglementation à l'œuvre. Les syndicats aiment posséder leurs propres juges.

Pour transférer complètement l'application de la NLRB au système judiciaire fédéral normal, il faudrait probablement modifier la loi. Mais en proposant de réduire le personnel du NLRB de 50 %, réduisant ainsi les effectifs fédéraux de 800 personnes et les coûts de compensation de 130 millions de dollars, le DOGE ouvrirait la voie au déplacement, attendu depuis longtemps, d'une agence obsolète qui survit principalement au service de ses clients politiques, et non du bien public.

Internal Revenue Service (IRS)

Il va sans dire qu'il ne s'agit pas seulement de nounous bureaucratiques et d'intermédiaires dans le cas des 83 000 employés actuels de l'IRS----e chiffre devrait atteindre 102 000 d'ici la fin de la décennie dans le cadre de l'opération de ponction fiscale de M. Biden. Dans les rangs de ce qui équivaut à une petite ville de bureaucrates fédéraux, on trouve également une bonne phalange de flics fiscaux, d'enquêteurs, d'avocats chargés de l'application de la loi et de proctologues de la déclaration d'impôts.

La question se pose donc à nouveau : Qu'est-ce qui a généré cette bureaucratie massive en premier lieu, et quels changements politiques fondamentaux sont nécessaires pour réduire les effectifs de l'IRS de 50 % (42 000 emplois) et de plus de 5 milliards de dollars en coûts de rémunération et autres coûts de fonctionnement ?

La réponse commence par un appel au bluff de l'IRS. Lorsque l'on examine les données relatives aux déclarations d'impôts, il est tout à fait évident que les bureaucrates de l'État profond simulent énormément lorsqu'il s'agit de leurs besoins massifs en personnel. Nous avons découvert l'escroquerie à l'époque où nous travaillions pour l'OMB, lorsque nous nous battions avec le département du Trésor au sujet des vaches sacrées de son budget. Mais rien n'a changé 40 ans plus tard... Voici donc le pistolet fumant qui nous met sur la voie.

Au cours de l'année fiscale complète la plus récente (2022), 161,336 millions de déclarations d'impôt sur le revenu ont été déposées, pour un revenu brut ajusté (RBA) de 14,83 billions de dollars. Mais 146,045 millions de ces déclarations, qui ont rapporté 10,025 billions de dollars de revenu brut ajusté, n'ont pas demandé de déductions détaillées.

En outre, parmi ces personnes qui ne paient pas d'impôts, environ 97 millions étaient redevables d'impôts et utilisaient la déduction standard pour calculer le revenu imposable et le montant dû avant les crédits d'impôt. Par ailleurs, 49 millions d'utilisateurs de la déduction standard ne devaient aucun impôt fédéral sur le revenu en raison d'un faible revenu imposable ou de crédits d'impôt pour enfants et autres crédits d'impôt.

En bref, il n'est absolument pas nécessaire d'avoir une bureaucratie gigantesque de l'IRS - et, en fait, pratiquement aucune opération à forte intensité de main-d'œuvre - pour administrer le code de l'IRS dans le cas de 92 % des déclarations d'impôts annuelles et de l'écrasante majorité des contribuables américains qui perçoivent des revenus. En effet, la quasi-totalité des données nécessaires pour remplir ces déclarations non détaillées sont lisibles à la machine et disponibles dans d'autres systèmes de déclaration de l'IRS, comme le montre le tableau ci-dessous.

En cas de doute, voici l'intégralité du calcul de l'impôt pour un couple gagnant un salaire correspondant au revenu médian américain de 80 000 dollars, utilisant la déduction standard de 13 850 dollars pour une déclaration conjointe et demandant deux crédits d'impôt pour enfants de 2 000 dollars. Le fait est qu'avec la technologie actuelle, 99,999 % du travail de traitement, d'examen et d'ajustement (si nécessaire) des déclarations fiscales non détaillées de ce type devrait pouvoir être accompli par les ordinateurs de l'IRS, sans qu'aucune empreinte de bureaucrate ne soit visible dans l'ensemble du processus.

C'est d'autant plus vrai que la majeure partie des 10 000 milliards de dollars d'AGI des personnes qui ne déclarent pas leurs revenus concerne les salaires déclarés à l'IRS sur les formulaires W-2, ainsi que les intérêts, les dividendes, les loyers, les redevances, les revenus des entrepreneurs indépendants, les ventes d'actions, les pensions, les rentes, les IRA et les revenus imposables de la sécurité sociale, qui sont tous également déclarés par les payeurs de ces montants sur les formulaires 1099.

Dans l'illustration ci-dessous, n'importe quelle machine d'alerte - sans parler d'une machine dotée d'une intelligence artificielle mise au point par Elon & Co - pourrait recouper les W-2, calculer le revenu imposable, appliquer les trois tranches d'imposition pertinentes, déduire les 4 000 dollars de crédits pour enfants, vérifier l'obligation fiscale de 6 243 dollars et soustraire les montants retenus par le contribuable afin de déterminer si un paiement ou un remboursement est nécessaire. Le tout en une nanoseconde. Et voilà !

Calcul étape par étape d'un couple gagnant un salaire de 80 000 $ avec 2 enfants et la déduction standard

Revenu brut : 80 000

Déduction forfaitaire : 13 850 $ (pour les couples mariés produisant une déclaration commune en 2023)

Revenu imposable : 80 000 $ - 13 850 $ = 66 150

Calcul de l'impôt à payer

Revenu imposable : 66 150

Taux d'imposition :

10 % sur les revenus jusqu'à 22 000

12 % sur les revenus compris entre 22 001 $ et 38 600

22 % sur les revenus compris entre 38 601 et 66 150

Calcul de l'impôt

10 % sur les premiers 22 000 $: 22 000 $ * 0,10 = 2 200

12 % sur les 16 600 $ suivants : 16 600 $ * 0,12 = 1 992

22 % sur les 27 550 $ restants : 27 550 $ * 0,22 = 6 051

Total de l'impôt avant crédits : 2 200 $ + 1 992 $ + 6 051 $ = 10 243

Crédits d'impôt pour enfants

2 crédits d'impôt pour enfants : 2 000 $ par enfant

Total des crédits : 2 * $2,000 = $4,000

Impôt à payer après les crédits : 10 243 $ - 4 000 $ = 6 243

Alors, comment justifier 83 000 fonctionnaires et un budget de 16,1 milliards de dollars alors que l'écrasante majorité des déclarations impliquent ce que l'on peut qualifier de « travail de machine 101 » ?

La réponse, soi-disant, se trouve dans le reste des déclarations - les 15,29 millions de déclarations détaillées. Mais même dans ce cas, l'écrasante majorité des postes de revenus et de dépenses déductibles n'est pas si complexe ou opaque que cela. En effet, ils sont également disponibles sur d'autres systèmes de déclaration de l'IRS et sont lisibles à la machine au niveau de l'identifiant du contribuable.

Plus précisément, en 2022, le montant de l'AGI déclaré dans ces déclarations détaillées s'élevait à 4 809 milliards de dollars, soit environ 32 % du total de l'AGI. Mais ce total incluait les montants suivants, qui sont tous lisibles à la machine à partir des formulaires W-2 et 1099 :

Salaires et traitements : 2 345 milliards de dollars.

Intérêts imposables : 78 milliards de dollars.

Dividendes imposables : 230 milliards de dollars.

IRA : 110 milliards de dollars.

Pensions et rentes : 176 milliards de dollars.

Sécurité sociale imposable : 82 milliards de dollars.

Indemnités de chômage : 3 milliards de dollars.

Total partiel : 3 024 milliards de dollars.

Revenu supérieur en % du revenu global sur les déclarations détaillées : 63 %.

Lorsqu'il s'agit d'une vérification sur une base lisible par machine, les éléments de revenu ci-dessus sont tous vérifiés, vérifiés et vérifiés. Cela signifie que lorsque vous combinez les montants AGI lisibles à la machine des déclarations détaillées avec les 10,025 trillions de dollars déclarés dans les déclarations non détaillées, vous obtenez 88 %, soit 13,049 trillions de dollars, des 14,834 trillions de dollars d'AGI total déclarés pour 2022.

Aucun de ces revenus AGI ne devrait nécessiter d'administration, d'examen, d'ajustement ou d'application nécessitant une main-d'œuvre importante. Les ordinateurs de l'IRS devraient connaître chaque centime d'AGI des catégories susmentionnées et savoir s'il a été déclaré correctement par le contribuable ou s'il nécessite le proverbial « ajustement » ordonné par l'IRS.

Il est donc difficile de comprendre pourquoi, du côté de l'AGI/revenu de l'équation, il est nécessaire de disposer d'effectifs et de budgets aussi importants que ceux indiqués ci-dessous. Par exemple, les 22 000 personnes chargées de l'« exécution » et de la « conformité » devraient être aussi inactives que le proverbial réparateur Maytag lorsqu'il s'agit des déclarations de déduction standard et des sources de revenus lisibles à la machine qui figurent sur les déclarations détaillées. Dans ces cas, il n'y a rien de matériel sur lequel les contribuables peuvent tricher qui ne serait pas repéré par un ordinateur correctement programmé dès le dépôt de la déclaration.

Il en va de même pour les 33 000 employés des « services aux contribuables », du « soutien aux opérations » et du « soutien administratif ». Pratiquement aucun de ces bureaucrates n'est nécessaire pour traiter les 10 000 milliards de dollars d'AGI des 146 millions de déclarations non détaillées et les 3 000 milliards de dollars d'AGI des 15 millions de déclarations détaillées qui sont déjà déclarés indépendamment par les payeurs sous-jacents de ces sources de revenus.

Au contraire, il s'agit d'un travail pour des machines fonctionnant 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, et non de 6,5 heures par jour (après les pauses et le déjeuner exigés par la fonction publique) pour des bureaucrates du gouvernement qui bénéficient en moyenne de 35 jours de vacances, de congés personnels et de congés de maladie par an. Et dont une grande partie, dans l'ère post-pandémique, ne daigne pas venir au bureau, même les jours ouvrables, de toute façon !

Répartition du budget et des effectifs de l'IRS par fonction :

En cas de doute, voici les autres catégories d'AGI, sans doute plus compliquées, qui figurent dans les déclarations détaillées. Mais même dans ces cas, les machines ont beaucoup de travail à faire en matière d'examen et de vérification. Par exemple, 845 milliards de dollars, soit près de la moitié du total ci-dessous, sont dus à des gains en capital. Mais cette source de revenus est déjà déclarée sur le formulaire 8940 et l'annexe D du formulaire 1040. Les machines d'Elon devraient donc aussi s'en occuper.

En fin de compte, la majeure partie de la complexité et de l'opacité du code de l'IRS concerne les 106 milliards de dollars de bénéfices nets déclarés pour les revenus des entreprises et des professions libérales et les 704 milliards de dollars déclarés par les sociétés de type « sub-chapter S ». Dans ce cas, la complexité ne provient pas seulement de la déclaration du revenu brut, mais plus particulièrement du calendrier et des montants des dépenses professionnelles admissibles encourues pour parvenir aux chiffres des bénéfices nets indiqués ci-dessous.

Néanmoins, le montant total de l'AGI concerné par ces deux sources, soit 950 milliards de dollars, ne représente que 6,5 % de l'AGI total. Même si les déclarations comportant un grand nombre de sous-chapitre S ou de revenus professionnels et commerciaux impliquent un grand nombre de recherches, de contrôles, de rapprochements et de vérifications par des humains, il est peu probable que cela représente quelque chose d'approchant des 83 000 fonctionnaires.

Alors, oui, il peut bien y avoir 2 650 pages de code de l'IRS et 9 000 pages de règlements de l'IRS, et l'ensemble peut compter 25 fois plus de mots que la trilogie du Seigneur des anneaux. Mais lorsqu'il s'agit de l'écrasante majorité des déclarations d'impôt sur le revenu et de l'AGI qui y est déclaré, 98 % de ce labyrinthe juridique n'a aucune importance. Son existence malheureuse est simplement citée comme un écran de fumée pour justifier une bureaucratie massive et inutile de collecte d'impôts.

Autres sources de revenus déclarées dans les déclarations détaillées en 2022

Bénéfices des entreprises et des professions libérales : 106 milliards de dollars.

Revenu net des sociétés de type S : 704 milliards de dollars.

Gains en capital : 845 milliards de dollars.

Ventes de biens immobiliers : 26 milliards de dollars.

Loyers et redevances : 20 milliards de dollars.

Revenus des successions et des trusts : 29 milliards de dollars.

Revenus des jeux : 29 milliards de dollars.

Autres, nets : 5 milliards de dollars.

Total de ce qui précède : 1 785 milliards de dollars.

Les déductions détaillées ne changent pas non plus la donne. Plus de 91 % des déductions détaillées, qui s'élevaient à 669 milliards de dollars en 2022, étaient représentées par les cinq premiers postes indiqués ci-dessous. Ceux-ci sont en grande partie lisibles à la machine, sur la base des formulaires de déclaration standard que les auteurs de ces déductions sont tenus de déposer auprès de l'IRS.

Par exemple, les déductions d'intérêts hypothécaires sont déclarées sur le formulaire 1098 ; les contributions caritatives sont déclarées sur le formulaire 990 et les déductions pour les impôts locaux et d'État payés sont disponibles dans les rapports d'échange d'informations de l'IRS par les États. Pourtant, en 2022, ces trois déductions représentaient à elles seules près de 500 milliards de dollars, soit 75 % du total.

Principales déductions détaillées lisibles à la machine en 2022 :

- Déductions médicales après le plancher : 93 milliards de dollars (déductions brutes de 121 milliards de dollars moins 28 milliards de dollars d'effet plancher).
- Déduction des impôts payés : 125 milliards de dollars.
- Déduction des intérêts hypothécaires : 147 milliards de dollars.
- Déduction des intérêts d'investissement : 23 milliards de dollars.
- Déduction des contributions caritatives : 222 milliards de dollars.
- Toutes les autres déductions détaillées : 59 milliards de dollars.
- Total des déductions détaillées : 669 milliards de dollars.

En bref, plus de 90 % du revenu global déclaré en 2022 pour toutes les déclarations étaient lisibles à la machine à partir de sources de déclaration indépendantes et plus de 90 % des déductions détaillées étaient également lisibles à la machine. Par conséquent, la part prépondérante des données relatives aux revenus et aux déductions qui transitent par les 161 millions de déclarations de revenus annuelles se trouve essentiellement dans un véhicule autopiloté. Le travail de traitement, d'évaluation, de validation et d'ajustement, le cas échéant, ne nécessite probablement pas plus de personnel que l'effectif actuel de la police du Capitole (2 400 personnes).

En outre, même quelques petites modifications intelligentes du code de l'IRS permettraient de réduire encore davantage le nombre de déclarations et de montants d'AGI nécessitant un examen et une vérification à forte intensité de main-d'œuvre. Par exemple, parmi les 15,29 millions de déclarations détaillées déposées en 2022, la grande majorité se situait aux extrémités inférieures et modérées de l'échelle des revenus, où les montants de déduction contestés sont intrinsèquement limités.

Répartition des déclarations détaillées en 2022 par niveau de revenu AGI :

- 100 000 $ et moins : 5,755 millions (37,6 %).
- 100 000 à 500 000 $: 8,076 millions (52,8 %).
- 500 000 $ à 1 000 000 $: 0,903 million (5,9 %).
- 1 000 000 $ et plus : 0,558 million (3,7 %).
- Total des déclarations détaillées : 15,292 millions (100%).

Comme indiqué ci-dessus, 13,831 millions de déclarations détaillées, soit plus de 90 %, font état d'un AGI de 500 000 dollars ou moins, dont 5,8 millions de 100 000 dollars ou moins.

À leur tour, ces déclarations de 500 000 dollars ou moins ont déclaré un total de 1 960 milliards de dollars de revenu annuel brut et 475 milliards de dollars de déductions détaillées. Ainsi, une « déduction standard variable » d'à peu près ce ratio - 24 % du revenu annuel brut - pour les déclarations actuellement détaillées jusqu'à 500 000 $ serait neutre sur le plan des recettes. Mais en éliminant plus de 90 % des déclarations détaillées, une « déduction standard variable » basée sur le revenu réduirait certainement aussi le besoin de plusieurs milliers d'examinateurs, de personnel de service et de gestionnaires de frais généraux.

Après tout, il n'y a que 1,461 million de déclarations avec un AGI de 500 000 $ ou plus, qui ont rapporté les montants indiqués ci-dessous pour 2022. Nous ne croyons absolument pas, par exemple, qu'il faille une bureaucratie de 83 000 personnes pour examiner 213 milliards de dollars de déductions détaillées prises par les riches, alors que 126 milliards de dollars sont dus à des contributions caritatives et 41 milliards de dollars à des déductions d'intérêts d'investissement Cela représente près de 80 % du total des déductions accordées aux riches, mais chaque dollar est lisible à la machine et vérifiable, car il est déclaré indépendamment à l'IRS par les institutions caritatives bénéficiaires et les banques bénéficiaires d'intérêts, respectivement.

De même, 71 % des 2,78 billions de dollars de l'AGI sont dus aux salaires W-2 (931 milliards de dollars), aux intérêts d'investissement (62 milliards de dollars), aux dividendes ordinaires (170 milliards de dollars), aux plus-values (774 milliards de dollars) et aux loyers et redevances (40 milliards de dollars). Comme indiqué précédemment, tous ces éléments sont également déclarés séparément à l'IRS et sont lisibles par ses ordinateurs au niveau de l'identifiant du contribuable.

Ainsi, même dans le nid de complexité insensé qu'est le code fiscal américain appliqué aux riches, il n'y a tout simplement pas de quoi justifier l'augmentation considérable des effectifs de l'IRS. Pas le moins du monde, et ce avant de passer au scalpel législatif le code des impôts dans le but d'en élargir radicalement l'assiette et d'en aplanir les taux.

Principales données fiscales pour les 1,461 million de déclarations avec un AGI de 500 000 $ ou plus :

- Total du revenu annuel brut : 2 780 milliards de dollars.
- Déductions détaillées : 213 milliards de dollars.
- Autres ajustements : 86 milliards de dollars.
- Revenu imposable : 2 481 milliards de dollars.
- Impôts payés : 708 milliards de dollars.
- Déductions détaillées en % du revenu imposable : 7,6 %.
- Impôts payés en % du revenu imposable : 28,5 %.

Le DOGE peut-il donc trouver un moyen de réduire le personnel de l'IRS de plus de 50 %, soit 42 000 fonctionnaires, pour une économie budgétaire de 5 milliards de dollars par an ? Nous répondons par l'affirmative. Il suffit de fouiller dans le riche corpus de données de l'IRS pour les dernières années fiscales pour se rendre compte de l'ampleur de l'escroquerie actuelle.

Dans ce contexte, le DOGE pourrait bien envisager une version technologiquement moderne de l'ancienne approche de simplification de l'impôt fédéral sur le revenu basée sur les cartes postales. Ainsi, il n'y a aucune raison

pour que plus de 150 millions de déclarants dont l'AGI est inférieur à 500 000 dollars ne reçoivent pas simplement une « carte électronique » de l'IRS à leur adresse électronique personnelle, dans laquelle les machines de l'IRS ont déjà fait tout le travail. La carte électronique devrait :

- Calculer et additionner toutes les sources d'AGI.
- Appliquer la déduction standard et les crédits pour enfants.
- Calculer l'impôt dû.
- Calculer le montant du paiement ou du remboursement dû après avoir crédité les retenues du contribuable.
- Fournir une option pour « accepter » le résultat de la carte électronique ou choisir de déclarer des montants différents de la manière habituelle.

Une fois encore, sur la base des données de déclaration de l'IRS, il est probable qu'au moins 90 % des bénéficiaires de l'E-Card cocheraient la case « accepter » et en finiraient avec la période des impôts, sans dépenses de leur part et sans bureaucrates de l'IRS à l'autre bout du fil.

Notre confiance dans cette conclusion repose sur les considérations suivantes tirées des données de l'IRS pour 2022. Seuls 4,7 % des 120 millions de déclarations avec un AGI inférieur à 100 000 $ ont demandé des déductions détaillées et le montant de l'AGI sur ces déclarations ne représentait que 7 % de l'AGI sur toutes les déclarations inférieures à 100 000 $.

Résumé des déclarations avec un AGI de 100 000 $ ou moins :

- Déclarations sans impôt dû : 47,048 millions de déclarations avec 922 milliards de dollars d'AGI.
- Déclarations avec déduction standard : 66,865 millions de déclarations et 3,424 billions de dollars d'AGI.
- Déclarants bénéficiant d'une déduction détaillée : 5,755 millions de déclarations et 345 milliards de dollars d'AGI :

De même, 1,88 million de déclarations, soit 22 % de celles qui se situent entre 100 000 et 500 000 dollars, font appel à la déduction détaillée, mais il est probable que l'approche de la déduction standard variable susmentionnée limiterait très fortement le nombre de ceux qui font appel à la déduction détaillée.

Enfin, même sans une réforme fiscale radicale et le remplacement de l'impôt sur le revenu par des droits de douane et des taxes à la consommation, comme l'a proposé le président Trump, une grande partie des 550 milliards de dollars que les contribuables absorbent aujourd'hui pour calculer et déclarer leurs impôts et s'opposer à la bureaucratie de l'IRS pourrait être facilement et substantiellement réduite.

Office Of Personnel Management (OPM)

Cette agence entière est essentiellement une opération centralisée de ressources humaines pour les 2,2 millions de travailleurs civils (base ETP) du gouvernement fédéral. Mais elle est réellement redondante parce que les grands départements et agences maintiennent leurs propres opérations de ressources humaines, qui sont en théorie adaptées aux missions et aux conditions de fonctionnement spécifiques de chaque agence.

Par exemple, le ministère des Anciens combattants, avec une masse salariale totale de 412 000 employés, dispose de 19 000 employés chargés des ressources humaines. Soit une personne pour 22 employés. De même, l'EPA dispose de 583 postes et d'un budget de 402 millions de dollars consacré aux « solutions RH ». Cela équivaut à un employé des RH pour 29 employés de l'EPA. Comment ces agences clientes, dont le budget est très élevé, peuvent-elles avoir besoin d'un soutien RH encore plus important de la part de l'OPM ?

De même, le département de la sécurité intérieure emploie 1 000 personnes dans son bureau du chef du capital humain.

▲RETOUR▲

.Terre de rêves et d'ombres

L'industrie des soins de santé a besoin non seulement de médecins et d'infirmières, mais aussi d'une armée d'administrateurs. Sur les 5 000 milliards de dollars dépensés chaque année en services médicaux, au moins 40 % n'ont pas grand-chose à voir avec les patients.

Bill Bonner Lundi 03 mars 2025

Bill Bonner, écrit de l'hôpital Johns Hopkins, Baltimore, Maryland

Les narcotiques n'amélioreront pas votre monde. Mais ils peuvent vous aider à vous sentir mieux dans votre peau. Vous vous endormez... même lorsqu'ils vous découpent... et vous glissez dans votre propre univers de rêve.

Ici, à Bonner Private Research, nous ratissons large pour vous offrir la vision la plus large possible de ce qui se passe. Dan dans les hautes plaines du Wyoming... Tom dans un village malheureux de l'Inde...

Et nous voici à l'hôpital Johns Hopkins, pas vraiment par choix mais, quelle que soit la motivation, il s'agit d'une expérience d'apprentissage.

Voici ce qui vous attend...

Vous entrez dans l'hôpital. Vous donnez les coordonnées de votre assurance, votre nom et votre date de naissance. On vous met un bracelet en plastique... et on vous donne un badge. Celui-ci vous permet d'aller dans le hall où la réceptionniste vous demande votre nom et votre date de naissance. On vous demande de vous asseoir. « *Quelqu'un va vous appeler.* »

Quelqu'un vous appelle en effet. Vous entrez dans un petit espace. Elle scanne votre brassard à l'aide d'un appareil électronique.

> « *Votre nom ?* »
>
> « *Vous venez d'appeler mon nom* », *répondons-nous.*
>
> « *Oui, je connais votre nom. Je veux m'assurer que vous connaissez votre nom.* »
>
> « *Mais je suis venu quand vous m'avez appelé.* »
>
> « *Peu importe. Mais j'ai quelques questions à vous poser.* »

On vous demande ensuite de signer plusieurs formulaires dont l'essentiel est que vous n'allumerez pas de cigarette à l'hôpital et que s'il vous arrive quelque chose de grave dans l'enceinte de l'hôpital, c'est de votre propre faute.

Le long de la route menant à l'hôpital, cependant, se trouvaient plusieurs grands panneaux d'affichage de cabinets d'avocats pariant sur le fait que ce ne serait pas votre faute. « *Vous méritez de l'argent. Nous collectons des millions de dollars pour nos clients* », annonce l'un d'entre eux. Un autre : « *Faute médicale ? Connaissez vos droits. Faites-vous payer* ».

Mais les questions ne font que commencer. Des questions embarrassantes - sur les fonctions corporelles, les allergies aux médicaments, les maladies et les accidents antérieurs.

Toutes ces informations ont déjà été fournies, plus d'une fois. Mais ils veulent être sûrs.

Une fois l'interrogatoire terminé, on nous demande de retourner dans le hall, jusqu'à ce que « *quelqu'un appelle votre nom* ».

De nouveau, après une brève attente, nous sommes accueillis par une personne soignée, vêtue d'un uniforme d'hôpital et d'un masque. Cette fois, on nous conduit dans une petite pièce, fermée par un rideau, où se trouvent un lit et de nombreux instruments complexes.

« *Quel est votre nom ?*

« *William Bonner* », répondons-nous.

« *Votre date de naissance ?* »

Puis viennent les questions... état de santé... accidents, interventions... compagnie d'assurance... etc. Avons-nous reçu des injections de Covid ? Avons-nous des vertiges lorsque nous nous levons trop vite ? Un membre de la famille a-t-il déjà eu un cancer ?

La question la plus importante était : « Puis-je voir votre carte d'assurance ? » Et pour cause. Le système est incroyablement coûteux. L'assurance maladie moyenne pour une famille de 4 personnes s'élèverait à plus de 20 000 dollars. Les dépenses de soins médicaux par personne s'élèvent à plus de 14 500 dollars.

Les États-Unis se classent aujourd'hui au 46e rang pour ce qui est de l'espérance de vie... et chacun des 45 pays où les gens vivent plus longtemps dépense moins que nous. Nous avons essayé certains d'entre eux - en France, en Irlande et en Argentine. Les services généraux semblent similaires... pour la moitié du prix ; mais on dit que les États-Unis ont une longueur d'avance en matière de haute technologie.

Notre visite à Johns Hopkins nous a donné l'occasion de nous en rendre compte par nous-mêmes. Il y a beaucoup de gens en tenue d'hôpital... et beaucoup de gens qui vous demandent votre nom et votre âge. Lorsqu'ils ne posent pas de questions ou n'aident pas un patient, ils sont généralement en train de bavarder avec leurs collègues.

En raison de la complexité des traitements, des programmes d'assurance et de Medicare/Medicaid, le secteur de la santé a besoin non seulement de médecins et d'infirmières, mais aussi d'une armée d'administrateurs. Sur les 5 000 milliards de dollars dépensés chaque année en services médicaux, au moins 40 % n'ont pas grand-chose à voir avec la prise en charge des patients.

À Johns Hopkins, les médecins, les infirmières et les assistants qualifiés étaient agréables et compétents. Mais l'efficacité ne semble pas être une préoccupation majeure. La concurrence sur les prix n'incite guère à la réduction des coûts. Nous n'avons jamais su ce que coûtait quoi que ce soit. Nous n'avons jamais eu à prendre de décision impliquant des compromis ou des prix. Nous

avons vu de nombreuses publicités pour des avocats désireux d'intenter un procès... mais aucun ne proposait un service à moindre coût.

Et s'il n'y avait pas d'efforts évidents pour réduire les coûts, il n'y avait pas non plus de réflexion sur l'augmentation des revenus. On ne nous a jamais proposé de « *surclassement* » à un prix plus élevé. La nourriture était gratuite. Personne n'a sollicité de don caritatif ni offert de réduction aux patients fréquents.

Personne ne semblait s'en soucier. Y compris nous. Après tout, c'est la compagnie d'assurance qui payait. Nous ne savons pas pourquoi les soins médicaux sont si inefficaces. Mais nous pouvons émettre une hypothèse : les autorités fédérales ont tout gâché avec des réglementations et des subventions. Si la nouvelle équipe - dirigée par RFK Jr - voulait vraiment économiser 2 000 milliards de dollars aux Américains, elle commencerait par libérer le secteur des soins de santé. Nous ne savons pas non plus si cela se traduirait par une baisse des prix et une amélioration de la qualité. Mais cela vaudrait la peine d'essayer.

Notre aventure à Johns Hopkins se poursuit...

Nous commencions à bien savoir répondre aux questions posées par une autre infirmière... un anesthésiste... et l'assistant du chirurgien.

> *« Au moins deux d'entre eux nous ont demandé : « Pourquoi êtes-vous ici ?*
>
> *« Nous avons répondu : « Pourquoi pensez-vous que nous sommes ici ?*
>
> *« Nous devons juste nous assurer que nous avons la bonne personne et qu'elle est capable de comprendre ce qui lui arrive. »*
>
> *« Quelle est la date d'aujourd'hui ? » a demandé l'un d'eux. « Où êtes-vous ? »*

Un autre nous a tendu une feuille de papier avec un cercle.

> *« Dessinez une horloge qui indique 11h30.*
>
> *« AM ou PM ? »* avons-nous demandé.

Enfin, nous avons été allongés sur la table d'opération... avec un grand robot, semblable à une déesse hindoue à plusieurs bras, prêt à se mettre au travail. L'anesthésiste a administré sa dose. Nos yeux se révulsent... nous somnolons, nous passons au pays des rêves et des ombres.

C'est alors que la chose la plus remarquable s'est produite.

Le chirurgien en chef est apparu. Un homme de grande taille, vêtu d'une cape noire avec une capuche noire et une voix de stentor.

Il portait une faux. Ses yeux étaient comme des charbons ardents... son toucher était aussi froid que de la glace sèche.

« Quel est votre nom ? », a-t-il demandé, ressemblant vaguement à Dark Vador.

« Jack Jones », avons-nous menti.

> *« Oh... Il doit y avoir une erreur. Vous n'êtes pas celui que je cherche. »*

▲RETOUR▲

.Économie farfelue

Les déficits s'accumulent. La dette doit être refinancée. Et plus le coût du service des dépenses passées est élevé, moins il y a de ressources disponibles pour le présent.

Bill Bonner Mardi 04 mars 2025

Lignes grunge scandinaves avec runes nordiques

Bill Bonner, écrivant de Baltimore, Maryland

Det som göms i snö, kommer fram vid tö ».

(Ce qui est caché dans la neige se révèle au dégel.)

-Ancien dicton norrois

Il y a beaucoup de questions qui mettent les gens en colère. Et beaucoup sont les politiques idiotes mises en avant par les politiciens et les groupes d'élite. Pronoms personnels, distribution de préservatifs, compétition sportive entre hommes et femmes, « annexion » du Groenland, vaccinations forcées... et en voici une nouvelle. La Maison Blanche :

> *Par l'autorité qui m'est conférée en tant que président par la Constitution et les lois des États-Unis d'Amérique, il est ordonné par la présente : L'anglais est déclaré langue officielle des États-Unis. Une langue désignée au niveau national est au cœur d'une société unifiée et cohésive, et les États-Unis sont renforcés par des citoyens qui peuvent échanger librement des idées dans une langue commune.*

Vraiment ?

La Suisse a cinq langues. L'Inde compte 122 langues principales et 1 599 langues secondaires. Pourquoi les gens ne peuvent-ils pas parler la langue qu'ils veulent ? Et aux États-Unis aujourd'hui, presque tout le monde parle anglais. Diriez-vous qu'il s'agit d'une « société unifiée et cohésive » ?

Les partisans de l'amélioration du monde veulent forcer tout le monde à adopter une formule unique.

Mais il est clairement injuste de donner un avantage aux anglophones de naissance. Pourquoi ne pas égaliser les chances en désignant une langue que personne ne parle comme langue officielle ? Nous recommandons le vieux norrois.

Apprendre le vieux norrois nous relierait à nos premiers immigrants européens... et stimulerait à la fois l'économie et les esprits fatigués et complaisants de ses citoyens. En outre, il serait utile de savoir ce que disent ces astucieux Groenlandais après que nous nous en soyons emparés.*

Mais si ces questions marginales attirent l'attention des médias, elles ne représentent pas en elles-mêmes des menaces existentielles. Que les Américains parlent anglais ou estonien, les États-Unis atteindraient tout de même 50 000 milliards de dollars de dette avant la fin du second mandat de M. Trump.

Les déficits s'accumulent. La dette doit être refinancée. Et plus le coût du service des dépenses passées est élevé, moins il y a de ressources disponibles pour le présent. Il s'agit là

d'une manière intrinsèquement et manifestement farfelue de gérer une nation. Elle garantit le chaos, l'inflation, les défauts de paiement et la pauvreté. Mais c'est la direction prise par toutes les administrations depuis l'époque de Jimmy Carter.

Les quatre premiers mois de l'année fiscale en cours ont ajouté 830 milliards de dollars à la dette. À ce rythme, même si Elon cherche des sous sous les coussins des sièges, la dette sera comme l'eau qui jaillit des égouts et des collecteurs d'eaux pluviales... malodorante et difficile à nettoyer. À un taux d'intérêt de 5 % (qui pourrait augmenter), la charge d'intérêt s'élèverait à 2 500 milliards de dollars par an, soit environ la moitié de toutes les recettes fiscales fédérales. Insider Investor ajoute :

> *L'investisseur milliardaire [Ray Dalio] a déclaré que « la dette s'accumule comme une plaque » dans un système financier, ce qui pose un « problème » aux gouvernements, car les paiements d'intérêts absorbent une part de plus en plus importante de leur budget.*
>
> *M. Dalio s'est comparé à un médecin qui parlerait à un patient d'une plaque d'athérome : « Vous courez un risque élevé de crise cardiaque, essentiellement, et maintenant qu'allez-vous faire ? »*
>
> *« N'attendez pas que cela se produise pour essayer d'améliorer la situation », a déclaré M. Dalio.*
>
> *Le gouvernement fédéral a dépensé environ 6 750 milliards de dollars au cours de la dernière année fiscale, mais n'a perçu que 4 920 milliards de dollars de recettes, ce qui signifie qu'il a enregistré un déficit de 1 800 milliards de dollars, selon le site web du Trésor. La dette nationale a plus que triplé depuis 2000 pour atteindre un montant estimé à 36 200 milliards de dollars, selon le site web.*

Le seul membre de la Chambre des représentants à se montrer réellement préoccupé par cette question est l'inébranlable Thomas Massie, du Kentucky. Il a été le seul républicain à voter « non » au dernier projet de loi républicain sur les dépenses.

> *M. Massie a expliqué son vote à ses électeurs sur X en écrivant : « La résolution budgétaire du GOP qui a été adoptée par la Chambre cette semaine fait passer la limite de la dette de 36 000 milliards de dollars à 40 000 milliards de dollars, et dépense suffisamment d'argent pour faire passer la dette de 36 000 milliards de dollars à 56 000 milliards de dollars au cours des dix prochaines années. Mais bravo pour les réductions d'impôts !*

Massie était peut-être sarcastique. En effet, la mesure adoptée la semaine dernière ne contient aucune réduction d'impôt réelle. Il s'agit plutôt d'une astucieuse arnaque fiscale, sur laquelle nous reviendrons demain.

Pour l'instant, elle est cachée sous la neige... c'est-à-dire sous des dépenses presque record... une dette record... et des cours boursiers record. La neige met du temps à fondre. L'inflation émerge progressivement, émergeant du gel comme les crocus au début du printemps.

Plus tard, nous verrons les vieilles canettes de bière et les boîtes de pizza emportées par le vent.

Verðið á varðbergi. (Restez à l'écoute.)

▲RETOUR▲

.La politique des grands

Les autorités fédérales n'organisent pas de ventes de pâtisseries. Ils ne vendent pas de biscuits, ne font pas de porte-à-porte et ne participent pas à des collectes de fonds caritatives. Ils produisent peu de biens et offrent peu de services pour lesquels les gens seraient prêts à payer.

Bill Bonner Mercredi 5 mars 2025

Bill Bonner, écrivant de Baltimore, Maryland

Toutes les dépenses publiques sont des impôts.

-Elon Musk

Elon a raison sur ce point. Chaque centime dépensé par les autorités fédérales doit provenir du « *peuple* » par le biais d'une forme d'imposition. L'une d'entre elles fait la une de l'actualité aujourd'hui. Les tarifs douaniers. Hier, l'équipe Trump a mis en place de nouveaux tarifs douaniers contre la Chine, le Mexique et le Canada.

Et hier soir, Trump a promis un barrage encore plus agressif : des tarifs douaniers réciproques. D'autres nations punissent leurs propres citoyens en leur refusant des importations de qualité à des prix compétitifs ; maintenant, nous allons le faire aussi !

Warren Buffett, tel qu'interprété par Investment Insider :

> *Les droits de douane sont « un acte de guerre, dans une certaine mesure », a déclaré Warren Buffett. Le président-directeur général de Berkshire Hathaway a déclaré à CBS : « Avec le temps, ils constituent une taxe sur les marchandises ».*

Et maintenant, la guerre commerciale a commencé. Newsweek :

> *Le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford, a déclaré lundi qu'il bloquerait les exportations d'énergie vers les États-Unis « avec le sourire » si le président américain Donald Trump allait de l'avant avec ses projets de droits de douane de 25 % sur les produits canadiens.*
>
> *Les États-Unis ont imposé des droits de douane de 25 % sur les produits canadiens, à l'exception des produits énergétiques, qui sont soumis à des droits de douane de 10 %. Ils ont également imposé des droits de douane de 25 % sur les importations en provenance du Mexique et de 10 % supplémentaires sur les produits chinois.*
>
> *Selon les chiffres de l'Administration américaine d'information sur l'énergie, le Canada est de loin la plus grande source d'importation d'énergie américaine, avec 59 % de tout le pétrole brut importé aux États-Unis en 2019 en provenance du pays.*

Associated Press :

> *La présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, a déclaré mardi que le Mexique répondrait aux droits de douane de 25 % imposés par les États-Unis en appliquant ses propres droits de douane en représailles sur les produits américains. Mme Sheinbaum a déclaré qu'elle annoncerait les produits que le Mexique ciblera dimanche lors d'un événement public sur la place centrale de Mexico, indiquant peut-être que le Mexique espère toujours désamorcer la guerre commerciale déclenchée par le président américain Donald Trump.*

Et les premières victimes reviennent en boitant dans le camp :

> *Lundi, la Banque fédérale de réserve d'Atlanta a publié une estimation de la performance du PIB au premier trimestre 2025, qui a montré une contraction économique de 2,8%... la même projection basée sur un modèle estimait une croissance de près de 3% au début du mois de février.*

La même projection basée sur un modèle estimait la croissance à près de 3 % au début du mois de février. Une chute de 5,8 % des estimations de croissance du PIB. Nous n'avons pas vu cela depuis la Grande Dépression... ou depuis le premier mandat de Donald Trump, avec la panique de Covid.

Si une telle contraction se produit et se poursuit, les autorités fédérales devront dépenser plus d'argent pour les indemnités de chômage, etc. Et le Grand Timonier sera tenté de s'orienter vers davantage de mesures de relance. Mais où trouvera-t-il l'argent ?

Les autorités fédérales n'organisent pas de ventes de pâtisseries. Ils ne vendent pas de biscuits, ne font pas de porte-à-porte et ne participent pas à des collectes de fonds caritatives. Ils produisent peu de biens et offrent peu de services pour lesquels les gens seraient prêts à payer. Lorsqu'ils veulent de l'argent, ils le prennent.

C'est ainsi que l'année dernière, ils ont perçu 4,9 trillions de dollars de recettes fiscales, mais ont dépensé 6,7 trillions de dollars. Mais ils ont dépensé 6 700 milliards de dollars. D'où vient la différence ? D'autres formes d'imposition - l'inflation, principalement... et les droits de douane.

C'est la raison pour laquelle la réduction d'impôts de Donald Trump en 2017... et la proposition de la prolonger... sont de telles fraudes. Elles ne réduisent pas réellement les impôts ; elles les transfèrent simplement des impôts directs sur le revenu aux impôts indirects provenant de l'inflation ou des droits de douane.

L'inflation a été qualifiée d'« impôt le plus cruel ». Elle frappe de manière disproportionnée les pauvres. Si vous gagnez un million et ne dépensez que 100 000 dollars par an, l'inflation ne prélève qu'un dixième de votre revenu. Si vous gagnez 40 000 dollars... et que vous les dépensez tous... l'inflation s'empare de la totalité de votre revenu.

Charlie Bilello :

> *Les personnes qui gagnent le plus ont également tendance à être les plus gros propriétaires d'actifs tels que les actions (les 10 % les plus riches détiennent 87 % des actions) et les maisons, qui ont largement dépassé l'inflation au cours des cinq dernières années... Résultat : les 10 % les plus riches aux États-Unis (ménages gagnant 250 000 dollars ou plus) représentent aujourd'hui la moitié de toutes les dépenses de consommation, un niveau record. Il y a trente ans, ils représentaient environ 36 % de l'ensemble des dépenses.*

Si vous êtes riche et que vous avez besoin d'argent, vous faites des économies. Mais que faites-vous si vous vivez au jour le jour ? Vous utilisez une carte de crédit. Bilello poursuit :

> *La dette des cartes de crédit aux États-Unis a atteint le chiffre record de 1 200 milliards de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 7 % sur l'année dernière. Le taux d'intérêt sur cette dette reste proche des records, à 21,5 %. La combinaison de niveaux d'endettement élevés et de taux d'intérêt beaucoup plus élevés entraîne une augmentation des impayés. Plus de 11 % des soldes de cartes de crédit aux États-Unis sont aujourd'hui en souffrance depuis plus de 90 jours, soit le taux le plus élevé depuis 2011.*

L'inflation est simplement une taxe sur les biens. Comme l'explique Buffett, il en va de même pour les droits de douane. Et comme pour l'inflation, ce sont les plus pauvres qui en supporteront la plus lourde part.

Mais contrairement à l'inflation, les droits de douane sont particulièrement adaptés à la politique des grands hommes. Ils peuvent être utilisés comme des carottes ou des bâtons. Trump peut punir ses opposants ou récompenser ses amis. Une industrie disposant de bons lobbyistes est susceptible d'obtenir une protection contre les concurrents étrangers. Une industrie qui se trouve du mauvais côté sur le plan politique risque de ne pas l'être.

Les droits de douane sont un excellent théâtre politique, mais ils sont mauvais sur le plan économique.

▲RETOUR▲